

EN PRÉPARATION :

SAINTE-HÉLÈNE : NAPOLÉON ET L'ANGLETERRE

Histoire générale de la captivité d'après les
documents originaux, avec portraits, vues,
croquis, cartes et fac-simile inédits. —
2 vol. in-8°.

PAUL FRÉMEAUX

Napoléon Prisonnier

MEMOIRES D'UN MEDECIN DE L'EMPEREUR
A SAINTE-HELENE

« J'aurais bien jusqu'à quatre-vingts ans, s'ils ne m'avaient pas emmené dans cette île maudite ! »

Napoléon au Dr John St. John.

Deuxième Édition

PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
RUE RACINE, 26, PRÈS L'ODÉON

Tous droits réservés

LE DOCTEUR STOKOE
D'après un portrait de famille.

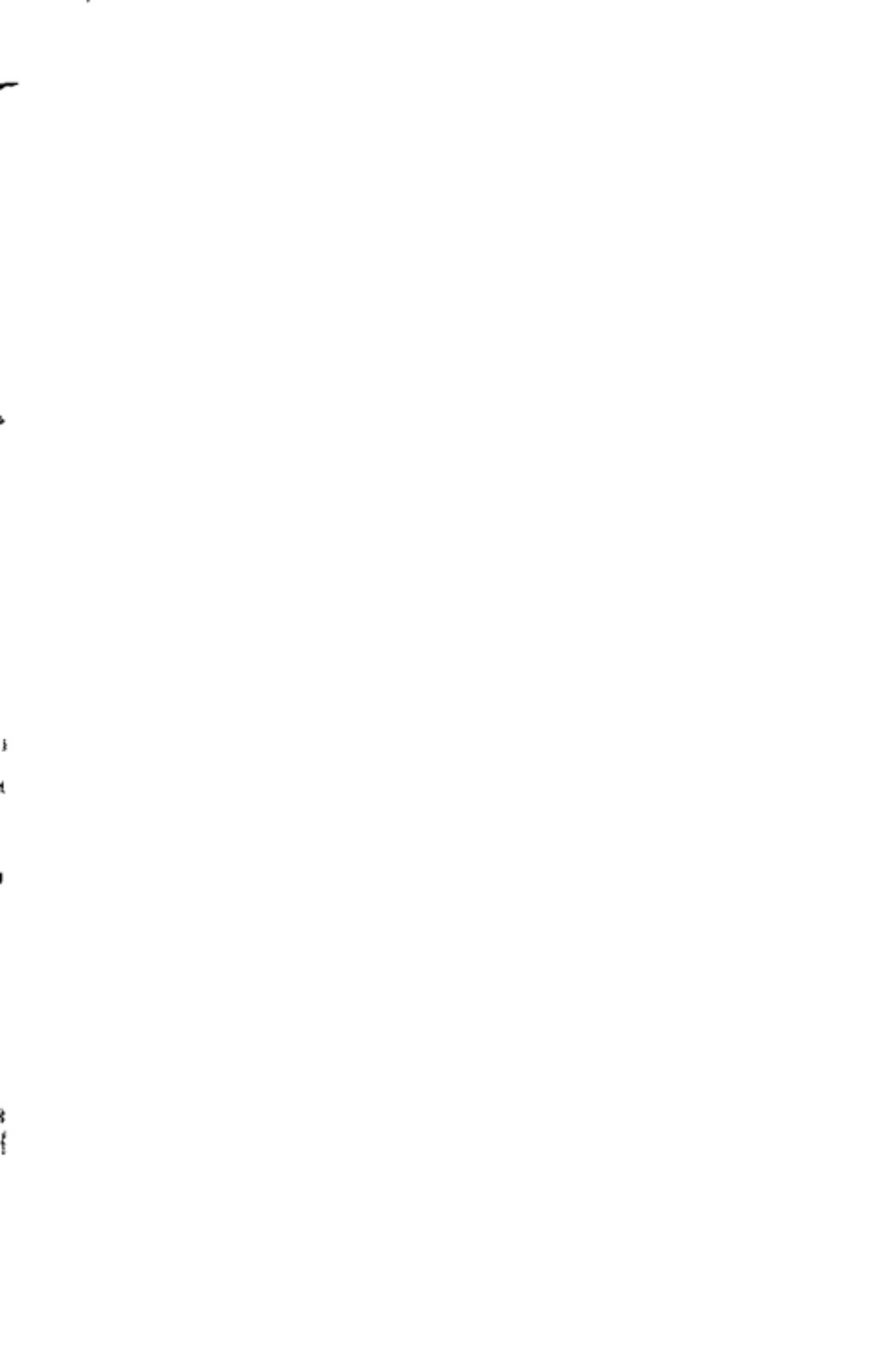
Mémoires

ET PAPIERS INÉDITS

DU

Docteur Stokoe

CHIRURGIEN DE LA MARINE ANGLAISE



INTRODUCTION

Quatre témoins oculaires, le docteur O'Meara, en 1819 et en 1821 (1), le comte de Las Cases, en 1822 et en 1823 (2), le Dr Antommarchi, en 1823 (3) et le comte de Montholon, en 1847 (4), racontèrent les premiers la captivité de Napoléon. Ils dirent que l'Empereur, relégué dans une île meurtrière, y avait été privé des égards dus à son rang et à son malheur, persécuté par un gouverneur imbécile et féroce, logé sans confort, empêché même de correspondre avec sa femme et son fils. A la

(1) *Relation des événements arrivés à Sainte-Hélène postérieurement à la nomination d'Hudson Lowe. — Napoléon en exil.*

(2) *Mémorial de Sainte-Hélène.*

(3) *Mémoires du docteur F. Antommarchi, ou les derniers moments de Napoléon.*

(4) *Récits de la captivité de l'Empereur Napoléon à Sainte-Hélène.*

lecture de pareils récits, la conduite de l'Angleterre envers son grand prisonnier apparut odieuse, on la qualifia d'indigne.

Vu l'origine et la concordance des dépositions qui l'avaient motivé, le jugement semblait définitif. Pourtant, en 1853, un avocat de Londres, William Forsyth, entreprit de le faire réformer, en s'aidant des papiers posthumes d'Hudson Lowe.

Dans son livre, fort habile, il s'attache d'abord à rendre suspects les auteurs qui l'ont précédé. « Las Cases, observe-t-il, a déclaré que l'Empereur était son idole, et par suite, estimé tout simple de lui sacrifier la réputation de l'homme chargé de sa garde. » — « Autommarchi ne pardonnait pas à Hudson Lowe de l'avoir assujetti aux mêmes riglements que le reste des Français, non plus que d'avoir,

lorsque la maladie de Napoléon devint grave, insisté pour que l'on consultât d'autres médecins. » Les assertions de Montholon ne pèsent pas davantage. Ne lui était-il pas échappé, une fois rentré en France, de dire à un officier anglais : « Mon cher ami, un ange du ciel n'aurait pu nous plaire, s'il eût été gouverneur de Sainte-Hélène. »

Contre O'Meara, les arguments sont plus sérieux. A ses écrits publics, on peut opposer une correspondance privée où ses appréciations furent parfois différentes. Forsyth en conclut qu'O'Meara est moins digne de foi encore que Las Cases, Antommarchi, et Montholon.

Ayant ainsi fait table rase des témoignages défavorables à sa thèse, il base principalement son *Histoire de la captivité de Napoléon* sur les notes laissées par

Hudson Lowe, sans réfléchir, apparemment, qu'Hudson Lowe, parlant pour Hudson Lowe, doit être aussi suspect de partialité, sinon plus, que les fidèles de l'Empereur plaident pour « leur idole ».

Quoi qu'il en soit, l'ouvrage eut du succès ; une révolution s'opéra dans les esprits(1) L'idée s'établit que l'Angleterre, loin de persécuter son prisonnier, l'avait au contraire traité avec toute sorte d'égards et d'attentions. Bientôt même, on trouva que Napoléon, par ses exigences et ses recriminations continues, devait rendre singulièrement pénible et difficile la tâche du fonctionnaire qui le gardait. On plaignit l'infortuné geôlier. Paradoxalement, Hudson Lowe devenait la victime de Sainte-Hélène !

(1) Même en France, où, pour ne citer qu'un exemple, les conclusions de l'ordre ont été adoptées dans une encyclopédie catholique, le dictionnaire Larousse

Il semble cependant qu'il faudra reprendre la première opinion qu'on s'était faite des choses. Depuis Forsyth, on a publié les rapports du marquis de Montchenu, du comte Balmain et du baron Sturmer, les trois commissaires chargés par le roi de France, le Tsar et Sa Majesté autrichienne de surveiller l'exil du « général Bonaparte. » On s'attendait à voir ces représentants de souverains amis de Georges IV, ennemis de Napoléon, juger favorablement les actes anglais. Rien de pareil. Ils formulent les mêmes critiques que Las Cases, O'Meara, Antommarchi et Montholon ; ils portent contre Hudson Lowe les mêmes accusations.

Voici maintenant, sévère encore, la déposition d'un dernier témoin oculaire de la captivité. Son nom ne paraîtra pas inconnu à ceux qui ont lu les ouvrages

d'O'Meara, la relation de Montholon et les lettres de Bulmain Il est aussi question de lui dans Forsyth, qui travestit son histoire, on verra plus loin pour quelles raisons et dans quel intérêt.

* * *

J'ai découvert les mémoires de John Stokoe chez une de ses dernières petites nièces, Miss Edith Stokoe de Londres Des cinq cahiers manuscrits que j'ai eus entre les mains, un seul a trait à Sainte-Hélène Dans les quatre autres, étrangers au sujet de ce livre, le docteur raconte sa longue carrière navale

Il était né en 1775 à Ferryhill, comté de Durham A vingt ans, en 1794, il entrait dans la marine britannique comme aide-chirurgien Il allait, en cette qualité, prendre part à la lutte interminable des

flottes de son pays contre la France du Consulat et de l'Empire.

D'abord affecté à un sloop de guerre, le *Lynx*, il assiste au bombardement de Copenhague.

Il passe sur le *Monarch*, vaisseau de ligne, puis sur la frégate *l'Acasta*, et reste deux ans en croisière dans la Manche et la mer du Nord.

A la bataille de Trafalgar, il est sur le *Thunderer*. Sur ce même navire, de septembre 1805 à novembre 1808, il voit le terrible siège de Gaëte, participe à l'audacieuse expédition qui force le passage des Dardanelles, et visite la Sicile et l'Égypte.

Les hasards du service le conduisent ensuite au blocus de l'Île de France. Lorsqu'il en revient, on le nomme médecin d'un ponton amarré dans la Medway. En

1814, après la chute de Napoleon, l'Amirauté le désigne pour accompagner, de Cherbourg à Cronstadt, un bataillon de la garde impériale russe qui est rapatrié par mer

En 1815 et en 1816, le Dr Stokoe ne quitte pas l'Angleterre ; il est attaché aux stations de Sheerness et de Leith

Au commencement de 1817, il part pour Sainte-Hélène.

Le récit qu'il donne des événements auxquels il fut mêlé dans cette île abonde en détails nouveaux. J'aurais voulu, pour les amateurs de mémoires, le publier tel quel, sans y rien ajouter, sans en rien retoucher, le traduire simplement, en un mot. Mais la chose m'a paru impossible

J'avais affaire à un trop inhibiteur narrateur. Tantôt, extraordinairement

prolixe, il se perd dans de longues digressions, se répète sans nécessité ; tantôt, défaut inverse et plus grave encore, il parle sommairement de faits qui demanderaient pour être compris, plus de développement et des explications préalables. En maint endroit, le docteur n'est intelligible qu'avec le secours de sa correspondance et d'une pièce éminemment intéressante, le jugement qui le condamna à Sainte-Hélène pour avoir exprimé des craintes sur la santé de l'Empereur, et prédit une fin prochaine, conséquence d'un traitement inhumain. Une simple traduction ne pourrait aller sans des notes, qui, tenant presque autant de place que le texte, fatiguerait le lecteur, le décourageraient, et lui feraient vite rejeter ce livre.

J'ai donc adopté un autre plan. J'ai

pris en main le récit, pour l'éclairer, le completer au cours même des pages, et non au bas. J'éviterai ainsi les renvois continuels, qui rebutent, tout en laissant, aussi souvent que possible, la parole à l'auteur des memoires

Cette methode aura encore un avantage La captivité de Napoleon a duré d'octobre 1815 à mai 1821 Stokoe n'a été dans l'île où se mourait l'Empereur que de juin 1817 à septembre 1819 Il ne raconte naturellement que les evenements survenus sous ses yeux dans cet intervalle Mais est il besoin de rappeler une proposition aussi simple ? les actes intermédiaires d'un drame perdent beaucoup de leur signification et de leur intérêt, lorsqu'on les isole du prologue et du denouement C'est pourquoi l'on trouvera dans ce volume, en même temps que des

papiers inédits, l'histoire entière, quoique succincte, de ces tristes années de Sainte-Hélène, que le chirurgien anglais ne vit pas toutes, mais dont il put dire néanmoins, puisqu'il y perdit son grade, un quart de siècle de services, et même, aux yeux des malveillants ou des mal informés, l'honneur : *Quorum pars magna fui.*

P. F.

t

CHAPITRE I

LES DÉBUTS DE LA CAPTIVITÉ

Stokoe est nommé chirurgien du vaisseau amiral le *Conqueror*. — Il part sur ce navire pour Sainte-Hélène, le 15 mars 1817. — Ignorance où l'on est alors en Europe sur ce qui se passa dans l'île d'exil. — Situation qu'y trouve Stokoe à son arrivée (29 juin 1817).

Au mois de décembre 1816, on armait à Portsmouth un vaisseau de ligne, le *Conqueror*, sur lequel le contre-amiral sir Robert Plampin venait d'arborer son pavillon. L'offre fut faite au docteur Stokoe d'être le chirurgien de ce navire, qui devait partir au printemps suivant pour Sainte-Hélène, et n'en revenir qu'en 1820.

Perspective médiocrement tentante, que celle d'un séjour aussi long dans une île perdue, simple point, à deux mille lieues de l'Europe, dans le grand vide des mers entre l'Afrique et l'Amérique ! Stokoe comptait vingt et un ans de services ; sa retraite approchait. Il aurait pu l'attendre dans son

pay^s même, au fond de quelque rade tranquille de la Grande-Bretagne, dans un hôpital maritime son ancienneté lui donnait des droits à un poste sedentaire. S'il voulut encore courir le monde, la marine anglaise ne manquait pas, à l'étranger, dans la Méditerranée, aux Antilles, ou aux Indes, de stations plus agréables que Sainte-Hélène. Il n'avut qu'à choisir, et qu'à demander, pour y être envoyé.

Il préféra Sainte-Hélène.

Ce rocher, à peine connu la veille, venait de surgir tout d'un coup à la célébrité. L'Angleterre en faisait le dernier piédestal de Napoléon. Tous les yeux regardaient de ce côté. « Je songeai, dit Stokoe, que je verrais le grand homme, et que peut-être il m'arriverait de lui parler. Hélas ! je ne soupçonnais pas combien j'achèterais cher cet honneur ! »

Il y avait alors quatorze mois que l'Empereur vivait prisonnier dans les solitudes de l'Atlantique Austral. On ne savait plus rien de celui dont la renommée avait si long-temps signalé les moindres gestes. Nulle

nouvelle de la terre d'exil. Les ministres de Georges IV l'avaient comme retranchée du monde : ils n'en laissaient sortir aucune correspondance indiscrette, défendaient aux soldats et aux marins qui s'y trouvaient en garnison de parler de Napoléon dans leurs lettres, de mentionner même son nom. En Europe, du reste, toutes les polices et tous les cabinets noirs exerçaient leurs rigueurs et prêtaient leurs concours pour assurer le silence ; et Louis XVIII entretenait, dans les principaux ports, des agents qui surveillaient les arrivées de Sainte-Hélène, s'attachaient aux pas des voyageurs suspects et leur dérobaient leurs papiers.

Pour se renseigner sur l'île devant laquelle le *Conqueror* allait prendre la garde avec ses soixante-quatorze canons, Stokoe consulta vainement les journaux : la presse restait muette par ordre. Mais quelques brochures avaient paru, qui prétendaient répondre aux questions que se posait la curiosité universelle. Il se les procura et les lut. Les informations ainsi recueillies lui parurent

assez confuses. Certaines prêtaient à rire, par leur invraisemblance.

Un nommé Tyder, par exemple, se vantait d'avoir pu *interviewer*, comme on dirait aujourd'hui, « l'imperial déporté » Napoléon lui avait confié qu'il ne serait pas bien difficile de s'échapper de Sainte-Hélène. Peut-être le tenterait-il. Il traverserait, dans « une gondole d'aérostat » les 475 lieues qui séparent l'île de la côte d'Afrique, civiliserait les nègres de ce continent, et fonderait de nouveau un vaste empire, où il se proposait d'appeler ses partisans, ses fidèles, sa femme et son fils. En attendant, il s'amusait avec une soubrette de Madame de Montholon, prisait immoderément, et continuait à faire la guerre de la façon suivante : « Il avait apporté de France cinq ou six caisses qui contenaient vingt à trente mille hommes de bois, hauts de deux pouces et de toutes couleurs, généraux, officiers, artilleurs, cavaliers, fantassins. Aide de ses lieutenants, il les rangeait en ordre de bataille sur une table d'acajou, et tous ces corps unis, se disloquant à volonté, figuraient les mouve-

ments de deux armées ennemis, dont l'une était commandée par Bertrand, et l'autre par Napoléon, qui gagnait toujours la victoire. »

Plus sérieuses étaient les *Lettres écrites à bord du « Northumberland » et à Sainte-Hélène* (1), du Dr Warden. Malheureusement, elles donnaient surtout, sous forme de conversations de l'auteur avec Napoléon et les personnes de sa suite, des détails sur les campagnes, la politique et le passé de l'Empereur. De son sort actuel, bien autrement intéressant pour Stokoe, il n'était que très sommairement question.

On le trouvait dépeint dans *l'Appel à la nation anglaise*, de Santini. Ce serviteur de Napoléon, renvoyé de Sainte-Hélène par Hudson Lowe, représentait à peu de chose près l'Empereur comme mourant de faim sur la paille humide d'un cachot, sans autre

(1) Letters written on board His Majesty's ship the *Northumberland* and at St Helena, in which the conduct and conversations of Napoleon Buonaparte and his suite during the first months of his residence in this island are faithfully described and related, by William Warden, surgeon on board the *Northumberland*. London, 1816.

nourriture que « de la viande avariée » et « du pain corrompu, rempli de vers ». Mais pouvait-on croire à des assertions d'une exagération si évidente ? Fallait-il faire fond sur de pareils renseignements ?

Stokoe fut encore une brochure, dont le titre sensationnel semblait plein de promesses. Dernière déception ! Le *Manuscrit tenu de Sainte-Hélène d'une manière inconnue* ne contenait que des pensées et des maximes de gouvernement, attribuées à Napoléon par un écrivain fantaisiste (1).

Le mystère où vivait l'Empereur s'étendait jusqu'à la géographie de l'île qu'il habitait. On ne savait rien de précis sur Sainte-Hélène : sa configuration, son climat, sa faune, sa flore, sa géologie, sa population et ses fortifications étaient un thème pour les descriptions les plus contradictoires. Un publiciste contemporain, Ernest Hoffmann, le constatait en ces termes :

« Dans une relation qui vient d'être publiée à Paris, l'auteur anonyme assure que

(1) LULLIN DE CHATEAUVIEUX.

l'île Sainte-Hélène a une forme circulaire ; la carte qui est jointe au livre de M. Cohen la présente sous la figure d'un carré parfait. Des voyageurs lui donnent jusqu'à cinq lieues de diamètre ; d'autres lui accordent à peine sept lieues de circonférence.

« Soit par erreur typographique, soit par exagération, le nombre des habitants a été porté jusqu'à vingt-quatre mille, et dans la réalité, il y en a tout au plus trois mille cinq cents, y compris la garnison.

« Tous les navigateurs qui y ont relâché vantent la douceur du climat, le printemps éternel, la verdure permanente de l'heureuse Sainte-Hélène. Lord Macartney assure que les hauteurs de cette île sont très froides, et que les fruits y mûrissent à peine.

« Les anciens, en décrivant les îles fortunées, n'ont pas employé de couleurs plus séduisantes que les modernes n'ont fait à l'égard de Sainte-Hélène. Ils ne parlent qu'avec enthousiasme de ses charmantes vallées, de ses coteaux pittoresques. C'est une autre O'Tahiti, c'est un paradis en miniature. Mais écoutez M. Bory Saint Vincent,

l'île est couverte de cendres, de scories volcaniques, et la végétation y est languissante. Les naturalistes considèrent Sainte-Hélène comme le produit d'une éruption qui l'a tout à coup élevée au-dessus des mers, lord Macartney dit qu'aucune partie de l'île n'a éprouvé de liquefaction. ...

« Selon les uns, les rats sont tellement multipliés dans cette île, qu'ils empêchent toute espèce de culture, selon d'autres, ces animaux ne nuisent qu'aux plantes épineuses. Ceux-ci affirment qu'un insecte d'une forme particulière y a détruit tous les pêchers et d'autres arbres d'Europe ; ceux-là vantent la beauté des pêchers, des pommiers et d'autres arbres qui prospèrent sur cette terre fertile. Lord Valentia surtout y a vu des pêchers sous toutes les formes, des fleurs et des fruits des quatre parties du monde. »

« D'après le même lord, le système de défense de Sainte-Hélène serait mal entendu, l'île ne pourra résister à une attaque sérieuse. Les canons, en général, y sont trop élevés au-dessus de la mer ; ils nuiraient

peu aux vaisseaux qui approcheraient des côtes. Le seul fort où l'artillerie soit convenablement placée est situé dans un lieu qui manque d'eau. Ce serait un malheur incalculable si cette île tombait au pouvoir d'un ennemi, et il conclut qu'il faut la fortifier de nouveau. Mais lisez toutes les autres relations : Sainte-Hélène est un second Gibraltar ; aucun vaisseau ne peut en approcher sans risquer d'être mis en pièces ; la nature a élevé autour de l'île un rempart inexpugnable ; les trois seules ouvertures qui font solution de continuité à une côte de douze cents pieds de hauteur sont défendues par de nombreuses batteries ; une petite crique, où une seule chaloupe peut à peine s'introduire, est aussi bien fortifiée que si elle pouvait contenir une flotte.

« Les objets sur lesquels il semble impossible de se tromper ne sont pas présentés d'une manière plus sûre. M. Brooke, auteur de la description qu'a traduite M. Cohen, assure que les chênes naturalisés à Sainte-Hélène y croissent avec une grande rapidité, et, contrairement à l'observation des bota-

nistes dans tout autre pays, y acquièrent une densité supérieure à celle des chênes d'Europe. Lord Valentia dit, au contraire, que le bois des arbres de Sainte-Hélène est mou et spongieux. Lequel des deux croirons-nous ? M. Brooke était, dans l'île, secrétaire du gouvernement, et devait conséquemment la connaitre. Lord Valentia, d'un autre côté, avait, par son ring, des communications très étroites avec le gouverneur et tenait de lui toutes les particularités qu'il rapporte. Il a d'ailleurs parcouru l'île dans tous les sens et y est demeuré trente cinq jours, période plus que suffisante pour observer un si petit point. Il fut donc rester en doute à cet égard, comme à tant d'autres. »

Telle est l'incertitude où l'on est sur Sainte-Hélène, lorsque le *Conqueror* met à la voile pour s'y rendre, le 15 mars 1817. Il y arrivera le 29 juin. A cette date, il s'en fudra de quelques semaines seulement que deux années de la captivité de Napoléon soient écoulées. On comprendrait difficile-

ment, sans un bref résumé de leur histoire, les évènements auxquels sera mêlé Stokoe.

Sainte-Hélène ne méritait ni tout le bien, ni tout le mal qu'on disait d'elle. Ce n'est pas un paradis terrestre, un lieu de désolation non plus. Elle a des aspects tristes et des sites riants, des coteaux arides et des vallons fertiles, des laves et de la verdure. Pareillement, son climat est agréable ou désagréable, sain ou malsain, selon les endroits.

Elle n'est ni ronde, ni carrée ; s'il fallait absolument lui assigner une forme géométrique, elle représenterait plutôt un trapèze irrégulier, de dix mille hectares. Une île voisine de nous, Jersey, a presque exactement la même superficie ; Paris est d'un tiers moins grand, mais Londres contiendrait trois fois Sainte-Hélène.

Le pourtour de Sainte-Hélène est formé par une falaise abrupte, dont la crête se dresse parfois à six cents mètres au-dessus des vagues. Cette muraille, dentelée de créneaux naturels, donne extérieurement à l'île

« l'apparence d'une vaste tour sortie de l'Océan » (1), dans laquelle trois ou quatre brèches permettent de pénétrer.

Au premier coup d'œil, l'intérieur semble un incompréhensible chaos de sommets et de rocs. Mais une masse d'aspect volcanique le domine. Planté de bouquets d'arbres à sa base, puis escaladé par des genêts gigantesques et des fougères arborescentes, hautes comme des peupliers, le Pic de Diane commande, de ses trois mille pieds d'altitude, l'entier panorama de Sainte-Hélène. Il est le centre orographique, le Saint-Gothard disproportionné de cette petite terre. Par ses ramifications, il pèse et rayonne sur elle dans tous les sens, la divisant en vingt minuscules vallées ; de ses flancs de basalte descendent la plupart des fleuves de l'île, simples ruisseaux, dont le plus long n'a pas deux lieues de cours.

Lors de sa découverte, au xvi^e siècle, Sainte-Hélène n'était qu'une forêt. La colonisation l'a déboisée. A l'épaisse flore indi-

(1) *EMANUEL LAS CASES. Journal écrit à bord de la fregate la « Belle-Doule ». Paris, 1841.*

gène, ébéniers sombres et grands végétaux grisâtres, a succédé une flore exotique, plus variée, mais fort dispersée : chênes, pins, cyprès, pommiers, poiriers, vignes et pêchers d'Europe, bananiers et cafésiers d'Asie, gommiers et goyaviers d'Amérique, palmiers d'Afrique, eucalyptus d'Australie.

La faune sauvage primitive a disparu également, pour faire place aux animaux domestiques amenés par les Européens. Certaines importations n'ont pas été heureuses. La chèvre, par exemple, en broutant partout les jeunes pousses, a contribué à dénuder l'île davantage. Le moineau, introduit par fantaisie, n'a que trop prospéré, pour le bien des récoltes. De même le rat, venu de son plein gré. En revanche — un poète y verrait un signe symbolique — l'abeille, qui sème d'or le manteau impérial, n'a jamais pu vivre à Sainte-Hélène.

A l'arrivée de Napoléon, l'étroit coin de terre sur lequel il devait mourir comptait à peine deux mille habitants. Les neuf dixièmes se groupaient dans les trois rues et les soixante-dix maisons de Jamestown, entre

deux montagnes qui se touchent presque, à l'issue d'une gorge ouverte sur une baie du rivage nord occidental, *sous le vent*. La ville « n'aurait pu se bâtrir ailleurs, car il est presque toujours impossible d'aborder sur la côte opposée, où les vagues poussées par les alizés viennent se briser avec fureur (1) ». Déjà défendue par cette circonstance naturelle, Sainte-Hélène était aussi fortifiée par l'art. Même aux endroits réputés inaccessibles, le rempart des falaises se couronnait de batteries, des forts fermaient toutes les brèches. Ainsi gardée, l'enceinte cyclopéenne de l'île semblait encore plus formidable. Particulièrement, « la vallée de Jamestown, dit le comte de Montholon, apprait comme l'entrée de l'enfer : de quelque côte, à quelque hauteur que se porte le regard, on ne voit que rangées de canons et noires murailles, construites comme par la main du démon pour lier des pointes de rocs à pic (2) ».

(1) *Ernest RECLUS. Géographie universelle : l'Afrique méridionale.*

(2) *Recits de la captivité de l'Empereur Napoléon à Sainte-Hélène. Paris 1847.*

En dehors du port, unique agglomération, il n'y avait plus, éparses dans l'intérieur, qu'une cinquantaine de huttes, de fermes et de villas, et, défiant toute comparaison pour sa grandeur et sa magnificence relatives, Plantation-House, dont on vantait l'heureuse situation, les ombrages et les eaux vives. Toutes les descriptions s'accordent pour faire de cette résidence des gouverneurs « une maison extrêmement élégante, ayant des jardins immenses (1) ». Il s'y trouve des espèces végétales rares, « apportées des parties du monde les plus reculées et des climats les plus opposés, et cependant ces plantes y prospèrent et fleurissent toutes (2) ».

« Le château et les dépendances rappellent les demeures, dans nos provinces, des familles qui possèdent de vingt-cinq à trente mille francs de rente..... Enfermé dans l'enceinte de Plantation-House, on pourrait

(1) MONTHOLON. *Récits de la captivité de l'Empereur Napoléon.*

(2) O'MEARA. *Napoleon in exile, or a voice from St Helena.* London, 1822.

se croire en Europe» (1) C'est là que loguent tous les voyageurs de distinction qui passaient par Sainte-Hélène. C'était le seul en droit qui fut digne d'être l'habitation de Napoléon dans l'île. Il n'y reçut même pas l'hospitalité de la première nuit. Débarqué le 17 octobre 1815, c'est chez un particulier du nom de Bulcombe dans un pavillon composé d'une seule pièce et d'un grenier, aux Barts, à deux kilomètres de Jamestown que l'Empereur attendit, jusqu'au 10 décembre suivant, son installation définitive à Longwood.

Dès ce moment et par ce début, on pressent que l'Angleterre se montrera sans aucune générosité dans le traitement de son prisonnier.

Assemblage de bâtiments disparates, élevés à l'usage de ferme avec les matériaux les plus divers, à Longwood était inhabitable quand il fut choisi pour devenir la résidence de l'empereur et du nombreux

(1) *Les Gars. Memorial de Sainte-Hélène ou journal ou se l'ancrera tous le jour par jour tout ce que d'ut et fait Napoléon du 1er Juillet 1815 à Bruxelles 18th 18th*

personnel qui devait nécessairement loger près de lui, tant pour son service que pour sa garde.

« Une vieille vacherie construite en pierres et transformée en cinq chambres, une grange changée en cuisine, buanderie et poulailler pour un petit ménage, enfin une mauvaise écurie pouvant contenir trois à quatre chevaux, componaient tout l'établissement (1). »

On exécuta quelques réparations hâtives, on balaya le sol couvert de fumier. « Avec quelques meubles dont les habitants s'étaient défaits, heureux sans doute de trouver l'occasion de les placer à profit, pour les renouveler avec avantage (2) », le lieu fut jugé convenable pour Napoléon. Il y était à peine installé, que le plancher de sa chambre s'effondrait: le bois en était pourri, « une eau infecte fit irruption (3) ».

Les fondations étaient « en lave tendre, taillée comme du moëllon, ce qui rendait

(1) MONTHOLON. *Récits de la captivité*.

(2) LAS CASES. *Mémorial*.

(3) MONTHOLON. *Récits de la captivité*.

insupportable l'humidité dans la saison des pluies (1). Les plafonds tombaient en général si bas que la tête d'un homme debout les touchait presque. Le toit était par places en papier goudronné : cette couverture économique s'amollissait et craquelait au soleil pour livrer ensuite passage aux verses. On couchait dessous ou bien l'on était mouillé.

Le manque d'espace obligeait Napoléon à prendre ses bains dans un corridor. Le fils de l'as Gises eut son lit dans un grenier, où l'on montait par une trappe au moyen d'une échelle de vissseau. Le comte Bertrand sa femme et ses enfants durent loger au dehors dans une espèce de cabane, à Huts Gate et le général Gourgaud campa sous une tente.

Il y eut plus tard quelques améliorations et des additions, mais est-il besoin de le dire ? L'habitation de Longwood, suite de pièces et de morceaux ne fut jamais confortable. Du reste, sa mauvaise construction et

(1) *Métholot. Peinture de la captivité*

ses dimensions restreintes étaient ses moindres inconvénients. Ce qu'il fallait surtout lui reprocher, c'était sa situation.

Longwood est à l'orient de Sainte-Hélène, précisément sur la côte « où les vagues poussées par les alizés viennent se briser avec fureur. » Des vents qui mettent l'Atlantique austral dans une telle colère, ne deviennent pas, comme voulaient le faire croire les gazettes ministérielles de Londres, « des zéphyrs rafraîchissants, » sitôt qu'ils ont touché le rivage. Ils continuent leurs violences sur la surface de l'île. Partout où ils ne rencontrent pas d'obstacle, ils couchent les arbres, flétrissent la terre, et font les bêtes et les gens misérables ; car ils soufflent, presque tous les jours de l'année, avec l'insistance, la persistance énervante dont le mistral de Provence donne parfois des exemples.

Rien de plus facile pourtant que de leur échapper, grâce au relief tourmenté de Sainte-Hélène ; ils ne pénètrent pas dans les vallées tournées au nord et à l'ouest, et dans celles tournées vers l'est et le midi, les

plis de terrain protecteurs ne manquent pas. Les maisons peuvent donc se bâtir, et se batissent effectivement, à l'abri des alizés. Jamestown a pris soin de se blottir dans une goïge profonde, dont l'entrée est du côté tranquille de l'occident, et des sommets élevés couvrent Plantation House, où la végétation reste magnifique et le climat délicieux. Seule dans l'île, l'habitation de Longwood, sur un plateau qui domine la mer de dix-huit cents pieds, subit toute l'injure des vents du sud-est. Pendant cinq ans et demi, Napoléon y a vécu dans un énorme et perpétuel courant d'air.

Les alizés n'ont pas pour unique défaut d'être opiniâtres. Ils charrient encore des vapeurs qui passent continuellement dans le ciel de Longwood en longs cortèges de nuages, se résolvent en averses torrentielles, ou descendent, aux heures de calme, en brumes épaisses sur le sol. « La chute annuelle de l'eau pour cent quarante jours pluvieux, dit Reclus, atteint 685 millimètres dans le port de Jamestown, où l'atmosphère est relativement sèche. Mais dans les mon-

tagnes, à Longwood, la pluie moyenne dépasse 1 m. 20 par an. Un brouillard humide y baigne presque constamment les herbes, et les gouttes tombent des feuilles (1). »

La liste des désagréments de Longwood ne serait pas complète, si l'on n'ajoutait que l'eau potable y était rare, fangeuse et malsaine ; qu'il n'y faisait pas beau souvent, à la vérité, mais quand la chose arrivait, on avait seulement, pour se défendre contre les ardeurs verticales du soleil des tropiques, l'ombre grêle d'une espèce unique d'arbres, le gommier, dont « les vilaines petites feuilles pâles sont réunies à l'extrémité des branches (2) ». Le gommier « nourrit des millions de grosses mouches bleues, attirées par une matière sucrée qui en sort en cer-

(1) Voir aussi, à ce sujet : *St-Helena, a physical, historical and topographical description of the island, by John Charles Melliss*. London, 1875 ; *Sainte-Hélène, par E. Masselin, capitaine du génie*. Paris, 1862. — Le gouvernement du second empire ayant acheté Longwood à l'Angleterre en 1858, le capitaine Masselin fut chargé de rétablir dans leur état primitif les lieux habités par Napoléon I^r. Il séjournra trois ans dans l'île.

(2) MONTHOLON. *Récits de la Captivité*.

plis de terrain protecteurs ne manquent pas. Les maisons peuvent donc se bâtir, et se batissent effectivement, à l'abri des alizés. Jamestown a pris soin de se blottir dans une gorge profonde, dont l'entrée est du côté tranquille de l'occident, et des sommets élevés couvrent Plantation House, où la végétation reste magnifique et le climat deliceieux. Seule dans l'île, l'habitation de Longwood, sur un plateau qui domine la mer de dix-huit cents pieds, subit toute l'injure des vents du sud-est. Pendant cinq ans et demi, Napoléon y a vécu dans un énorme et perpétuel courant d'air.

Les alizés n'ont pas pour unique défaut d'être optimistes. Ils charrient encore des vapeurs qui passent continuellement dans le ciel de Longwood en longs cortèges de nuages, se résolvent en averses torrentielles, ou descendent, aux heures de calme, en brumes épaisses sur le sol. « La chute annuelle de l'eau pour cent quarante jours pluvieux, dit Reclus, atteint 685 millimètres dans le port de Jamestown, où l'atmosphère est relativement sèche. Mais dans les mon-

tagnes, à Longwood, la pluie moyenne dépasse 1 m. 20 par an. Un brouillard humide y baigne presque constamment les herbes, et les gouttes tombent des feuilles (1). »

La liste des désagréments de Longwood ne serait pas complète, si l'on n'ajoutait que l'eau potable y était rare, fangeuse et malsaine ; qu'il n'y faisait pas beau souvent, à la vérité, mais quand la chose arrivait, on avait seulement, pour se défendre contre les ardeurs verticales du soleil des tropiques, l'ombre grêle d'une espèce unique d'arbres, le gommier, dont « les vilaines petites feuilles pâles sont réunies à l'extrémité des branches (2) ». Le gommier « nourrit des millions de grosses mouches bleues, attirées par une matière sucrée qui en sort en cer-

(1) Voir aussi, à ce sujet : *St-Helena, a physical, historical and topographical description of the island, by John Charles Melliss.* London, 1873 ; *Sainte-Hélène, par E. Masselin, capitaine du génie.* Paris, 1862. — Le gouvernement du second empire ayant acheté Longwood à l'Angleterre en 1858, le capitaine Masselin fut chargé de rétablir dans leur état primitif les lieux habités par Napoléon I^{er}. Il séjournra trois ans dans l'île.

(2) MONTHOLON. *Récits de la Captivité.*

taines saisons (1) ». Ces insectes incommodaient fort les hôtes de Longwood, mais leur visite était encore moins redoutée que celle des rats, si nombreux, qu'il fallut organiser contre eux des chasses régulières, et si sans gène « qu'un d'eux sauta du chapeau de Napoléon, lorsqu'il le prit après dîner (2) ».

Tel était Longwood, site insalubre, paysage triste rayé par la pluie, battu par le vent, où des spectres d'arbres prennent, sous le souffle des alizés, l'attitude penchée d'une fuite perpétuelle.

Pour quelles raisons l'Empereur fut-il relegué dans un pareil endroit ?

Pour une raison de sûreté, d'abord.

Le plateau présente cette singularité d'être comme une île terrestre dans l'île marine dont il fait partie. Sa forme est allongée. Par un côté, à l'est, il regarde la mer et surplombe de très haut une grève inhô-

(1) *An exposition of some of the transactions that have taken place at St-Helena, since the appointment of Sir Hudson Lowe by Barry O'Meara, London, 1819.*

(2) O'MEARA, *Exposition.*

dable. Sur deux autres faces, plus développées, au nord et au midi, il est limité par des précipices à fond marécageux, où Napoléon faillit un jour s'enliser. Un isthme étroit, où passe la route conduisant à Jamestown, est le pont qui rattache, par un quatrième côté, le plateau au reste de Sainte-Hélène. Cette issue était surveillée par un nombreux corps de garde, et les six kilomètres du pourtour clôturés par un mur.

On pensa qu'en plaçant Napoléon au centre de tous ces obstacles, on lui enlèverait toute chance d'évasion.

Opinion contestable, précaution superflue. Des prisonniers se sont enfuis d'enceintes mieux fermées que Longwood, qui n'avaient à leur service ni les moyens pécuniaires, ni les dévouements dont disposait l'Empereur. Quitter furtivement le plateau était aisé. Ce qui était difficile, presque impossible, c'était de sortir de Sainte-Hélène et d'échapper aux croisières qui surveillaient l'Océan.

Mais s'assurer de la personne de Napo-

leon ne fut pas l'unique motif qui décida du choix de Longwood. Il eût été naturel de donner à l'Empereur la meilleure demeure de l'île, Plantation House. Dans un esprit de mesquine vexation, on voulut le loger moins bien que le gouverneur, pour rendre plus sensible sa dépendance vis-à-vis de celui-ci, pour marquer qu'on le considérait comme l'inférieur en rang de ce fonctionnaire.

La qualité de souverain fut refusée à l'ancien maître de l'Europe. Et à ce sujet, il faut lire les plus intimes que se permit sir George Cockburn, l'amiral chargé de la garde de Napoléon jusqu'à l'arrivée d'Hudson Lowe. « J'ai l'honneur, écrivait-il au comte Bertrand, de vous accuser réception de votre lettre et de votre note d'hier. Elles m'obligent à vous déclarer officiellement que j'ignore qu'il y ait un empereur dans cette île, ou que quelque personne possédant ce rang y soit venue avec moi, sur le *Northumberland*, ainsi que vous le rapportez. » Une autre fois : « Comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le faire observer,

dans ma lettre du 6 novembre dernier, je ne connais pas la personne que vous désignez sous le titre d'empereur. Il n'y a dans cette île aucun personnage que je puisse considérer comme ayant droit à une telle dignité, nos pays respectifs étant actuellement gouvernés par des *rois*. On compte d'ailleurs, en Europe et dans d'autres parties du monde, plusieurs nations dont les souverains sont des *empereurs reconnus*..... »

Et au ministre à qui devaient être adressées toutes les communications concernant Napoléon, à lord Bathurst, que ce persiflage comblait d'aise : « Je demande à votre Seigneurie la permission de lui faire remarquer, bien que les termes de cette étrange note m'empêchent d'en discuter les préten-
tions, que le général Bonaparte, si par ce mot « empereur », on veut désigner cette personne..... (1) ».

En d'autres occasions, le spirituel amiral poussa le manque de générosité jusqu'à la

(1) Voir pour toute cette correspondance : WILLIAM FORSYTH, *History of the captivity of Napoleon at St-Helena*. London, 1853.

grossièreté. Souvent parlant à Napoléon, il affectait une familiarité déplacée, se couvrait avec ostentation devant lui. Ou bien, l'appelant « général » il mettait dans l'intonation une intention ironique.

Sir George Cockburn valut mieux pourtant qu'on ne pourrût le supposer, étant de ces gens, qui, par une singulière vanité, font parade de rudesse et de mauvaise éducation. Ses actes rachetèrent en partie ses manières. Il ne descendit jamais aux trahasseries et aux étroites prohibitions si fort en usage plus tard, sous son successeur. Il s'inquiéta toujours des besoins, et parfois des désirs de son illustre prisonnier. Aux Briars, par exemple il fit éloigner des sentinelles dont la proximité offensait l'empereur soucieux de lui voir une table convenablement garnie, il ordonna « de se procurer à tout prix ce qu'il y avait de meilleur pour les François (1) ».

C'est pourquoi Napoléon disait de l'amiral : « Nous regretterons peut-être notre requin ».

(1) OMARA *Express*.

Et de fait, il fallut le regretter, sitôt que parut Hudson Lowe.

Celui que l'Angleterre donnait comme gardien définitif à l'Empereur arriva à Sainte-Hélène le 14 avril 1816. Son aspect n'inspirait pas la sympathie. Extraordinairement maigre, la taille roide, il avait une longue figure osseuse maculée de taches de rousseur, des cheveux rares d'un jaune sale. Ses yeux caves luisaient sous d'épais sourcils roux, mais, obliques et inquiets, ne se fixaient jamais qu'à la dérobée : « Cet homme est méchant, déclara Napoléon après l'avoir vu. Son œil, en m'examinant, était celui d'une hyène prise au piège (1) ». Hudson Lowe ressemblait en effet à cette bête fuyante et mauvaise. En plus du regard et du poil, il en avait l'allure : « Jamais, en parlant, il ne s'asseyait ; il se dandinait avec hésitation et par vives saccades (2) ».

Son premier acte fut une sorte d'invite à la défection, adressée aux Français qui entouraient l'Empereur. A peine installé à Plan-

(1) MONTHOLON. *Récits de la Captivité.*

(2) MONTHOLON. *Ibid.*

ation House, il leur fit savoir qu'il les laissait tous libres de quitter immédiatement Sainte-Hélène et que ceux d'entre eux dont ce serait le désir auraient les plus grandes facilités pour regagner l'Europe.

Cette offre gracieuse n'eut pas le succès espéré

Le gouverneur changea de plan, et quelques jours plus tard, sous prétexte de diminuer les dépenses de Longwood, il réussit à embarquer le capitaine Piontkowski et trois domestiques de l'Empereur, Santini, Rousseau et Archambaud : « Le départ de ces derniers, avoue Forsyth, ne fut pas sans inconvenient pour Napoléon. Santini était son guide-chasse, il n'parait ses habits et taillait ses cheveux. Rousseau était un fort ingénieux ouvrier, et Archambaud l'un de ses postillons »

En même temps que d'utiles serviteurs, l'Empereur perdit une partie de la liberté dont il avait joui jusque là. Il lui était loisible de parcourir toute l'île sous l'escorte d'un officier anglais. Mais comme il ne voulut pas se soumettre à une surveillance humiliante,

il ne quittait pas la circonscription de douze milles de tour dans laquelle il pouvait se promener sans garde. Cet espace fut considérablement réduit, et il fut invité « à ne plus entrer en conversation avec les personnes qu'il rencontrait dans ses sorties ».

D'autres rigueurs achevèrent de rendre Hudson Lowe odieux.

« Vous êtes général, lui disait Napoléon, et vous remplissez votre devoir comme une sentinelle. » Dans un poste qui exigeait du discernement, du tact et des égards, le gouverneur n'apportait en effet qu'un esprit routinier, des vues étroites, et de la rigidité. Il était né pour faire un gendarme ou un commissaire de police ; il le montrait à tout instant.

Un jour, à Longwood, il arrête de sa main un domestique que le comte de Montholon avait engagé sans son autorisation. En novembre 1816, Las Cases ayant voulu envoyer secrètement une lettre en Europe, il vient, à la tête de son état-major, se saisir de lui sous les yeux de l'Empereur.

Il accable de questions, il soumet à d'in-

vraisemblables interrogatoires tous ceux qui, fortuitement ou d'habitude, ont le malheur d'approcher Napoléon. À propos des moindres incidents, il verbalise. Sans cesse, sur des riens, il est occupé à rédiger d'interminables rapports. Son biographe Forsyth en a trouvé des caisses pleines, la valeur de trente volumes in-folio.

Mais il a beau se livrer à des excès ridicules de vigilance, il vit dans la peur perpétuelle de voir son prisonnier lui échapper. Naguère, en Italie, avec quinze cents hommes, il n'a pas su défendre l'inexpugnable Capri contre les trois mille hommes du général Lamarque. Ce souvenir le hante. Il craint toujours une expédition qui s'organisera en Amérique pour délivrer Napoléon, il redoute qu'une troupe de hardis aventuriers ne donne quelque jour l'assaut à Sainte-Hélène.

« Je ne serais pas étonné d'apprendre, dit le marquis de Montchenu dans ses rapports, que sa petite tête a succombé sous le poids énorme de la garde d'un rocher inac-

cessible, défendu par une armée de terre et de mer...

« La garnison de Sainte-Hélène est composée du 53^e régiment, de 600 hommes; du 66^e, de 700; du régiment de l'île de 600; de quatre compagnies d'artillerie royale, de 60 hommes. Personne ne peut se promener dans la partie gauche de l'île sans une permission expresse et nominale du gouverneur, même ceux qui y ont des habitations. Personne ne peut, après le coup de canon de retraite, circuler dans l'île sans avoir le mot, qui ne se donne pas facilement. On trouve des sentinelles partout. Il y a en outre un état-major pour une armée de trente mille hommes...

« Il y a vingt-trois endroits par où les eaux s'écoulent dans la mer, mais il n'y en a pas quatre où l'on pourrait débarquer, à la rigueur, quelques hommes en chaloupe, et encore bien rarement, parce que les brisants sont trop forts. Ces points n'en sont pas moins défendus par des batteries...

« Le port est gardé par le *Newcastle*; une frégate est stationnée à l'autre extrémité de

l'île. Il y a deux bricks qui croisent constamment en vue et tournent continuellement sans jamais entrer dans le port. Au soleil couchant, toutes les chaloupes doivent être rentrées ; elles sont soumises à un appel, et rien ne peut sortir après cinq heures ou avant le lever du soleil » (1).

Malgré tant de précautions, Hudson Lowe est longe d'inquiétude : « C'est un esprit étroit, écrit le comte Balmain, un homme que la responsabilité dont il est chargé étouffe, fait trembler, qui s'alarme de la moindre chose, s'alambique la cervelle avec des riens, et fait avec peine, en s'agitant beaucoup, ce qu'un autre eût fait presque sans remuer. Dès qu'on l'interroge sur Bonaparte, ou sur quelqu'un de sa suite, son front se ride, il croit qu'on lui tend un piège et ne répond qu'à demi. Il vous découvre une chose et vous en cache une autre, explique tout à contre-sens, chicane sur les mots, vous embrouille l'esprit. Puis,

(1) Georges-Firmin DIDOT *La Captivité de Salata Héjja, d'après les rapports relatifs du marquis de Montchassay*, Paris 1851.

il a le défaut de s'emporter. Pour peu qu'on lui résiste, il se met en furie, ne sait plus ce qu'il dit, où il en est, perd la tête, de sorte qu'il n'y a plus moyen de le ramener à la raison. Avoir affaire à lui et être bien avec lui sont deux choses impossibles (1). »

Mêmes critiques dans les lettres du baron Sturmer : « Je ne sais par quelle fatalité, remarque le commissaire autrichien, Hudson Lowe finit toujours par se mettre mal avec tout le monde. Accablé du poids de la responsabilité dont il est chargé, il s'agite, se tourmente sans cesse, et éprouve le besoin de tourmenter les autres.

« On a peine à concevoir comment les ministres anglais ont pu s'insatuer d'un tel homme. S'il ne fallait qu'un simple geôlier, rien n'était plus aisé à trouver. Mais si la nation britannique attache quelque prix au jugement de l'histoire, on ne

(1) *Le prisonnier de Sainte Hélène, d'après les rapports du commissaire russe.* Publié par la *Revue bleue*. Paris, mai-juin 1897.

pouvait faire de plus mauvais choix (1). »

On en avait fait un excellent, en plaçant aupres d'Hudson Lowe, a la tête de l'escadre stationnée à Sainte-Hélène, un officier dont l'extérieur, le caractère et les actes formaient un frappant contraste avec ceux du gouverneur. Beau vieillard à l'air martial et ouvert, par ses manières exquises, sa bienveillance et sa droiture, l'amiral Malcolm réalisait le type du parfait gentleman. Passionnément attaché a ses devoirs, il ne les croyait pas inconciliables avec la générosité envers un ennemi tombé, le respect pour un grand homme malheureux. Il visitait frequemment Napoléon, lui envoyait des journaux et des livres, l'entourait de toutes sortes de petites attentions et le défendait contre les tracasseries et les rigueurs inutiles. Mais cette attitude le mettait en conflit journalier avec Hudson Lowe, et ses rapports avec Plantation House étaient devenus bien difficiles, lorsqu'au milieu de l'an-

(2) *Der Bericht des habs. Kdn. Commissars Barth des meus Freibes von Napoléon auf St. Helena. Herausgegeben von Dr. Hans Schützen, Wien, 1916.*

née 1817, le 29 juin, le *Conqueror* arriva dans la baie de Jamestown.

Sir Robert Plampin, dont ce navire portait le pavillon, venait remplacer sir Pulteney Malcolm dans son commandement.

Comme prend plaisir à le faire remarquer Forsyth, le nouvel amiral allait s'entendre parfaitement avec le gouverneur.

Stokoe va nous dire la raison de leur accord.

Elle n'est à l'honneur ni de sir Robert Plampin, ni d'Hudson Lowe.

•

•

CHAPITRE II

REDOUBLÉMENT DE RIGUEURS
ENVERS L'EMPLOYEUR

La maîtresse de l'amiral Plampin. — Entrevue de Stokoe avec Napoléon. — Renvoi en Angleterre, par le gouverneur Hudson Lowe, du premier médecin de l'Empereur, O'Meara. — Le nom de Stokoe est mêlé à une affaire de correspondance clandestine; il devient suspect.

« Le jour de notre départ d'Angleterre, raconte Stokoe, nous avions pris à bord une passagère fort inattendue. De grand matin, un de nos canots était allé de Portsmouth à l'île de Wight; il en revint comme nous sortions de la rade. Il ramenait une dame. On apprit avec surprise son nom: c'était madame Plampin! Pourquoi nous arrivait-elle si mystérieusement, à pareille heure, du côté opposé à Portsmouth; notre navire en marche? L'impression fut mauvaise. La femme *légitime* d'un amiral s'embarquait d'ordinaire d'autre façon; l'amirauté lui donnait un permis de passage.

« Nos soupçons grandirent pendant la

traversée ; au terme du voyage, ils furent confirmés. »

La société féminine étant rare à Sainte-Hélène, son recrutement faisait toujours l'objet d'un vif intérêt. Dès qu'on vit des officiers du *Conqueror* sur les quais de Jamestown, une des premières questions qu'on leur posa fut celle-ci : « L'amiral Plampin est-il marié ? A-t-il amené sa femme ? » En riant sous cape, ils répondirent oui.

« Cependant l'amiral descendait seul à terre. Seul, il se rendait à Plantation House, pour faire visite au gouverneur. Le lendemain, il revenait présenter ses hommages à Lady Lowe, causait plus d'une heure avec elle, et pas plus que la veille, ne soufflait mot de la fausse madame Plampin. Alors, l'orage éclata.

« La reine de l'île avait sa cour. Les vertus qui la composaient s'indignèrent. Comment, disaient-elles, un homme sans mœurs tiendrait le second rang à Sainte-Hélène ! On leur épargnerait sûrement cet affront. La nouvelle se répandit bientôt, en

effet, que la dame était menacée d'expulsion ; quant à son protecteur, il devait être signalé au ministère, et rappelé.

« Ces rumeurs parvinrent sans nul doute aux oreilles de l'amiral ; il sut même, détail curieux, qu'on avait prêché contre lui en chaire, à l'église ».

Effrayé, sir Robert Plampin courut chez Hudson Lowe. On pouvait toujours s'arranger avec celui-ci, lorsqu'on voulait bien servir sa politique. L'amiral prouva d'être plus souple que son prédécesseur Malcolm. Le commandant en chef de la station navale avait droit à une certaine indépendance ; il en faisait l'abandon et s'associerait sans réserve à toutes les mesures de rigueur édictées contre Napoléon. Il ne demandait qu'une chose, en retour : vivre à sa guise. Le gouverneur consentit. Par ordre, le clergé de Sainte-Hélène cessa de fulminer contre l'amiral ; le prude entourage de lady Lowe mit une sourdine à ses piailleries. Sir Robert Plampin put débarquer son amoureuse et l'installer aux Briars, là même où l'Empereur avait logé pendant sept

semaines L'endroit était sauvage et solitaire, également éloigne de Jamestown, de Plantation House et de Longwood, les trois centres de vie de l'île, à l'écart des curiosités gênantes, il convenait parfaitement à un faux ménage

Les officiers de l'escadre et l'Empereur, l'Empereur surtout, allaient faire les frais du traité signé entre l'amiral et le gouverneur

Stokoe oublie de décrire la femme, dont l'arrivée, rare sujet d'intérêt et de bavardage, venait de révolutionner un instant Sainte-Hélène. Il ne dit ni sa figure, ni son âge, mais elle était sans doute jeune et jolie, puisque son amant, sans s'arrêter à aucune considération, l'avait amenée de si loin. Il y a encore un motif pour lui supposer des grâces et de la fraîcheur : la loi fréquente des contrastes. L'amiral Plampin approchait de la soixantaine, et son extérieur n'avait rien d'avenant. « Il ressemble, disait Napoléon, à un de ces grossiers matelots hollandais qui sont toujours ivres, et que j'ai vus dans leur pays, assis

à une table, la pipe à la bouche, ayant devant eux un morceau de fromage et une bouteille de genièvre. »

Le scandale provoqué par le personnage dont l'Empereur traçait cette amusante esquisse fut connu à Longwood: « Napoléon, lit-on dans O'Meara, a blamé M. Boys pour avoir, dans un sermon, fait allusion à la conduite de l'amiral ». Une note complète ce renseignement un peu succint: « M. Boys avait cru de son devoir de faire entendre, du haut de la chaire, une sorte de censure contre un homme en place, qui a donné un exemple d'immoralité dans une petite colonie, en vivant publiquement avec une femme qu'il n'avait pas épousée » (1).

Les raisons n'ont pas manqué au docteur O'Meara, pas plus qu'au docteur Stokoe, pour détester sir Robert Plampin. S'il n'existaît, touchant les amours du galant chef d'escadre, que le témoignage des deux chirurgiens, peut-être soupçonnerait-on ceux-ci d'avoir inventé une fable, dans un but de vengeance. Mais parlant, à la date du 19 juin

(1) *Napoleon in exile.*

1817, de l'arrivée prochaine du *Conguéror*, annoncée du Cap, le général Gourgaud dit, dans son journal de Sainte-Hélène (1), que le nouvel amiral passe pour être accompagné d'une fille, et demande, en plaisantant: « Sera-t-elle reçue chez lady Lowe? » Trois semaines plus tard, le comte Balmain écrit à son gouvernement: « L'amiral Plampin est un homme timide, qui veut vivre en repos et ne se mêle de rien. Il a vu Bonaparte une fois, n'a fait aucune impression sur son esprit, et s'en console. Au grand scandale de ce rocher, il a amené de Londres une dame à qui il donne son nom et qui n'est que sa maîtresse. Tout le monde a cause de cela lui jette la pierre. » Sûr d'un marin qui allait subir la quarantaine pendant tout son séjour dans l'île, et qui ne pouvait y rester que toléré par lui, Hudson Lowe écrivait de son côté à Lord Bathurst: « L'amiral Plampin me paraît décidé à n'intervenir en aucune façon. S'il le faisait, ce serait pour me prêter assistance. » Parbleu!

(1) *Journal tenu à Sainte-Hélène*, publié par MM. de Gatchy et Guillot, à Paris, chez Flammarion, 1899.

Brièvement mentionnée par O'Meara, Gourgaud et Balmain, l'anecdote de la maîtresse de Plampin est passée sous silence par d'autres mémorialistes de la captivité, qui l'ont pourtant connue : Montholon, le baron Sturmer, et le si bavard marquis de Montchenu. L'auteur des *Recollections of the Emperor Napoleon*, Elizabeth Balcombe, aurait pu, en particulier, nous fournir d'intéressants détails sur une personne qui logea sous son toit. Que les panégyristes de Sainte-Hélène, comme Forsyth, jugent inutile d'attirer l'attention sur un sujet scabreux, la chose paraît toute naturelle. Ce qui étonne, c'est de rencontrer une réserve presque égale dans le camp opposé. Mais de ce côté, sans doute, on n'a pas voulu, par une discrétion de bon goût, mêler une femme à des polémiques où l'on croyait qu'elle n'avait rien à voir. On n'a pas soupçonné l'influence involontaire, mais considérable, que cette femme eut par sa présence sur les événements qui se déroulèrent dans l'île, à partir de juillet 1817.

A cause d'elle, la position de l'Empereur,

deja si penible, le deviendra davantage; les rigueurs de son exil seront aggravees. Au gre d'Hudson Lowe, l'etioite Sainte Helene est une demeure encore trop vaste pour celui qui possedut nnguere un demi-continent. Les ministres anglais ont retranché l'ile du reste du monde, lui ayant retrancher Longwood du reste de l'ile. Il a depuis longtemps formé le dessein d'isoler les Français sur leur triste plateau, de les y priver de toute societe et de toute visite, et de retirez a Napoleon, déjà souffrant, le medecin qui lui plait, O'Meara. Sir Pulteney Malcolm n'est plus la. L'amiral qui le remplace est dans une situation fausse; il en perd toute autorité, n'osera se permettre aucune intervention. Hudson Lowe se sent libre d'abuser de son pouvoir; il n'y manquera pas.

A la verité, marin de peu d'éducation, esprit vulgaire et cœur médiocre, sir Robert Plampin était incapable de comprendre une grande infortune, et d'avoir pour elle, en aucun cas, les sympathies et les délicates attentions de son predécesseur. Toutefois,

sans le boulet qu'il traînait au pied, il ne se fût pas fait non plus, selon toute probabilité, le serviteur dévoué de la politique d'Hudson Lowe, et le complice empressé de ses haines.

Lorsqu'O'Meara, vaincu dans la lutte que le gouverneur va immédiatement engager contre lui, sera chassé de Sainte-Hélène, c'est en vain qu'il en appellera à sir Robert Plampin, comme à son chef direct et à son protecteur naturel (1), du pillage de ses bagages et du vol de son argent et de ses bijoux. Un peu plus tard, on verra l'amiral, quand Stokoe succombera à son tour sous l'initié d'Hudson Lowe, se faire par servilité, dans l'inique procès relaté à la fin de ce volume, l'accusateur violent d'un homme qui était son chirurgien, et qu'il aurait dû défendre.

Les effets du pacte conclu entre le gouverneur et l'amiral ne furent pas longs à se faire sentir. Le premier fut la publication, par Plampin, de l'ordre suivant: « Défense à tous les officiers de la Marine de

(1) O'Meara était médecin de marine comme Stokoe.

Sa Majeste, quel que soit leur grade, de visiter Longwood et ses dépendances, comme aussi de communiquer en aucune maniere, par écrit ou autrement, et sous n'importe quel preteute, avec les personnages étrangers détenus dans cette île, a moins d'avoir, au préalable, présenté une demande explicite et directe au commandant en chef, et obtenu sa permission »

A la lecture de cet ordre, Stokoe et ses camarades du *Conqueror* éprouvèrent un vif desappointment. Depuis des mois, ils ne rêvaient que d'une chose : voir Napoléon. Ils estimèrent illusorie la faculté qui leur était laissée de s'adresser à l'amiral : ils le devinaient le vis-à-vis d'Hudson Lowe, et doutaient de sa bonne volonté.

Un espoir leur restait. Jusque-là, à l'arrivée d'une force militaire ou navale, toujours celui qui la commandait avait conduit ses officiers à Longwood, pour les présenter en corps à Napoléon. Sir Pulteney Malcolm n'avait eu garde de manquer à cet usage, sir Plampin s'y conformerait-il ? On attendit quelques semaines dans le

doute. Finalement, « pressé de questions, le secrétaire de l'amiral laissa échapper l'aveu qu'il n'y aurait pas de présentation, parce que tel était le désir du gouverneur».

Cette décision fut d'autant plus sensible aux intéressés, qu'ils eurent le droit, par suite d'une coïncidence, de se regarder comme les victimes d'une mesure d'exception. A ce moment même, un bataillon d'infanterie quittait Sainte-Hélène ; avant d'embarquer, l'état-major au complet allait prendre congé de Napoléon, le général George Bingham à sa tête. Ce dernier n'était pas, il est vrai, dans la situation délicate de sir Robert Plampin : il avait amené une femme dans l'île, mais c'était sa femme légitime. Aussi ne craignit-il pas de retourner quelques jours plus tard à Longwood, avec les officiers de la relève. Du reste, ce furent les deux dernières politesses de ce genre faites à l'Empereur. On savait depuis long-temps la désapprobation tacite du gouverneur ; Hudson Lowe finit par avoir la franchise d'une interdiction formelle.

Puisqu'il était impossible de voir le grand

captif, on voulut du moins, a bord de l'esca-
die, se renseigner sur ses faits et gestes
A cet effet, on se lia avec O'Meara, on acca-
bla de questions le médecin de Napoléon
A plusieurs reprises, il vint dîner a la table
du *Conqueror*, et ses hôtes furent à leur
tour invités à lui rendre visite a Longwood
dans le logement qu'il occupait auprès de
l'Empereur Le prétexte était plausible pour
demander a l'amiral l'accès de l'enceinte
défendue, on l'obtint quelquefois, « et des
lois dit pittoresquement Stokoe, on put
caresser l'espoir d'apercevoir un jour le lion
a sa porte ou a sa fenêtre Depuis les nou-
velles entraves mises a ses mouvements
par le gouverneur, il se tenait cantonné
dans ses appartements, n'en sortait plus
et refusait tout exercice ».

Lehnsird favorisa Stokoe au delà de toute
attente A sa seconde excursion à Longwood,
le 10 octobre 1817, non seulement il vit
l'Empereur, mais encore il lui parla

« Je me promenais avec O'Meara, lorsque
Napoléon sortit de la salle de billard Le
comte et la comtesse de Montholon l'accomp-

pagnaient. Il fit quelques tours devant la maison, puis s'assit sur les degrés de la véranda. La comtesse se mit à ses côtés. Le comte resta debout en face d'eux, nous tournant le dos. Nous étant avancés à cinquante pas environ du groupe, nous allions nous éloigner de nouveau, après une pause d'une minute ou deux, quand M. de Montholon se dirigea vers nous, demanda à O'Meara qui j'étais, porta la réponse à Napoléon, et revint aussitôt nous dire que l'Empereur désirait me voir. Malgré ma joie, j'éprouvai une sorte de terreur, en approchant de l'homme qui avait rempli la terre de sa gloire militaire. Le comte me précédait. Arrivé près de Napoléon, il se découvrit et me présenta. Je me découvris aussi, saluai très bas, et de même que M. de Montholon, demeurai le chapeau à la main. Napoléon toucha légèrement le sien, et m'adressant la parole, prononça en anglais : « Surgeon *Conqueror*, man of war. Fine ship ! » (1) Sur quoi, O'Meara l'avertit que je savais l'italien.

(1) Chirurgien du *Conqueror*, vaisseau de guerre. Beau navire !

Je regardai mon collègue et l'aperçus couvert. J'aurais pu faire comme lui, quelques instants auparavant. Maintenant, il était trop tard ; c'eût été de la grossièreté de ne pas attendre tête nue la fin de l'entrevue.

« La première question qui me fut posée en italien fut celle-ci : Dans quelle partie de l'Italie avez-vous été ?

— A Gaète seulement, répondis-je, mais j'ai passé trois ans dans la Méditerranée et la majeure partie de ce temps en Sicile.

— Oh ! une bien belle île, un peu plus belle que celle-ci. Etes-vous plus vieux qu'O'Meara ?

— Oui, d'une dizaine d'années.

— Alors, vous pourriez l'avoir sous vos ordres. Quels sont vos états de service ?

— J'étais chirurgien d'un vaisseau de 74 à Trafalgar et au passage des Dardanelles.

— De quelle région de l'Angleterre êtes-vous ?

— Du nord.

— C'est un pays montagneux, n'est-ce pas ?

— Oui.

— Etes-vous marié ?

— Non ancora (1), fis-je étourdiment.

« A ces mots, Madame de Montholon eut un sourire, et il me sembla qu'un autre, plus discret, traversait également la figure de l'Empereur. Je compris seulement plus tard, avec l'aide d'O'Meara. On prétendait dans l'île que je faisais la cour à l'aînée des miss Balcombe (2) ; je venais de confirmer ce bruit, sans m'en douter. La jeune fille s'était trouvée sérieusement malade, à l'époque de notre arrivée. Je l'avais soignée, et pendant sa convalescence, on nous avait vus souvent ensemble à la promenade. Habitués aux mariages rapides, les gens de Sainte-Hélène avaient immédiatement décrété le nôtre. Comme la cérémonie tardait, cependant, ils conclurent à des difficultés du côté du père, en raison de mon âge (3). L'histoire n'était pas inconnue à Longwood, paraît-il. D'où l'effet de ma sotte réponse, qui me valut du reste un hon-

(1) Pas encore, en italien.

(2) Jane Balcombe. La cadette était Elizabeth Balcombe, l'auteur des *Recollections of the Emperor Napoleon*.

(3) Stokoe avait alors 42 ans ; Jane Balcombe, de 17 à 18.

neur aussi grand qu'inattendu : l'intervention de Napoléon en ma faveur. M. Balcombe était le pourvoyeur de Longwood, il y venait tous les jours. Le rencontrant à la suite de notre entrevue, Napoléon lui demanda : « Pourquoi donc refusez-vous votre fille au chirurgien du vaisseau-amiral ? C'est un brave homme. — Mais je n'ai rien refusé, repliqua Balcombe, on ne m'a rien demandé. »

Stokoe passe ensuite à l'impression que lui a faite l'Empereur.

Les milliers de libelles publiés en Angleterre contre Napoléon le représentaient comme un monstre, au physique et au moral. Avec tous les vices, on lui attribuait toutes les laideurs corporelles : son aspect était repoussant, son abord redoutable, ses manières brutales et grossières. M^{me} Abell (1) nous décrit l'effet de ces persistantes calomnies sur elle-même et sur ses compatriotes : « Enfant, je voyais en lui un grand ogre, un géant avec un œil rouge et flamboyant au

(1) Elizabeth Balcombe.

milieu du front, et de longues dents saillantes, dont il déchiquetait les petites filles qui n'étaient pas sages, celles surtout qui n'apprenaient pas leurs leçons. En grandissant, mes idées s'étaient modifiées, sans doute, mais ma terreur, pour ne plus être enfantine, n'en subsistait pas moins. Dans mon esprit, le nom de Bonaparte s'associait à toutes les scélératesses et à toutes les horreurs. On lui avait imputé, devant moi, tant de crimes plus affreux les uns que les autres, que bien qu'ayant fini par le regarder comme un être humain, je le considérais toujours comme le pire des hommes. Je n'étais pas seule de cet avis. C'était celui de personnes plus âgées et plus raisonnables que moi, et même, j'oseraï dire, celui de la majorité du peuple anglais (1).»

Certes, Stokoe ne faisait pas partie de cette majorité. Il était trop sensé, trop honnête homme aussi, pour ajouter foi aux nensonges et aux méchancetés des follicu-

(1) *Recollections of the Emperor Napoleon, during the first three years of his captivity on the island of St Helena, by Mrs Abell, late miss Elizabeth Balcombe.* London, 1844.

laires. Il avait cependant, et sans s'en rendre compte, subi leur influence. L'air de bonté répandu sur le beau visage pâle de l'Empereur, ses façons polies et son accueil surprirent et charmèrent le chirurgien du *Conqueror*. « En un moment, mon opinion changea à l'égard de Napoléon. Il était si différent de ce que je m'étais figuré ! Après deux minutes de conversation à peine, j'étais à l'aise avec lui comme avec un égal. Je ne rougis pas de l'avouer, cette circonstance m'inspira une telle sympathie pour sa personne, qu'il aurait pu me demander à l'instant d'être son avocat auprès d'Hudson Lowe: volontiers, je serais allé à Plantation House plaider le retrait des mesures qui avaient fait convertir sa misérable demeure en une prison volontaire ».

L'audience terminée, le docteur se livre à des réflexions singulièrement judicieuses sur un point très discuté de son temps et qui l'est encore aujourd'hui : quand le vaincu de Waterloo réclama l'hospitalité du peuple britannique, y avait-il, pour l'Angleterre, une autre conduite à tenir que de

laisser comme elle fit, l'Empereur monter sur le *Bellérophon*, pour le déclarer ensuite prisonnier ? Stokoe semble avoir trouvé là réponse juste.

« Je m'en retournai triste et pensif à l'appartement d'O'Meara. En moi-même, je déplorais l'embarquement de Napoléon sur un de nos navires de guerre, à Rochefort, son appel inutile à nos sentiments chevaleresques, et sa fatale idée de solliciter un asile *du plus puissant et du plus généreux de ses ennemis*. J'espère qu'il y a peu d'Anglais, maintenant, qui, se reportant à cette période de notre histoire, ne s'indignent de la conduite du régent. Pour être applaudi du monde entier, il n'avait qu'à répondre en prince breton à son grand et malheureux adversaire. Si ses engagements avec les gouvernements alliés l'empêchaient de faire droit à la requête de l'Empereur, il devait l'en avertir, refuser de prendre avantage de sa confiance, et le laisser libre d'aller se replacer à la tête des armées qui lui restaient fidèles. Là, Napoléon aurait demandé les termes qu'il aurait voulu. Dans le cas

ou il eût essayé de traverser l'Atlantique, nos croiseurs l'auraient pris, peut être. Alors, mais seulement alors, nous avions le droit de le traiter en prisonnier de guerre. On dirait d'ailleurs qu'une fatalité s'est appesantie sur Napoleon et l'Angleterre en cette occasion. En différant de deux heures seulement son embarquement sur le *Bellerophon*, l'Empereur échappait probablement à la captivité. M. Lee, consul américain à Bordeaux, était en route pour le voir à Rochefort (1), il tenait à sa disposition, à Bayonne, un de ces shooners de Baltimore, si rapides et si fins voiliers. M. Lee arriva trop tard. Napoleon eût sans doute consenti à le suivre, l'escadre de blocus n'eût pas soupçonné son départ, et il y a cent à parier que l'Empereur serait arrivé sain et sauf en Amérique. L'odieux que l'histoire de Sainte-Hélène attache au nom de l'Angleterre nous eût été épargné, comme aussi les frais énormes d'une détention qui a coûté un million de livres sterling par an, au minimum. »

(1) Stokoe rencontra M. Lee à Philadelphie, chez lez-rot Joseph, en 1822.

Le lendemain de son entrevue avec Napoléon, estimant qu'il en devait compte à l'amiral, Stokoe se rendit aux Briars, l'esprit fort tranquille. On lui avait permis sa visite à O'Meara. Pendant qu'il se promenait avec ce dernier, Napoléon l'avait aperçu, l'avait fait approcher, et lui avait parlé. C'était là un incident fortuit, impossible à prévoir et à éviter, au sujet duquel il ne se croyait nullement en faute. Sir Robert Plampin fut d'un avis différent : « Vous pouviez très bien, dit-il au docteur, vous deviez refuser de causer avec Bonaparte. Il n'y a pas à s'inquiéter d'être poli avec le général ; il existe une consigne à son égard, il faut l'observer. J'ai déjà suffisamment d'ennuis avec le gouverneur ; ces conversations irrégulières m'en créeraient d'autres. Je vais prendre immédiatement des mesures pour les empêcher à l'avenir ».

La maîtresse de l'amiral était présente à l'entretien. Elle demanda à Stokoe ce qu'il pensait de Napoléon. Toujours franc, le docteur répondit que son opinion sur l'Empereur avait fort changé, depuis qu'il

l'avait vu « Elle fit alors la remarque qu'il en était de même pour tous ceux qui l'approchaient. Et bien n'était plus exact, une anecdote le prouve. Pendant que lord Keith, assiste de deux commissaires désignés à cet effet, organisait à Plymouth le départ de Napoléon pour Sainte-Hélène, l'Empereur sollicita une entrevue avec le prince régent. Les deux commissaires consentaient, mais lord Keith déclara, dans son rude langage de marin « Il ne faut pas les laisser se rencontrer, morbleu ! Au bout d'un quart d'heure, ils seraient amis comme c. . . ! »

Aussitôt sa réprimande à Stokoe, sir Robert Plampin écrivit au capitaine du *Conqueror* : « J'ai l'honneur de vous avertir que le chirurgien du vaisseau amiral, en violation d'une défense bien connue, s'est fait présenter au général Bonaparte sans ma permission. Vous voudrez bien, en conséquence, rappeler à tous les officiers placés sous vos ordres, que lorsque je les autorise à voir M. O'Meara, ou telle autre personne de la suite du général Bonaparte, je ne les autorise pas pour cela à se faire présenter

audit général ; il leur faut encore à cet effet une permission spéciale. »

Partout ailleurs qu'à Sainte-Hélène, l'affaire eût pris fin sur cette lettre. Mais le régime en vigueur dans l'île n'admettait pas de solution aussi simple. Tout venait à la connaissance d'Hudson Lowe par le moyen de sa police, et le plus futile incident ne manquait jamais de paraître au gouverneur un événement considérable qui nécessitait son enquête personnelle. Il avait établi cette règle qu'on devait lui rapporter directement les moindres paroles et les moindres gestes de Napoléon. Stokoe n'étant pas accouru à Plantation House, il le fit appeler :

« Il s'étonnait de n'avoir pas reçu ma visite, J'expliquai qu'à mon retour de Longwood, après ma présentation au général Bonaparte, j'étais passé chez l'amiral. Mon devoir était de tout raconter à mon chef. Je l'avais fait. Je n'avais pas pensé qu'on pût me demander davantage. Si cependant le gouverneur l'exigeait, j'étais prêt à recommencer mon récit, d'un bout à l'autre.

Je n'avais rien à cacher « Dans quelle langue avait eu lieu l'entretien ? — En italien, répondis-je » Hudson Lowe changea de visage à l'instant. D'abord, je le crus pris d'un malaise subit, mais sur un mauvais regard qu'il me jeta je compris que ce qui lui faisait mal, c'était *l'italien*. Son front s'assombrit encore lorsqu'il sut que j'avais parlé à Napoléon d'un séjour de trois ans en Sicile puisque je me trouvais dans ce pays à l'époque où lui-même commandait à Capri. J'étais au courant de la triste réputation qu'il avait acquise, en livrant une île imprenable à une force ennemie à peine supérieure à la garnison.

Mon opinion sur le gouverneur s'était formée à Palerme. Cette entrevue la confirma. C'est avec un vif sentiment de mépris, de dégoût et de chagrin que je quittai cet homme choisi entre tous pour un poste si difficile. Tous ses actes vis à vis de l'illustre prisonnier allaient appartenir à l'histoire et plus tard, on jugerait de notre caractère national par celui d'un si triste personnage, indigne d'être Anglais ! »

C'était chose grave de se signaler à l'attention d'Hudson Lowe. Stokoe venait de le faire. Il sentit qu'il aurait un jour ou l'autre à s'en repentir, si par une imprudence quelconque, il donnait barre sur lui au gouverneur. Il se promit de n'être pas si simple, et dès ce moment, se tint sur ses gardes.

Aucun incident ne se produisit, qui pût le mettre en danger, jusqu'en juillet 1818. A cette époque, la santé de Napoléon inspira des inquiétudes. Sans doute, l'Empereur ressentait les premières atteintes du mal qui devait l'emporter trois années plus tard: il éprouvait une peine au côté. Il souffrait aussi d'une inflammation des bronches, de la fièvre, et d'une enflure aux jambes, aux lèvres et aux gencives. De sorte qu'O'Meara, embarrassé pour établir son diagnostic, se résolut à prendre l'avis d'un confrère.

Hudson Lowe l'engagea à s'adresser au docteur Baxter, inspecteur des hôpitaux. Mais Napoléon ne voulait à aucun prix d'un médecin recommandé par le gouverneur. Il refusa de voir celui-là. Par contre, il se

montra disposé à recevoir le docteur Stokoe, dont il avait de suite conçue une bonne opinion, lorsqu'on le lui avait présenté.

Pressenti par un mot d'O Meara, que lui transmit l'amiral, le chirurgien du *Conqueror* demanda à sir Robert Plampin la permission de s'excuser.

« Il me l'ussa libre d'ignorer comme je l'entendis. Toutefois, il me fit remarquer qu'il m'avait préparé la « passe » nécessaire pour entrer à Longwood. On demandait mes services, je me dérobais. Mon attitude pouvait avoir des conséquences, j'en serais seul responsable.

« Sur mon désir, il m'autorisa à faire usage de la passe, pour m'expliquer avec O Meara. Je posai à mon collègue la situation délicate où me placait sa requête. D'une part, on nous suivait les, de l'autre, le gouverneur n'ajoutait aucune foi aux rapports alarmants qui lui parvenaient sur la santé de Napoléon. Qu'arriverait-il, si, après consultation, nous remettons le même avis ?

« Parbleu ! dirait Hudson Lowe, M. Stokoe est l'ami d'O Meara, il s'est laissé influencer par lui ! »

« O'Meara m'ayant quitté quelques instants pour soumettre ces observations à l'Empereur, le comte Bertrand vint me trouver. Il était furieux. J'essayai de lui parler, mais il m'interrompait toujours, répétant : « Non, non, Monsieur, ceci est une nouvelle preuve de la tyrannie à laquelle nous sommes exposés. » Il finit pourtant par se calmer, et parut se rendre à mes raisons ».

Le surlendemain, Stokoe fut invité à passer au bureau de sir Thomas Reade, lieutenant du gouverneur :

« Il était en compagnie d'Hudson Lowe : « M. Stokoe, commença ce dernier, en tirant quelques feuilles de sa poche, je ne parviens pas à convaincre ces gens de Longwood que je ne suis pour rien dans votre refus de voir le général Bonaparte. Pourquoi ce refus ? Je désirerais le savoir. » Il ne m'était guère possible de répondre en toute franchise à cette question. Je me retranchai derrière les inconvénients d'une consultation à deux seulement, entre O'Meara et moi : pour les cas d'importance il était d'usage de réunir au moins trois médecins.

scribe d'état-major et bourreau, et qui éprouvait le besoin de se faire quotidiennement répéter par O'Meara toutes ces epithètes Hudson Lowe affectait d'en rire, mais elles tombaient sur lui de trop haut pour ne pas lui faire de secrètes et cuisantes blessures Par une pente naturelle, il en vint vite à détester, presqu'autant que l'auteur des propos dont avait à souffrir son amour-propre, le chirurgien qu'il obligeait à les lui rapporter

Aussi longtemps que sir Pulteney Malcolm demeura à Sainte Hélène, le gouverneur dissimula son irritation O'Meara appartenait à la marine, il relevait et pouvait se réclamer du commandant de la station navale Sans le concours assuré de l'amiral, Hudson Lowe n'osait s'attaquer à un homme qui trouverait probablement des défenseurs en Angleterre, au sein même du cabinet Un fonctionnaire de l'amirauté, nommé Finlaison, entretenait en effet avec O'Meara une sorte de correspondance officieuse, que liaient les ministres anglais, et qui leur servait à contrôler l'exécution des rap-

ports officiels envoyés de Plantation House. Ce détail, humiliant pour Hudson Lowe, était devenu, lorsqu'il l'avait connu, un second motif de colère, aussi puissant que le premier.

Il y en avait un troisième. Le commissaire autrichien Sturmer l'indique dans une de ses lettres : « Le gouverneur en vent à O'Meara d'occuper un poste qu'il a tenté de faire donner au docteur Baxter, qui lui est entièrement dévoué ».

Rien ne montre le rôle auquel se prêta sir Robert Plampin, pour la sauvegarde de ses amours séniles dans une île puritaine, comme la date choisie par Hudson Lowe pour l'ouverture des hostilités contre O'Meara.

Le *Conqueror* jette l'ancre dans la baie de Jamestown le 29 juin 1817.

Trois semaines à peine s'écoulent, et le gouverneur entre en campagne.

Le 18 juillet, il cherche querelle à O'Meara. Il le questionne sur sa dernière conversation avec l'Empereur, s'en prend à lui des propos tenus à Longwood, et l'accuse véhé-

mentement de faire cause commune avec les Français

Le 21, nouvelle scène, d'une violence extrême O'Meara est obligé de s'apercevoir qu'il y a quelque chose de changé à Sainte-Hélène, il note sur son carnet « Hudson Lowe semble à présent vouloir me rendre responsable des actes et des paroles de Napoléon Il ne peut déverser directement sa mauvaise humeur sur son prisonnier, c'est sur moi qu'il la passe. Tout espoir d'accommodement a disparu depuis le départ de l'amiral Malcolm, tous mes efforts pour adoucir le sort de l'Empereur demeurent inutiles J'ai donc résolu de me renfermer, autant que possible, dans les devoirs de ma charge, je ne veux plus avoir que les rapports strictement nécessaires avec un supérieur dont le pouvoir est sans limite, et qui en abuse pour maltrater un officier subalterne (1) »

Dans une lettre écrite un peu plus tard, Hudson Lowe dira lui-même, avec une perfidie évidente « O'Meara ne m'a jamais

(1) *Napoleon in exile*

inspiré confiance, mais pendant longtemps, il n'a commis aucune faute précise. Sa conduite a cessé d'être satisfaisante un peu avant le départ du dernier amiral, dont il reçut plusieurs fois des journaux pour les porter à Napoléon Bonaparte. Il savait très bien qu'il était défendu de rien introduire à Longwood à mon insu. C'est le premier sujet de mécontentement qu'il m'ait donné, et c'est à partir de ce moment qu'il a modifié son attitude (1) ».

Etait-ce bien O'Meara, qui avait modifié son attitude ? N'était-ce pas plutôt le gouverneur, gêné dans ses desseins par sir Pulteney Malcolm, mais qui comptait maintenant, pour les faire aboutir, sur le nouveau commandant naval, sir Robert Plampin ?

A la suite d'une troisième scène, O'Meara, excédé, déclara ne vouloir plus rendre compte de ses entretiens avec l'Empereur. Hudson Lowe crut l'occasion bonne pour demander sa révocation. Il se pressait trop, lord Bathurst le lui fit remarquer : « Le

(1) Lettre d'Hudson Lowe à Lord Bathurst, du 18 novembre 1817. *Forsyth, History of the captivity.*

motif n'était pas suffisant pour justifier devant l'opinion publique le rappel du seul médecin dont Napoléon consentit à recevoir les soins (1) ».

Cette réponse arriva à Sainte-Hélène dans les derniers jours d'avril 1818. Le gouverneur en avait espéré une meilleure. Le 10, il avait assujetti O'Meara aux mêmes règlements que les Français, lui interdisant de sortir sous aucun prétexte de Longwood, sans sa permission. Le chirurgien essaya de protester auprès de sir Robert Plampin ; l'amiral refusa de le recevoir. Cependant la mesure ne put être maintenue ; elle portait trop outrageusement atteinte aux droits et à la dignité d'un officier anglais, en l'assimilant à des prisonniers.

Les persécutions continuèrent contre O'Meara, mais Hudson Lowe serait peut-être difficilement parvenu à ses fins, sans un concours inattendu. Le général Gourgaud venait de rentrer en Europe. Parti de l'île en assez mauvais termes avec ses compagnons de captivité, il bavarda sur leur

(1) FORBES, *History of the captivity.*

compte à Londres, et particulièrement, dépeignit Napoléon dans un état de santé robuste, et dit que son médecin, qui le représentait comme souffrant, « se laissait influencer par lui, était sa dupe. »

Enhardi par ce témoignage, dont on pouvait se prévaloir au besoin, lord Bathurst n'hésita plus. Le 25 juillet 1818, Hudson Lowe eut la joie de recevoir du ministre des colonies l'ordre de renvoyer O'Meara en Angleterre. Le docteur fut immédiatement arrêté ; dans l'espoir de lui trouver des papiers compromettants, le gouverneur fit forcer son secrétaire et ouvrir ses malles. Au cours de la perquisition, dont l'effet fut nul par ailleurs, de l'argent et des bijoux disparurent, ainsi que des objets d'art d'une valeur considérable, présents de l'Empereur.

Une plainte adressée par O'Meara à l'amiral Plampin n'eût d'autre résultat qu'un simulacre d'enquête. Copie du procès-verbal fut refusée au volé, qui ne revit jamais sa propriété. O'Meara a raconté tout au long cet acte de brigandage et ce déni de justice

dans son *Exposition* On peut le croire d'un bout à l'autre de son étonnant récit Forsyth, si soucieux de le refuter pied à pied, n'a rien trouvé ici à lui répondre

« Beaucoup d'officiers, dit Stokoe, expriment leur indignation plus qu'il n'était peut-être prudent. Car Hudson Lowe avait des espions partout, même à l'intérieur de nos murlilles de bois (1) Je m'étais permis un jour, à la table du bord, d'apprécier comme il convenait les persecutions dirigées contre mon collègue. Le lendemain l'amiral me repétait mot pour mot mes paroles. La délation avait probablement pour auteurs deux individus qui comprenaient beaucoup sur sir Robert Plimpin pour leur avancement. Le manque seul de preuves les sauva de la quarantaine, la peine dont on punit les coquins de cette espèce dans la marine.

(1) « Quelque temps avant son départ sir Pulteney Malcolm déclara qu'il y avait dans l'île un système d'espionnage parfaitement organisé. Les plus minces bagatelles étaient rapportées au gouverneur » *A Diary of St Helena* (1815-1817) *the journal of Lady Malcolm* edited by sir Arthur Wilson, London 1899.

« On aura une idée de la terreur qui régnait à Sainte Hélène par le fait suivant. La façon précipitée dont O'Meara dut quitter l'île l'empêcha de s'occuper personnellement du règlement de ses comptes avec ses fournisseurs. Il chargea un camarade de ce soin. Celui-ci, n'ayant pas de fonds tout à fait suffisants, pria un négociant de lui prêter trente ou quarante livres qui manquaient, contre une traite sur O'Meara. « En tout autre pays du monde, répondit le négociant, j'accepterais avec empressement un billet à ce nom. Ici, c'est impossible. Le gouverneur saurait l'arrangement, et mon expulsion serait certaine ». Il me tint le même langage le lendemain, comme j'insistais à mon tour. L'avance fut finalement consentie sur ma signature. Mais la persistance de mon amitié pour un homme en disgrâce acheva de me perdre dans l'esprit d'Hudson Lowe et de ses séides ».

L'émotion causée par le gros événement dont Sainte Hélène venait d'être le théâtre était à peine calmée, lorsqu'en septembre 1818, « il arriva par un transport une caisse

a l'adresse d'un monsieur Forbes. Le destinataire étant inconnu, Hudson Lowe la fit ouvrir. Elle contenait des livres, anglais et français, avec une lettre commençant par ces mots « Mon cher O Meara ». L'envoi était donc pour ce dernier, qui, sans son départ, l'eut reclamé. Mis en gout par cette découverte, le gouverneur songea aussitôt à surveiller les amis d'O Meara. Je tenuis la tête de la liste. Le transport ayant apporté quelques lettres pour moi, on les remit à l'amiral, qui m'appela aux Briars : « Monsieur Stokoe, me dit-il, j'ai à vous informer de la saisie d'une correspondance criminelle entre O Meara et les gens de Longwood, et j'ai le regret de vous voir impliqué dans cette affaire. Le gouverneur a donné l'ordre de retenir vos lettres, pour qu'elles soient ouvertes et lues en ma présence ».

— « Faites le donc, Monsieur, répondit-il. Je l'assis tout de suite, je vous en prie moi-même puisqu'on me soupçonne ». Comme cependant pas une ligne n'avait trait à O Meara ou à Longwood, la chose en resta là.

« Mais bientôt, de la même source que la caisse, c'est-à-dire de chez l'agent d'O'Meara, à Londres, — qui ne m'avait jamais vu, ni ne me connaissait — il arriva encore un paquet de livres et de brochures, cette fois à mon adresse. L'esprit bouleversé à ce coup inattendu, je me rendis chez l'amiral. Le paquet renfermait deux plis. L'un était de M. Holmes, l'agent. Il me priait de remettre au comte Bertrand une note qui n'avait rien d'important, assurait-il ; néanmoins, il préférait que le gouverneur ne la vît pas..... »

Dans cette note, on engageait l'Emperéur à prendre de l'exercice pour conserver sa santé et à ne pas désespérer d'un changement dans sa situation. Il était aussi question de l'intérêt que montrait pour sa cause le pourvoyeur Balcombe, récemment rentré en Angleterre, d'argent et de publications, et d'une visite qu' Holmes se proposait de faire à Las Cases et au banquier Laffitte, à Páris.

« L'amiral décacheta ensuite le second i, qui était double. également. Il tint en

l'air l'enveloppe intérieure, l'examina quelques instants et s'écria « Pour Napoléon Bonaparte ! » En même temps, il m'observait du coin de l'œil. Comme je ne me troublais pas cependant il rectifia « Non, pour Barry O'Meara esq. » C'était M^r Balcombe qui écrivait. Il le faisait en termes aussi choisis que l'onomatopée. Qu'on en juge : « Cher Stokoe, avez la bonté de remettre l'incluse à notre ami O'Meara. Je m'aperçois qu'il a de nombreux partisans ici, et je crois qu'on fera les gueux à la porte » L'incluse était concue dans le même style. Les premières lignes arrachèrent cette exclamation à l'amiral : « Que le diable emporte l'imbécile ! Pourquoi tant de mystère pour d'ineptes grossièretés ? j'espère bien qu'il ne s'agit pas de moi au moins » Il continua et fut détroussé, il s'agissait bien de lui »

Hudson Lowe dit de cette lettre, dans un rapport à lord Bathurst, que sir Robert Plimpin n'a pas jugé à propos de la lui montrer sans doute par un reste de considération pour M^r Balcombe, dont il occu-

pait la maison. Le motif fut moins noble. Le propriétaire des Briars émettait sur les amours et la maîtresse de son locataire des opinions peu flatteuses ; l'amiral préféra les garder pour lui seul.

C'est par un malheureux hasard que Stokoe se trouvait mêlé à toute cette histoire.

L'agent Holmes se plaignant un jour à Londres de ne pouvoir rien faire parvenir avec certitude à O'Meara, pas même des livres et des brochures, dont on s'emparait à Plantation House, Balcombe lui avait parlé du chirurgien du *Conqueror*, très lié avec le médecin de Napoléon. Et aussitôt, sans plus réfléchir, sans autorisation, ni avis préalable, Holmes avait décidé d'adresser désormais ses envois à Stokoe. Il était déjà passé de l'idée à l'exécution, lorsqu'il vit revenir O'Meara en Angleterre. Il comprit alors sa faute, en pressentit les conséquences et se hâta d'écrire à lord Bathurst et à sir Robert Plampin, leur expliquant qu'il avait abusé du nom d'un officier totalement inconnu de lui. Au regret d'Hudson

l'air l'enveloppe intérieure, l'examina quelques instants, et s'écria « Pour Napoleon Bonaparte ! » En même temps, il me observait du coin de l'œil. Comme je ne me troublais pas, cependant, il rectifia « Non, pour Barry O'Meara esq. » C'était M^r Balcombe qui écrivait. Il le fusut en termes aussi choisis que facétiques. Qu'on en juge : « Cher Stokoe, avez la bonté de remettre l'incluse à notre ami O'Meara. Je m'aperçois qu'il a de nombreux partisans ici, et je crois qu'on ferait les gueux à la porte ». L'incluse était concue dans le même style. Les premières lignes arrachèrent cette exclamation à l'amiral : « Que le diable emporte l'imbécile ! Pourquoi tant de mystère pour d'ineptes grossieretés ? j'espère bien qu'il ne s'agit pas de moi au moins ». Il continua et fut détrompé, il s'agissait bien de lui ».

Hudson Lowe dit de cette lettre, dans un rapport à lord Bathurst, que sir Robert Plampin n'a pas jugé à propos de la lui montrer, sans doute par un reste de considération pour M^r Balcombe, dont il occu-

CHAPITRE III

L'EMPEREUR EST MALADE

Français les officiers de la garnison ; ni les habitants de l'île, ni les voyageurs de passage n'osaient plus les voir. Tout le monde fuyait des gens dont le seul bonjour rendait suspect.

La peur de se compromettre gagna jusqu'à des Anglais que Napoléon avait à son service. Le gouverneur leur ayant adressé un avis menaçant, ils en furent si troublés qu'il fallut les congédier.

D'abord enchanté d'avoir si bien fait le vide autour de l'Empereur, Hudson Lowe s'aperçut bientôt que l'entière réussite de ses plans n'allait pas sans un inconvénient grave. Persistant dans son système de réclusion, Napoléon ne quittait guère ses appartements. Des que personne ne lui rendit plus visite, ce fut chose impossible à Plantation House de savoir plus longtemps ce qu'il faisait, on ignorait ce qu'il devenait, et à certains jours, le gouverneur anxieux se demandait si, d'aventure, son invisible prisonnier n'avait pas pris la fuite. Avec une naïve effronterie, il se plaignit au conseil de Montholon d'une situation dont il était

l'auteur : « Tant qu'O'Meara habitait Longwood, disait-il, on obtenait par lui des nouvelles de Bonaparte. Pendant longtemps, on s'informait aussi auprès des gens qui voyaient occasionnellement le général. En outre, et jusqu'à une date récente, des domestiques anglais étaient employés dans l'établissement, des ouvriers travaillaient dans le jardin. Mais depuis le congé donné aux domestiques, et le renvoi des ouvriers, dont la besogne bruyante avait déplu, il ne restait plus aucun moyen de s'assurer régulièrement de la présence de Bonaparte (1) ».

En conséquence, et pour être de nouveau bien renseigné, Hudson Lowe désirait introduire dans la place une de ses créatures, le Dr Verling. Il l'avait installé dans le logement d'OMeara, sitôt le départ de ce dernier. Mielleusement, il se répandit d'abord en éloges sur le talent de ce médecin, qui serait fort utile à l'Empereur. Puis, comme on repoussait ses avances, il changea de ton et devint furieux : il parla d'as-

(1) FORSYTH, *History of the captivity*.

treindre Napoléon à se montrer matin et soir au capitaine Nicholls, l'officier d'ordonnance attaché à Longwood.

Au cours des discussions provoquées par cette menace, l'Empereur tomba subitement malade. Il ne voulut pas des soins du docteur Verling, on le devine ; c'est le Dr Stokoe qui fut demandé. On n'osa pas empêcher le chirurgien du *Conqueror* de répondre à l'appel qui lui était adressé. Même il reçut l'ordre de le faire. Mais sa position devint aussitôt si difficile, il éprouva de si nombreux ennuis, il eut à lutter contre une telle hostilité, qu'au bout d'une semaine à peine force lui était de renoncer à soigner Napoléon. Et l'on va voir comment ses chefs, dénaturant tous ses actes par de subtiles et fausses interprétations, lui composèrent un dossier de trahison et le rendirent possible d'un conseil de guerre.

Les mémoires du docteur n'expliquent que d'une façon imparsaite et peu claire les machinations auxquelles il succomba. Mais l'expédition du jugement rendu contre lui les raconte, pour ainsi dire, en donnant

toutes les pièces versées aux débats de son procès. Cette expédition est signée John Barrow, secrétaire de l'Amirauté: c'est un document qui ne peut être suspect. On s'y reporterà presqu'à chaque page de ce chapitre et du suivant, car il n'a été rien produit, pour perdre Stokoe et obtenir sa condamnation, qui ne puisse maintenant devant un tribunal plus impartial que ceux de Sainte-Hélène, servir à sa justification.

Le *dimanche* (1) 17 janvier 1819, à l'aube, ces lignes pressantes du comte Bertrand furent remises au docteur :

« Longwood, une heure du matin.

« Monsieur,

« L'Empereur éprouve une crise très violente. Vous êtes le seul officier de santé actuellement en ce pays, à qui il ait témoigné de la confiance. Je vous prie de ne pas perdre un moment pour vous rendre à Longwood et de demander en arrivant

(1) Pour plus de clarté dans le récit peut-être un peu compliqué qui va suivre, on a mis en italique le nom de chacun des jours où Stokoe fait des visites à Longwood.

apres moi. J'espere que vous arriverez dans la nuit. Je suis fort troublé. »

A cette lettre etait joint un mot du secrétaire de sir Robert Plampin au capitaine du *Conqueror*, disant « L'amiral desire que vous commandiez a M. Stokoe de se transporter immédiatement a Longwood et de s'y concerter avec le Dr Verling. Buonaparte est très malade ».

Depuis le départ d'O'Meara, Stokoe vivait dans l'appréhension de l'événement qui se produisait. Sentant sur lui l'attention malveillante d'Hudson Lowe et son désir de lui nuire, il redoutait comme un danger certain, bien qu'imprécis, d'être appelé a donner ses soins à Napoléon. Récemment, une nouvelle avait un peu calmé ses craintes : on venait d'apprendre à Sainte-Hélène l'envoi prochain à l'Empereur, par son oncle le cardinal Fesch, d'un médecin français, le Dr Antonmarchi. Et Stokoe commençait à se rassurer, lorsque la demande du comte Bertrand lui parvint. « Cette fois, remarque-t-il, on ne

me laissait plus mon libre arbitre, comme dans une précédente occasion. J'obéis donc avec toute la célérité possible, mais dans la plus grande détresse d'âme ».

La crise qui avait alarmé l'entourage de l'Empereur s'était déclarée vers minuit. D'abord une vive douleur dans l'aine et dans les épaules, accompagnée d'une fièvre intense, puis de l'oppression et du vertige. Pendant quelques minutes, Napoléon perdit connaissance. C'est alors que le comte Bertrand avait écrit sa lettre. Malgré l'urgence, il fallut la faire passer par toute la filière hiérarchique d'usage à Sainte-Hélène. Le capitaine Nicholls la prit, un dragon la porta à Plantation House chez le gouverneur, qu'on réveilla, et de là aux Briars chez l'amiral, qui dormait également, aux côtés de sa maîtresse, du sommeil des consciences faciles. Le courrier termina ses nocturnes pérégrinations par les chemins malaisés de l'île à Jamestown. Au point du jour, il vit l'officier de service sur le port, dont ce fut le tour de chercher un canot, de traverser la rade, et

d'escalader les flancs du *Conqueror*. Restait, pour Stokoe, à se préparer et à faire les deux lieues de route montante qui condamnent de la ville au plateau de Longwood.

Tout cela avait demandé beaucoup de temps. Quand le docteur se présenta chez le comte Bertrand, sept heures sonnaient. Le danger était passé. Un bain chaud avait soulagé Napoléon, il reposait. Stokoe fut pris d'attendre pour le voir.

« J'acceptai donc de déjeuner avec les Bertrand. Comme nous finissions, M. de Montholon vint me proposer de prendre la place d'O'Meara, d'être le médecin de l'Empereur. Je refusai, et lui dis pourquoi. Le poste me tentait, certes, et j'aurais été fier de l'occuper. Mais j'avais assisté aux persécutions duigées contre O'Meara et j'en savais la cause. Son refus de s'abstenir au rôle d'espion. Le comte me quitta. Il alla sans doute raconter notre conversation à Napoléon. Une heure après, il revint avec un papier dicté, je le suppose, par l'Empereur lui-même, et qu'il me soumit :

Cet écrit était intitulé :

Articles

*pour remplacer O'Meara et donner à M. Stokoe
le caractère de médecin de Napoléon.*

Il contenait les propositions suivantes :

1^o Le Dr Stokoe est considéré comme le chirurgien de Napoléon et lui tiendra lieu du chirurgien français dont il est fait mention au décret du gouvernement britannique du 15 août 1815.

2^o Il ne pourra pas être ôté sans le consentement de Napoléon, du moins par un simple ordre du gouverneur, et surtout pendant le temps que durera la maladie.

3^o Il ne sera soumis, pendant le temps qu'il remplira les fonctions de médecin de Napoléon, à aucune discipline ou devoirs militaires, et sera considéré comme un employé civil anglais.

4^o Il ne devra rendre compte à qui que ce soit de la santé de Napoléon. Il rédigera tous les jours, et plus souvent, si cela est nécessaire, un bulletin de la santé de Napoléon.

leon, dont il fera deux exemplaires, l'un pour être remis à l'un des officiers de Longwood, et l'autre au gouverneur, lorsqu'il le déssera

5° Qui que ce soit ne s'ingèrera dans ses fonctions médicales, il ne lui sera imposé aucune restriction dans ses communications avec Napoléon et les Français, soit par écrit, soit verbalement, soit le jour, soit la nuit

6° Il ne sera tenu de rendre compte de ce qu'il verra ou entendra à Longwood qu'au tant qu'il jugera que cela comprometttrait son serment d'allegiance envers sa patrie et son souverain

7° Le Dr Stohoe prend l'engagement de servir de son office Napoléon, indépendamment de toute prévention ou esprit de parti, et comme il était son compatriote, et de ne faire aucun bulletin, ni aucune relation de ses maladies, sans lui en remettre l'original

8° M Stohoe en acceptant ces conditions, préservera l'intégrité de tous ses droits de citoyen et d'officier anglais, il demande à recevoir de l'amirauté le même traitement

que son prédecesseur et n'entend être assimilé en rien aux prisonniers français. Le tout avec la permission de son chef, le contre-amiral Plampin (1).

Rien de plus légitime et de plus raisonnable, en vérité, que les desiderata formulés dans ce projet d'acte.

L'Empereur ne voulait pas se laisser imposer le Dr Verling ; il entendait choisir lui-même son médecin. C'est un droit que lord Bathurst lui avait reconnu. Dans une lettre à Hudson Lowe (2), le ministre prescrivait en effet de remplacer O'Meara par tel chirurgien de l'île qu'il plairait à Napoléon de désigner. L'Empereur indiquait le Dr Stokoe.

Il souhaitait l'avoir constamment et exclusivement à son service, à l'abri d'une révocation subite, d'un caprice du gouverneur. Souhait bien naturel.

(1) Ces *articles* et les bulletins qui suivront ne sont pas inédits. Communiqués par Stokoe à O'Meara, ils ont été publiés par ce dernier dans l'*Exposition*.

(2) Du 16 mai 1818. Voir FORSYTH, *History of the captivity*.

Ne pas exiger d'un médecin admis dans l'intimité journalière de l'Empereur un service d'espion, était simplement convenable. Stokoe savait ses devoirs. Il serait bon juge de ce qu'il devrait taire ou rapporter à ses chefs. Bien noté jusqu'ici, et certainement incapable de trahir son pays, rien n'autorisait à le traiter en suspect, à le soumettre à la même surveillance que des prisonniers.

Mais une clause surtout était justifiée. L'Empereur se plaignait du climat de Sainte-Hélène, et l'on craignait toujours, à Plantation House, que l'altération de sa santé ne vint lui donner raison devant l'opinion publique, en Europe. Aussi, à une certaine époque, Napoléon se trouvant souffrant, Hudson Lowe avait d'abord dénaturé les rapports médicaux d'O'Meara, puis en avait fabriqué de faux. Pendant un mois, il avait, par ce moyen, dissimulé l'état réel de l'Empereur aux commissaires étrangers et à leurs gouvernements. C'est pour prévenir le retour de pareilles fraudes que Napoléon réclamait, à l'avenir, le double

de tous les bulletins qui le concerne-raient.

« Je ne vis rien dans les articles, dit Stokoe, d'incompatible avec l'honneur d'un officier et d'un gentleman. Je promis donc à M. de Montholon d'accepter, si l'amiral et le gouverneur le permettaient ».

On introduisit alors le docteur dans la chambre de l'Empereur.

Napoléon était étendu sur un sofa, le teint jaune, les traits tirés. Sa douleur au côté persistait; une légère pression à l'endroit qu'il indiqua lui arracha une plainte. Après un examen attentif, Stokoe crut reconnaître la plupart des symptômes d'une affection chronique du foie.

« Combien de temps peut-on vivre avec une maladie de cette sorte? demanda l'Em-
pe-reur ». En même temps, il pria le méde-
cin de répondre sans détour.

« — Mon Dieu ! il y a des gens qui atteignent avec cela un âge fort avancé.

« — Oui, mais les chances sont-elles les mêmes, dans un climat tropical ?

— Non

« — Quel est le danger à craindre ?

« — Que l'hépatite devienne aiguë.

« — Et alors ?

« — Si la tumeur qui se forme crève dans l'intestin, ce peut être le salut. L'abcès est-il superficiel, une opération devient possible. Mais si les matières purulentes se répandent dans la cavité abdominale, c'est la mort certaine.

« À cette déclaration, l'Empereur ne put retenir un mouvement de colère. Il serrait les poings et dit avec amertume : « J'aurais vécu jusqu'à quatre-vingts ans, s'ils ne m'avaient pas amène dans cette île maudite ! »

Stokoe se retira sur ces mots, ému par tout ce qu'ils renseignaient de vitalité déçue, d'énergie arrêtée, et de puissance brisée. En sortant de chez l'Empereur, il consigna le résultat de sa visite et de ses observations dans le bulletin suivant :

« J'ai trouvé le malade dans un état de faiblesse extrême. Il se plaignait d'une dou-

leur au côté droit, dans la région du foie, et d'élancements dans l'épaule. Vers minuit, il s'était senti pris d'un violent mal de tête, suivi, durant un quart d'heure environ, de vertiges et d'une syncope. Un bain chaud l'avait considérablement soulagé, en provoquant une transpiration abondante.

« Le sang ayant une tendance évidente à se porter à la tête, il est absolument nécessaire qu'un médecin se trouve continuellement auprès de sa personne, tant pour le secourir immédiatement, au cas d'une seconde attaque, que pour traiter d'une façon suivie l'hépatite chronique indiquée par les symptômes sus-énoncés (1) ».

A deux heures, Stokoe quittait Longwood. Avant de regagner Jamestown, il passait aux Briars, chez sir Plampin. Il lui soumettait l'acte dont il avait accepté les termes, sous réserve de son approbation et de celle du gouverneur. L'amiral ne vit rien à critiquer dans les *articles*. Il ajourna

(1) Bulletin versé aux débats du Conseil de guerre.

seulement sa réponse jusqu'après consultation avec Hudson Lowe. Il paraissait plutôt bien disposé.

Une lettre de Plantation House allait lui faire prendre une attitude hostile.

Le comte Bertrand avait remis au capitaine Nicholls, pour le gouverneur, une copie des articles, lui disant « que c'étaient les conditions auxquelles Napoléon prendrait un médecin, et que M. Stokoe voulut bien les accepter, si ses chefs l'y autorisaient (1) ».

Aussitôt, Hudson Lowe envoya à l'amiral Plampin

« J'ai l'honneur de transmettre à votre Excellence un papier que je reçois à l'instant de l'officier d'ordonnance à Longwood.

« En le soumettant à la considération de votre Excellence, je crois devoir mentionner, pour la même occasion, que j'ignore encore, à l'heure qu'il est, si M. Stokoe a vu

(1) *Minutes versées aux débats du Conseil de guerre*. Lettre du capitaine Nicholls à Hudson Lowe.

le général Bonaparte, quelle a été la nature et l'étendue de ses communications avec le comte Bertrand, et quels arguments on a employés, sans que vous ni moi soyons consultés, pour obtenir son assentiment à des propositions comme celles ci-incluses. Elles vous paraîtront bien étranges, venant si vite après la requête pressante de cette nuit (1) ».

C'est-à-dire qu'Hudson Lowe feignait de croire à quelque vague complot, ourdi à Longwood. Il reproche à Stokoe de n'être pas venu le trouver, après sa visite à Napoléon, et d'avoir, avec un empressement suspect, souscrit à l'acte dicté par l'Empereur. En ce qui concerne le premier point, le docteur, on l'a vu, avait fait son rapport à qui de droit, à sir Robert Plam-pin, son chef direct, dont il tenait sa mission. Tout à l'heure, on entendra le gouverneur lui-même déclarer que les officiers de marine ne relèvent que de l'amiral. Sur le second point, on sait les réserves formulées par Stokoe. Le capitaine Nicholls les

(1) Lettre versée aux débats du Conseil de guerre.

avait signalées à Hudson Lowe, mais il convenait aux dessins de ce dernier de considérer comme une acceptation ferme un engagement purement conditionnel.

Dans la soirée, l'Empereur continuant à donner des inquiétudes à son entourage, il parut urgent aux Français de tenter une démarche auprès du gouverneur, pour s'assurer, d'une façon définitive, des secours indispensables. Le comte de Montholon se rendit donc à *Plantation House*, avec le capitaine Nicholls. Il pleuvait à torrents, et la nuit était si noire qu'ils durent se faire escorter de deux hommes portant des lanternes. Voici, racontée par le major Gorrequer, secrétaire d'Hudson Lowe, l' entrevue qui eut lieu :

« Le comte de Montholon s'est présenté vers 10 heures, accompagné de l'officier d'ordonnance à Longwood. Le gouverneur les a reçus dans la bibliothèque. Il m'a demandé presqu'aussitôt et dit : « Le comte vient pour connaître ma décision au sujet des propositions de ce matin, relatives à Monsieur Stokoe ».

« M. de Montholon répéta devant moi que tel était en effet l'objet de sa visite. A défaut d'une réponse catégorique, il sollicitait tout au moins, pour M. Stokoe, la permission momentanée de donner ses soins à l'Empereur. En attendant une détermination que le gouverneur ne prendrait peut-être qu'après quelque temps de réflexion, il le priait instamment de ne pas les priver des services de ce chirurgien.

« Le comte déclara, *d'un air très sérieux*, qu'il s'attendait pour la nuit à une nouvelle attaque. On devait redouter l'apoplexie, le sang se portant à la tête *comme d'un coup de piston* (1). La situation exigeait d'avoir constamment sous la main quelqu'un qui fût capable de pratiquer une saignée. M. Stokoe était le seul médecin en qui l'Empereur eût confiance, le seul qu'il consentît à voir. Si l'on ne tombait pas immédiatement d'accord sur la question de son établissement à Longwood, il fallait au moins lui permettre d'y séjourner pour l'instant.

(1) En français, dans le texte anglais.

« Le gouverneur prit la parole. Jusqu'à un nouvel ordre, on pouvait recourir à M. Stokoe, il ne s'y opposait pas. Mais, il en fit en même temps la remarque, ce chirurgien se trouvant placé sous l'autorité de l'amiral, il ne lui appartenait pas de disposer de ses services. Le comte de Monttholon se montra surpris. Le représentant du prince régent dans l'île n'y commandait-il pas à tout le monde ? Le gouverneur répondit que non. Il n'avait le droit de rien ordonner aux marins et aux officiers de l'escadre. Le chef de la station navale, à la tête d'un service particulier, était entièrement indépendant de lui. Il le verrait au sujet de cette affaire, mais il était bien décidé à ne pas donner de réponse hâtive. M. Stokoe nait le lendemain matin à Longwood, ou bien l'on serait averti à temps de ne pas l'attendre. Aujourd'hui, après sa visite, le docteur n'était même pas venu renseigner le gouvernement sur l'état du général Bonaparte. Ses loisirs lui avaient pourtant permis de passer sept heures en la compagnie du comte Bertrand.

« M. de Montholon observa que M. Stokoe n'avait pu voir « l'Empereur » que vers onze heures ou midi (1). »

En résumé, cette entrevue ne résolvait rien ; elle laissait Napoléon sans secours certain.

On a souligné, dans le récit du major Gorrequer, quelques mots d'allure évidemment ironique, qui ont peut-être frappé le lecteur : « Le Comte déclara *d'un air très sérieux* qu'il s'attendait pour la nuit à une nouvelle attaque. » A Plantation House, on refuse de croire à la maladie de l'Empereur. Les exemples se multiplieront, de cette incrédulité aveugle ou affectée. Elle ne cessera qu'aux premiers râles de l'agonie de Napoléon. A côté de la note tragique, la note comique : c'est l'affirmation, par Hudson Lowe, de l'entièr^e indépendance de l'amiral Plampin, ce pauvre homme dont il tient les amours et la situation entre ses mains,

(1) Pièces versées aux débats du Conseil de guerre : Extrait de la minute d'une conversation tenue entre le gouverneur et le comte de Montholon, relativement à M. Stokoe, dans la nuit du 17 janvier 1819.

qui tremble devant lui et ne peut avoir d'autre volonté que la sienne

M de Montholon n'était pas encore rentré de Plantation House, que l'Empereur ayant été repris de douleurs aigues, le général Bertrand se voyait obligé d'expédier un message au gouverneur, pour reclamer la présence de Stokoe. Mais déjà Hudson Lowe était décidé à ne plus s'émouvoir des appels abusifs de *ces gens de Longwood*. En possession, dès minuit, d'une lettre destinée au chirurgien du *Conqueror*, il la garda douze heures et ne l'envoya à son adresse que le *lundi*, vers midi. A ce moment, la complaisance était inutile. Le docteur n'avait pas attendu si tard pour aller visiter son illustre malade, il se trouvait auprès de lui depuis six heures du matin.

L'état de l'Empereur lui parut confirmer son diagnostic de la veille, il le fit ressortir dans un second bulletin.

« Le dérangement de sa santé semble provenir d'une hépatite chronique, dont l'apparition remonterait à seize mois, et qui se serait aggravée dans ces derniers temps.

En m'en tenant exclusivement à ce qu'on peut observer actuellement, je ne crois pas le péril imminent. Il faut toutefois s'attendre, dans un climat si propice à l'affection dont il s'agit, à une abréviation éventuelle de la vie.

« Les symptômes les plus alarmants sont ceux qui se sont montrés l'avant dernière nuit. Leur retour peut être fatal, si les secours tardent. » (1)

Stokoe se perdait par de si nettes déclarations.

Déjà coupable, aux yeux d'Hudson Lowe, d'avoir été préféré au Dr Verling, il se donnait le tort encore moins pardonnable de prendre au sérieux la maladie de Napoléon. Il osait dire, contre l'opinion constamment soutenue par le gouverneur et les ministres anglais, que Sainte-Hélène était une résidence malsaine pour l'Empereur, que ses jours y étaient en danger. Une si maladroite franchise ne pouvait être tolérée ; on allait vite fermer la bouche à un médecin si peu politique.

(1). Bulletin du 18 janvier, versé aux débats du Conseil de guerre.

détournés, aux manœuvres souterraines dont il a l'habitude.

Demandé, pour la troisième fois, dans l'après-midi du *mardi* par le comte Bertrand, Stokoe se présenta chez sir Robert Plampin pour se munir de la passe désormais de rigueur. L'amiral venait justement d'avoir un entretien avec le gouverneur et d'en recevoir de nouvelles instructions. Il recommença, sous une forme plus sévère et plus complète, son interrogatoire de la veille.

« Lorsque vous avez déclaré approuver les propositions que vous m'avez communiquées, dit-il à Stokoe, y a-t-il eu tentative, de la part du général Buonaparte ou du comte Bertrand, pour obtenir de vous la promesse de ne rien répéter de la conversation qui se tenait en votre présence. Avez-vous fait cette promesse ?

« — Aucune tentative de ce genre, aucune promesse.

« — Qui vous a prié de rédiger votre premier bulletin ?

« — Le comte Bertrand.

« — Les dernières lignes ne vous en auraient-elles pas été suggérées ? »

Cette question se rapportait à la phrase où Stokoe, après sa visite du dimanche, déclarait indispensable de tenir un médecin en permanence auprès de Napoléon « tant pour le secourir immédiatement, en cas d'une seconde attaque, que pour traiter d'une façon suivie l'hépatite chronique ».

Le docteur répondit, indigné : « Si j'ai écrit cela, c'est que je le pensais.

« — Bien ! admettons que le général Buonaparte souffre d'une hépatite chronique. Sur quoi vous basez-vous pour dire qu'il l'a depuis 16 mois ?

« — Sur les détails qu'il m'a fournis.

« — Personnellement, avez-vous relevé chez lui des signes de la maladie ?

« — Sa mine et l'inspection de sa langue me font croire à une affection du foie, sans pouvoir toutefois me prononcer d'une façon positive.

« — Avait-il de l'enslure au côté droit ?

« — Non

« — Y avez-vous regardé ?

« — Oui. Je n'ai rien vu d'normal. Mais quand j'ai presse sur l'hypocondre, il s'est plaint que je lui faisais mal.

« — Enfin, dans votre opinion, y a-t-il hypertrophie du foie ?

— Je n'ai pas observé que le foie fut enflé. Les chevilles et les pieds non plus ; je les ai palpés.

« — De qui tenez-vous que le général Buonaparte a été saisi, dans la nuit du 16 au 17, de vertiges et d'une syncope ?

« — Du général Bonaparte lui-même et des personnes de son entourage. Un domestique, le comte Bertrand et M. de Montholon me l'ont dit.

« — Est-ce sur l'avis du comte Bertrand, ou de votre propre initiative, que vous avez cru devoir vous abstenir, dans votre premier bulletin, de la désignation « le général Buonaparte » ? Et pour quelle raison ?

« — J'ai demandé au comte Bertrand de quel terme il fallait me servir. Il m'a répondu *Napoléon ou le malade*. C'est pour

quoi je n'ai pas écrit *le général Bonaparte*. J'ai compris que cette désignation n'était pas usitée dans les précédents bulletins, ceux d'O'Meara.

« — Moi, je l'aurais appelé le général Buonaparte, et non le malade. Dans ses lettres à sir Hudson Lowe, lord Bathurst l'appelle le général Buonaparte. Lord Melville (1), dans celles qu'il m'adresse, l'appelle également le général Buonaparte. En conséquence, je l'appelle ainsi moi-même en toute occasion, et je ne vois pas pourquoi le chirurgien du *Conqueror* se permet de l'appeler autrement (2) ».

D'autres interrogatoires suivront, aussi ridicules, sur un ton aussi malveillant. Il faut noter surtout, dans celui-ci, l'assurance avec laquelle sir Robert Plampin, sans être médecin, conteste la maladie de l'Empe

(1) Ministre de la Marine,

(2) Pièces versées aux débats du Conseil de guerre : Minute d'une conversation tenue aux Briars le mardi 19 janvier, de 4 à 5 heures de l'après-midi, en présence de M. John Elliott, secrétaire, entre le contre-amiral Plampin et M. John Stokoe, chirurgien du vaisseau de sa Majesté le *Conqueror*.

reur cela résulte de la nature et de la forme tendancieuse de ses questions L'honnête réserve du docteur fait contraste Là où il exprime des doutes, il pourrait aussi bien assumer, pour donner moins de prise sur son opinion Sa franchise fournira des armes à ses ennemis.

Son *laissez passer* obtenu, Stokoe partit pour Longwood Il y arriva vers 6 heures du soir Par un oubli singulier, l'amiral ne lui avait rien dit de la lettre où le gouverneur réclamait la présence du Dr Verling à ses visites Le capitaine Nicholls la lui montra Il put aussitôt cet officier de l'accompagner chez le comte Bertrand, auprès duquel il insista vivement pour que Napoléon consentit au désir d'Hudson Lowe Le comte expliqua l'inutilité d'une discussion sur ce point L'Empereur ne voulait pas entendre parler du Dr Verling Plutôt que de recevoir ce chirurgien, il préférerait certainement rester sans secours Et cela, bien que son état fut plus grave, car il n'avait pas quitté le lit depuis vingt-cinq heures, étant faible à ne pouvoir se tenir debout.

Le capitaine Nicholls se retira sur cette déclaration. Stokoe se demanda quelques instants s'il ne devait pas faire de même. Il ne doutait plus des sentiments hostiles de ses chefs, apercevait le but poursuivi par eux. Evidemment, Hudson Lowe et sir Robert Plampin n'attendaient que l'apparence d'une faute, qu'un prétexte pour le punir d'aller contre leurs vues secrètes. Mais, outre que sa conscience lui interdisait d'abandonner son illustre malade à un moment peut-être critique, ne pas voir Napoléon lui parut aussi dangereux que de le voir. En effet, si, peu après qu'il aurait quitté Longwood, une complication fatale venait à se produire, le gouverneur ne manquerait pas de l'en rendre responsable : « En parlant de Verling pour vous accompagner, dirait-il, je n'avais exprimé qu'un désir. Un désir n'est pas un ordre. Vous deviez faire votre visite, de toute manière ».

Le docteur gagna donc l'appartement de Napoléon. Le comte Bertrand n'avait rien exagéré ; l'Empereur était beaucoup plus

mal que les jours précédents. Son pouls accusait un accroissement de fièvre extraordinaire. L'hépatite semblait changer de caractère, peut-être de chronique devenait-elle aigüe. Et comme Stokoe redoutait aussi, en raison de l'afflux violent du sang à la tête, un retour de l'attaque du dimanche, il se résolut à passer la nuit à Longwood et en avertit le capitaine Nicholls.

Pour prévenir la crise qui menaçait, il pria Napoléon de se laisser pratiquer une saignée. Mais l'Empereur était un mauvais malade. En vain Stokoe lui représentait-il que l'apoplexie le guettait, pouvait survenir à chaque minute, il recevait cet avertissement avec des gestes indifférents de fataliste. Cependant, vers cinq heures du matin, les douleurs de tête devenant intolérables, il consentit au coup de lancette et en fut un peu soulagé.

A demi rassuré seulement, le docteur autant voulu ne pas quitter Longwood de toute la journée du mercredi, mais l'ordre lui permit, à midi, de rentrer à Jamestown. Il obéit aussitôt, passa aux Briars, et remit

à sir Plampin un rapport qui se terminait par ces mots : « J'ai de nouveau et plus particulièrement examiné la région du foie et suis maintenant convaincu de l'état anormal de cet organe. J'ai, en conséquence, recommandé un traitement au mercure et les remèdes qui m'ont paru le mieux convenir à la constitution du malade. »

L'amiral ne fit aucune observation à Stokoe pour avoir vu Napoléon sans le D^r Verling. Il laissait sans doute au gouverneur le soin d'apprécier l'acte. Mais il demanda au chirurgien du *Conqueror* :

« Avez-vous répété au comte Bertrand que je vous avais dit que lord Bathurst et lord Melville appelaient Buonaparte le général Buonaparte ; que je les prenais pour mes modèles, et que vous deviez en faire autant ? »

« — Oui, pour expliquer votre réprimande au sujet du terme « le malade »

« — Allons ! vous êtes vraiment un individu dangereux, mon ami, puisque votre commandant en chef ne peut plus rien dire

devant vous, que vous ne le répétriez aussitôt
a Longwood ! » (1)

Reproche imprévu, qui montre l'âme sans franchise des hommes de Sainte-Hélène. Vis-à-vis de leur grand prisonnier, ils n'eurent jamais le courage ni de leurs actes, ni de leurs paroles. Pour refuser à Napoléon les services permanents de Stokoe, Hudson Lowe s'est hypocritement retranché derrière son Robert Plampin. Celui-ci aurait préféré sans doute n'être pas mis si directement en cause. En tous cas, il trouve pour le moins inutile que Longwood connaisse ses propos discoutois, la politique a des retours, et l'Empereur n'est pas sans inspirer encore une certaine crainte.

Las d'être continuellement mal reçu et maltraité aux Briars, Stokoe, en rentrant sur son navire, redigea le mot suivant pour l'amaral.

« L'expérience d'aujourd'hui doit m'en-

1) Pièces versées aux débats du Conseil de guerre. Conversations tenue le 20 janvier 1819 de 1 à 2 heures de l'après-midi en présence de M. John Elliot secrétaire, et de M. le contre amiral Plampin et M. John Stokoe, chirurgien du vaisseau de Sa Majesté le *Conqueror*.

gager à cesser mes relations avec Longwood. Je vous prie respectueusement d'être assez bon pour en avertir le comte Bertrand, au cas où mes services seraient de nouveau réclamés par le général Bonaparte. »

Ces lignes étaient à peines écrites, que Napoléon redemandait le chirurgien du *Conqueror*. Stokoe se rendit chez Sir Robert Plampin et lui tendit sa lettre, qu'il n'avait pas eu le temps d'expédier. L'amiral était à table. Il ne voulut rien lire, ni rien entendre. D'un ton qui n'admettait pas de réplique, il dit au docteur d'aller où on l'appelait et d'y passer la nuit, *mais d'être de retour sans faute le lendemain, à 10 h. 1/2 au plus tard.*

Aucun devoir ne nécessitant la présence de Stokoe à bord le *jeudi*, cette recommandation précise s'inspirait évidemment du désir secret de le voir retenu à Longwood par une circonstance fortuite, et de l'intention, déjà arrêtée dans l'esprit de l'amiral, de considérer tout retard involontaire comme un acte de désobéissance. Le calcul réussit. Une consultation prolongée de quelques

instants à la priere de l'Empereur, et auss une chute de cheval, suivue sur la route accidentee des Buiars, empêchèrent le docteur de se presenter à l'heure fixée chez sir Robert Plampin. Il etait midi, lorsqu'il remit ce rapport :

« Le general Bonaparte n'avait hier qu'une fievre legere, mais il se plaignait toujours de sa douleur au côté. Il respirait peniblement. Cette gène a disparu ce matin, mais la douleur au côté persiste.

« J'ai conseillé un bain chaud qu'il a pris, et dans lequel je l'ai laisse à mon départ. Je lui ai représenté la nécessité d'un traitement serieux, l'avertissant que j'avais prepare des médicaments et que je les lui enverrais de la ville, si les ennuis auxquels j'estais expose ne me permettaient plus de continuer mes visites. Je lui ai dit que je vous avais parle à ce sujet, vous demandant d'aviser le comte Bertrand. Il m'a déclare qu'il n'accepterait jamais de remedes que des mains de son propre medecin.

« Je vous prie de considerer que ma reputation et mon honneur sont en jeu dans

toute cette affaire. Il m'est impossible, dans les conditions où l'on me place, de conserver la charge d'un malade si peu ordinaire, et si menacé. S'il ne m'est pas permis de me tenir continuellement auprès de lui, je désire que mon nom ne soit pas mêlé à une soudaine catastrophe. Je vous demande donc, ou bien de me désigner formellement comme le chirurgien du général Bonaparte, conformément aux articles présentés l'autre jour à votre approbation, ou bien, en me laissant à mon poste dans l'escadre, de me dégager d'une responsabilité qui pèse lourdement sur moi, et dont je redoute les conséquences (1) ».

Stokoe formulait en termes catégoriques sa résolution d'en finir avec une situation mal définie, un rôle ambigu. Oui ou non, voulait-on qu'il continuât à soigner l'Empereur ? Au lieu de répondre à cette question, sir Robert Plampin s'emporta de nouveau contre le docteur :

« — Pourquoi êtes-vous revenu si tard ? lui dit-il.

(1) Rapport versé aux débats du Conseil de guerre.

instants à la prière de l'Empereur, et aussi une chute de cheval, survenue sur la route accidentée des Briars, empêchèrent le docteur de se présenter à l'heure fixée chez sir Robert Plampin. Il était midi, lorsqu'il remit ce rapport :

« Le général Bonaparte n'avait hier qu'une fièvre légère, mais il se plaignait toujours de sa douleur au côté. Il respirait péniblement. Cette gène a disparu ce matin, mais la douleur au côté persiste.

« J'ai conseillé un bain chaud qu'il a pris, et dans lequel je l'ai laissé à mon départ. Je lui ai représenté la nécessité d'un traitement sérieux, l'avertissant que j'avais préparé des médicaments et que je les lui enverrais de la ville, si les ennuis auxquels j'étais exposé ne me permettaient pas de continuer mes visites. Je lui ai dit que je vous avais parlé à ce sujet, vous demandant d'aviser le comte Bertrand. Il m'a déclaré qu'il n'accepterait jamais de remèdes que des mains de son propre médecin.

« Je vous prie de considérer que ma réputation et mon honneur sont en jeu dans

toute cette affaire. Il m'est impossible, dans les conditions où l'on me place, de conserver la charge d'un malade si peu ordinaire, et si menacé. S'il ne m'est pas permis de me tenir continuellement auprès de lui, je désire que mon nom ne soit pas mêlé à une soudaine catastrophe. Je vous demande donc, ou bien de me désigner formellement, comme le chirurgien du général Bonaparte, conformément aux articles présentés l'autre jour à votre approbation, ou bien, en me laissant à mon poste dans l'escadre, de me dégager d'une responsabilité qui pèse lourdement sur moi, et dont je redoute les conséquences (1) ».

Stokoe formulait en termes catégoriques sa résolution d'en finir avec une situation mal définie, un rôle ambigu. Oui ou non, voulait-on qu'il continuât à soigner l'Empereur ? Au lieu de répondre à cette question, sir Robert Plampin s'emporta de nouveau contre le docteur :

« — Pourquoi êtes-vous revenu si tard ? » lui dit-il.

(1) Rapport versé aux débats du Conseil de guerre.

« — Le général Bonaparte m'a prié de rester quelques instants de plus auprès de lui

« — Alors, pour satisfaire aux fantaisies du général Buonaparte, vous me désobéissez.

« — J'ai attendu pour juger de l'effet d'un bain chaud

« — Le général Buonaparte était-il donc malade à ce point, que votre présence fut indispensable ?

« — Je ne puis pas dire qu'il était si malade, mais il m'a prié de rester.

« — Vous deviez être ici à dix heures et demie. A ce que je vois, le bon plaisir du général Buonaparte a maintenant plus de valeur à vos yeux que mes ordres.

« — Voulez-vous dire que j'aurais dû le quitter, sans m'inquiéter de rien ?

« — Certainement, puisque votre présence n'était pas absolument requise. Ni les circonstances, ni l'humanité, n'exigeaient que vous restiez (1). »

(1) Pièces versées aux débats du Conseil de guerre : conversation tenue le 21 janvier, en présence de M. John Elliot, secrétaire, entre le contre-amiral Flampin et M. John Stokoe chirurgien du vaissieu de Sa Majesté la C. 11. 11.

Dans la soirée, l'auteur de cette brutale déclaration écrivait à Stokoe, en réponse à la lettre qu'il s'était refusé à lire la veille :

« Vous m'avez laissé hier une note où vous parlez d'une expérience que vous venez de faire. La chose ne m'intéresse pas. Je ne vous ai jamais commandé de donner vos soins au général Buonaparte ; parlant, ma permission n'est pas nécessaire pour les cesser. N'ayant jamais entretenu de correspondance avec le comte Bertrand, il n'est pas besoin davantage que je condescende à en entretenir une avec lui, pour lui transmettre vos désirs ».

Ainsi donc, Stokoe avait rêvé : sir Robert Plampin ne lui avait jamais ordonné d'aller à Longwood ! Etonné de tant de mauvaise foi, il en appela au témoignage du capitaine Stanfell, du *Conqueror*, à qui il demanda :

« Voudriez-vous avoir l'obligeance de m'accorder une seconde lecture de l'ordre qui vous a été envoyé par le commandant en chef le matin du 17 et que vous m'avez fait remettre ? Il semblerait, d'après une lettre

que je recois a l'instant de l'amiral, que j'ai mal compris mon devoir en me rendant aupres du général Bonaparte ».

Le capitaine Stansell ne répondit pas.

Le docteur ne retourna plus a Longwood.

Hudson Lowe etait parvenu a ses fins ; Napoléon 1^{er} etait sans médecin. Grâce à un reste de vigueur, l'Empereur devait cependant se retrouver lentement et vivre deux années encore. Mais Stokoe allait expier sans retard son trop d'honnêteté professionnelle et son défaut de complaisance pour la politique du gouverneur.

Ses visites avaient duré du 17 au 21 janvier. Le 22, Hudson Lowe, dont il n'avait senti jusque-là que l'influence occulte, se découvrit et portait contre lui des accusations précises.

Deux jours auparavant, les Français avaient protesté contre l'insuffisance des secours accordés a l'Empereur dans une lettre qui contenait ces lignes, relatives au dimanche 17 janvier : « Lorsque le docteur Stokoe est arrivé, il s'est rendu chez le général Bertrand. Celui-ci lui proposa de

remplacer O'Meara (1). Il accepta et fut alors introduit chez le malade..... »

Prenant avantage de ce que les réserves qui donnaient au consentement de Stokoe un sens purement conditionnel n'étaient pas mentionnées dans cette phrase, Hudson Lowe écrivit à l'amiral Plampin :

« J'ai reçu ayant-hier de Longwood un pli cacheté, sans signature. Je l'ai retourné immédiatement, en notifiant de le signer si l'on voulait une réponse.

« Un passage concernant M. Stokoe m'a tellement frappé, qu'avant de me dessaisir du papier, j'en ai fait prendre une copie. Je la soumets à la considération de Votre Excellence.

« Il en ressort que M. Stokoe, appelé la nuit dans des circonstances si pressantes, n'a été admis dans la chambre du général Bonaparte qu'après avoir expressément consenti à devenir son chirurgien, en rem-

(1) Il y a ici une erreur de nom, sans importance, d'ailleurs. On a vu par le récit de Stokoe, que c'était le comte de Montholon, et non le comte Bertrand, qui avait proposé au docteur de remplacer O'Meara.

placement d'O'Meara. Et cela sans vous en référer préalablement, et sans qu'il fut fait la moindre allusion à mon approbation, dans l'engagement proposé.

« Non seulement M. Stokoe accepta, à ce qu'il semble mais encore, et toujours sans en référer à Votre Excellence ou à moi, il commença aussitôt à agir en conséquence. En effet, conformément à l'un des articles de la convention, il rédigea un bulletin de santé et le lissa aux mains du comte Bertrand, sans consulter le Dr Verling, le médecin attaché à Longwood, qu'il avait l'ordre de voir.

« La conduite précipitée de M. Stokoe est ici d'autant plus remarquable qu'elle contraste d'une façon frappante, avec les scrupules affichés par lui dans une précédente occasion. Il a attendu plus de quatre heures d'être reçu par le général Bonaparte, le temps ne lui manquait donc pas pour prendre votre avis ou le mien »

Hudson Lowe rappelle ensuite à l'amirauté l'ordre du jour du mois de juillet 1817, qui

défendait aux officiers de l'escadre « de communiquer en aucune manière, par écrit ou autrement, avec les personnages étrangers détenus à Sainte-Hélène ». Selon le gouverneur, Stokoe a enfreint cet ordre : les bulletins de santé qu'il a remis au comte Bertrand constituent des communications écrites avec les Français.

« Considérant les conséquences qui sont déjà résultées des agissements de M. Stokoe, conclut Hudson Lowe, réfléchissant en même temps qu'il est venu à son adresse des lettres et des papiers pour les gens de Longwood, que ces lettres et papiers prouvent non seulement qu'une correspondance clandestine a existé avec l'Europe, mais semblent aussi indiquer, par surcroît, que le choix de M. Stokoe, comme successeur d'O'Meara, n'a d'autre but que de faciliter la continuation de cette correspondance..... Pour tous ces motifs, et pour maintenir l'obéissance aux règlements que je suis chargé de faire respecter dans cette île, je prie Votre Excellence d'examiner la conduite de M. Stokoe, et de prendre, à

son égard, telles mesures qu'elle jugera convenables (1) ».

Cette lettre était un véritable réquisitoire. Le docteur en ressentit immédiatement les effets :

« Quelques jours après mon dernier rapport, dit-il, le capitaine Stansell m'avertit que sir Plampin était résolu à me traduire devant un conseil de guerre. « Mais pourquoi donc, demandai-je ? — Pour indiscipline et désobéissance — S'il en est ainsi, l'amiral est bien injuste, car il m'a donné des ordres positifs, sans me permettre aucune initiative. Laisse à moi-même, j'aurais su éviter le danger qui me menace. — Ma situation particulière dans l'hypothèse d'un conseil de guerre m'interdit de discuter ce sujet avec vous, repliqua le capitaine ». Et il me quitta, pour aller à terre.

« J'étais bien certain de la rectitude de mes actes. Je ne pouvais cependant me dissimuler qu'un retard involontaire permettait à sir Plampin de prétendre que je lui avais

(1) Lettre versée aux débats du Conseil de guerre

désobéi et me mettait à sa discrétion. Et n'ayant que trop éprouvé déjà combien il était disposé à s'associer aux sentiments vindicatifs du gouverneur contre ceux qui conservaient des égards pour le prisonnier de Longwood, je me résignai à une démarche.

« Je me rendis aux bureaux de l'amiral, à Jamestown, et revis le capitaine Stanfell. Je lui dis que me sentant abandonné par celui qui aurait dû me défendre, mon désir était d'éviter le conseil de guerre, dont j'aurais envisagé avec calme l'éventualité, dans d'autres circonstances. J'ajoutai que j'avais considérablement souffert du climat et que ma chute de cheval me mettait dans l'impossibilité de continuer mon service. Je priai le capitaine d'informer l'amiral que je serais heureux d'obtenir un congé pour raisons de santé. Il promit de le faire. En ce moment, sir Robert Plampin et sir Hudson Lowe étaient en bas, préparant, à ce qu'il croyait, l'acte d'accusation contre moi. Il ne voyait pas bien comment l'amiral pourrait m'éviter le conseil de guerre, après la lettre qu'il avait reçue du gouverneur. »

« J'attendis deux heures la sortie d'Hudson Lowe. Le capitaine Stansell transmit alors ma requête à sir Robert Plampin, qui déclara ne pouvoir y répondre avant d'avoir consulté le gouverneur. Celui-ci reparut presque aussitôt, et la conférence reprit jusqu'au coucher du soleil. Puis, sir Robert Plampin et sir Hudson Lowe se séparèrent et s'éloignèrent.

« Le capitaine ne put me donner aucun renseignement nouveau, mais il dînait ce soir là aux Briars ; il promit de reparler de mon affaire à l'amiral.

« Quelques jours plus tard, il m'engageait à lui remettre une lettre de service, où je demanderais à sir Robert Plampin de me faire subir un examen médical. J'écrivis cette lettre et la lui portai. Une heure après, le premier lieutenant me montrait l'autorisation sollicitée, revêtue de la signature de l'amiral. Or, ce dernier se trouvait à ce moment aux Briars et l'on n'avait certainement pu communiquer avec lui dans un temps si court. Le papier était donc rédigé et signé d'avance. Je m'obstiens de tout com-

mentaire, mais il est évident qu'on était pressé de se débarrasser de moi. Le lendemain, l'examen médical avait lieu, mon aide recevait l'ordre de prendre charge du matériel et des médicaments qui m'étaient confiés. Et le 30 janvier 1819, je m'embarquais sur le vaisseau de sa Majesté le *Trincomalee*, pour rentrer en Angleterre.

« Je crus mes peines terminées ».

CHAPITRE IV

UN CONSEIL DE GUERRE

A peine débarqué, Stokoe reçoit l'ordre de regagner Sainte-Hélène — Sa mise en jugement. — Conseil de guerre irrégulier, condamnation inique.

Hudson Lowe et sir Robert Plampin avaient facilement renoncé à l'idée du conseil de guerre, conscients d'être sans griefs valables contre Stokoe. Leur principal objet était du reste de priver Napoléon d'un médecin de son choix, et cet objet était atteint, du moment que le docteur quittait l'île, de quelque manière que ce fût. Mais à tout hasard, et sous la dictée du gouverneur, l'amiral rédigea un long rapport pour le ministère de la marine. Il l'expédia en Angleterre par le navire même qui emportait le chirurgien du *Conqueror*.

Stokoe débarqua à Portsmouth le 4 avril 1819. Pour la régularisation de son congé il lui fallait subir une seconde visite médicale, à Londres. Il se rendit immédiatement

dans cette ville, plein de confiance : le medecin en chef attaché à l'ambulance le connut, il en avait reçu plus d'une marque d'estime et d'amitié, raconte-t-il :

« Je comptais avoir affaire à lui. Je me présentai un mauvais jour. Pendant que je fus dans antichambre avec d'autres officiers, venus dans le même but que moi, et dont certains m'étaient supérieurs en grade, l'huissier demanda à diverses reprises si le Dr Baird était arrivé. Comme il ne paraissait pas, on finit par envoyer chercher le Dr Weir, qui remplissait des fonctions analogues au département des transports. A peine celui-ci était-il là, que l'on m'introduisit dans la pièce où il était entré et où se trouvaient sir George Cockburn et sir Henry Hottham (1). Je vis aussitôt que M. Weir avait reçu des instructions. Sans vouloir m'écouter, il cravita rapidement quelques lignes et les tendit à sir George Cockburn. « C'est parlé, déclara ce dernier ». Et se tournant vers moi, il ajouta : « M. Stokoe,

(1) Sir Henry Hottham était l'amiral qui avait dirigé le blocus de Rochefort.

il est fort probable que nous vous renverrons à Sainte-Hélène ».

« Mon premier mouvement fut d'en appeler à l'opinion des médecins civils. Mais en me retirant, je me croisai dans l'escalier avec l'amiral Pulteney Malcolm. Je lui avais été présenté la veille chez mon homme d'affaires : il m'avait longuement interrogé sur ce qui se passait à Sainte-Hélène. Lorsqu'il sut que j'allais sans doute y retourner, il m'engagea à l'attendre quelques instants. « Je voudrais causer encore avec vous, me dit-il. Ne vous éloignez pas, je vous prie ».

« Cinq minutes plus tard, il redescendait, et je lui exprimais combien il me serait désagréable de servir de nouveau sous les ordres de sir Robert Plampin. « Stokoe, me répondit-il, vous êtes chirurgien, et plus indépendant en cette qualité qu'aucun de nous, du moment que vous faites votre devoir. Du reste, vous devez considérer votre renvoi à Sainte-Hélène comme une preuve que votre conduite a été approuvée en haut lieu. » Je le crus l'interprète des sentiments

de l'amirauté à mon égard ; je n'hésitai plus à repartir.

« Le jour même, je recevais l'ordre de regagner Portsmouth et d'y prendre passage sur le transport *L'Abondance*.

« Il ne me manquait plus que quelques mois pour atteindre la retraite. Comptant les passer à terre ou dans un port, je m'étais débarrassé de ma literie de bord et de tous mes vêtements légers. Le reste de mon bagage était en route pour Londres, avec mes vêtements. Je me trouvai donc dans l'obligation de solliciter un délai. Je écrivis à M. Croker⁽¹⁾, et portai moi même la lettre à l'amirauté. Au bout d'une demi-heure à peine, j'avais la réponse. *L'Abondance était prête à lever l'ancre, elle recevrait ses instructions dans la nuit. Il me fallait la rejoindre sur le champ*

« Tel fut le prétexte invoqué pour me faire quitter Londres précipitamment, sans adieu à mes amis, sans mes instruments, sans l'équipement nécessaire pour un clinit

(1) Secrétaire de l'amirauté

chaud, et sans le moindre avis de ce qui m'attendait.

« Rendu à Portsmouth le lendemain, très tard dans la soirée, je courus à la direction du port. Le secrétaire, M. Glover, était un de mes vieux amis. Sans m'excuser de le déranger, je le priai, la chose pouvant avoir son importance, d'aviser immédiatement l'amirauté de mon arrivée. En apprenant combien on était pressé de me renvoyer à Sainte-Hélène, il me félicita, lui aussi, d'une marque si évidente de faveur. Mais il ne me cacha pas que l'*Abondance* n'était pas prête à prendre la mer : elle ne devait pas mettre à la voile avant une semaine au moins.

« Effectivement, on était au 8 avril, le départ n'eut lieu que le 19.

« Après une désagréable et très fatigante traversée de 124 jours, je revis Sainte-Hélène, le 21 août, de grand matin. Un canot du *Conqueror* vint me chercher en rade. Aussitôt sur mon ancien navire, je remis à l'officier commandant la lettre de service qui me prescrivait de rejoindre. Dans la journée, l'amiral Plampin donna l'ordre de

réintégrer mon nom et ma qualité de chirurgien sur le livre du bord et de relever M. Hately, mon successeur. Par un autre ordre, postérieur, il me fut défendu de descendre à terre. Le lendemain, vers une heure de l'apres-midi, le lieutenant Lloyd, qui était de quart, reçut un mot du capitaine Stansell, lui disant de me communiquer la décision du jour, sur le guillard d'arrêtre. C'est là que j'appus dans quelle aimable intention leurs Seigneuries les lords de l'Amirauté m'avaient renvoyé à Sainte-Hélène et fait faire un voyage de 8000 milles, par la voie du Cap. Pour me traduire devant un conseil de guerre, simplement !

« Mon ami Lloyd avait les larmes aux yeux, en remplissant son pénible devoir. Quant à moi, j'éprouvais une tempête de sentiments, qu'il me serait impossible de décrire. J'étais condamné d'avance, je le sentis. Trompé par le silence déloyal des lords de l'Amirauté, j'avais laissé en Angleterre des papiers indispensables, d'utiles attestations des chefs sous lesquels j'avais navigué. Mais une pensée me reconforta :

n'importe quelle peine ne pouvait être aussi déshonorante que le piège imaginé par leurs Seigneuries ».

C'est à Francis Stansfell, capitaine du *Conqueror*, « commandant en second des forces navales stationnées à Sainte-Hélène », qu'était adressé l'ordre de mettre en jugement Stokoe, « pour sa conduite en tant que médecin du général Bonaparte, du 16 au 22 janvier 1819 ».

Le docteur était accusé :

1^o De s'être rendu coupable, le 17 janvier 1819, ou dans les environs de ce jour, le contre-amiral Plampin lui ayant permis de se rendre à Longwood pour prêter secours au général Buonaparte, représenté comme dangereusement malade, de s'entretenir avec ledit général ou les personnes de sa suite de sujets entièrement étrangers à la médecine, au mépris des instructions données aux officiers de la marine de Sa Majesté britannique à Sainte-Hélène.

2^o D'avoir, le même jour ou les suivants, tenu compte de communications écrites ou verbales

« lui faites par quelques-uns des officiers français de Tonguood, et repondut a ces communications, sans consulter d abord le commandant en chef, comme l'exigeaient lesdites instructions

3° D'avoir signé un papier, qui était censé être un bulletin de la santé du général Buonaparte, et remis ce papier au général ou aux personnes de sa suite, contrairement auxdites instructions et a son devoir d'officier anglais

4° D'avoir, dans ce bulletin, énoncé, relativement a la santé du général Buonaparte des faits qu'il n'avait pas observés lui-même, et qui suivant son aveu postérieur, lui avaient été dictés ou suggérés par le général ou les personnes de sa suite

5° D'avoir, dans un second bulletin, inséré le paragraphe suivant : « Les symptômes les plus alarmants sont ceux qui se sont montrés l'avant dernière nuit. Leur retour peut être fatal si les secours tardent » Il l'avait dit au but contraire a l'honneur et au devoir d'un officier anglais, c'est de créer une fausse impression, de faire supposer que le général

Buonaparte étoit dans un sérieux et imminent danger, et que tout secours lui manquait, alors que personnellement M. Stokoe n'avoit été témoin de symptômes d'aucune sorte, qu'ayant attendu quatre heures à Longwood avant d'être reçu, il ne pouvoit croire à un cas pressant, et que, du reste, le Dr Verling étoit sur les lieux, prêt à offrir ses services, s'il étoit besoin.

6^e D'avoir, contrairement à son devoir, qui étoit de donner les conseils de son art seulement, communiqué au général Buonaparte ou aux personnes de sa suite des informations relatives à certains livres, certaines lettres et certains papiers envoyés pour eux d'Europe et interceptés par le gouverneur de Sainte-Hélène.

7^e D'avoir, manquant encore en cela à son devoir et à son honneur d'officier anglais, communiqué au général Buonaparte et aux personnes de sa suite une infâme calomnie imaginée contre Sir Hudson Lowe, gouverneur de Sainte-Hélène, par Barry O'Meara, ex-chirurgien de la marine royale, pour faire croire que Sir Hudson Lowe avoit songé à mettre un terme à l'existence du général Buonaparte.

8^e *D'avoir, le 21 janvier 1819, désobéi, sans motif plausible, aux ordres positifs de son chef, en ne revenant pas de Longwood à l'heure fixée par l'amiral.*

9^e *D'avoir, malicieusement et à dessein, dans son premier bulletin, désigné le général Buonaparte autrement qu'il était prescrit par l'acte du Parlement relatif à sa détention, et d'une manière différente de celle adoptée par le gouvernement de Sa Majesté, le gouverneur de l'île et le contre-amiral. Et cela, à la demande et sur les instances dudit général Buonaparte ou des personnes de sa suite, alors que M. Stokoe savait très bien que le mode de désignation était précisément un objet de dispute entre le général et le gouverneur, et qu'en accédant au désir dudit général, il se mettait en opposition avec ses chefs et manquait à la déférence qu'il leur devait*

10^e *De s'être ainsi montré, dans l'ensemble de ses actes, disposé à contrecarrer les intentions et les prescriptions du gouverneur et de l'amiral et à favoriser les vues des prisonniers français, en leur fournissant de spéciieux prétextes de plaintes.*

On ne saisit peut-être pas très bien le sens de toutes ces accusations, ni comment elles pouvaient résulter de la conduite si simple et si droite de Stokoe. Pour l'expliquer, il faut reprendre chaque point séparément et traduire en langage clair une phraséologie intentionnellement compliquée et obscure.

Stokoe s'était rendu coupable, le 17 janvier 1819, ou dans les environs de ce jour, le contre-amiral Plampin lui ayant permis de se rendre à Longwood pour prêter secours au général Buonaparte, représenté comme dangereusement malade, de s'entretenir avec ledit général ou les personnes de sa suite de sujets étrangers à la médecine, au mépris des instructions données aux officiers de Sa Majesté britannique à Sainte-Hélène.

Entre Napoléon et le docteur, il n'avait été question que de médecine. Avec les serviteurs de l'Empereur, Stokoe s'était surtout entretenu de la maladie qui les mettait en émoi. Mais toute conversation dévie, même dans les circonstances graves. Il faut bien

l'avouer, on avait aussi parlé, à certains moments, du temps qu'il faisait, des menus événements de Sainte-Hélène, des regrets qu'inspirait l'Europe lointaine ; on avait échangé les politesses et les compliments d'usage entre gens qui se connaissent à peine. C'est ces banalités que l'on reprochait à Stokoe, comme n'ayant aucun rapport avec la science médicale, et l'on voulait y voir une infraction à l'ordre par lequel l'amiral Plampin avait défendu, aussitôt son arrivée dans l'île, « de communiquer en aucune manière, par écrit ou autrement, et sous n'importe quel prétexte, avec les personnages étrangers détenus à Longwood ».

Pour plus d'effet, on désignait cet ordre sous le titre pluriel d'« instructions données aux officiers de la marine de sa Majesté britannique à Sainte-Hélène ».

Stokoe avait, le même jour ou les suivants, tenu compte de communications écrites ou verbales à lui faites par quelques-uns des officiers français de Longwood, et répondu à ces communications sans consulter d'abord le com-

dant en chef, comme l'exigeaient lesdites instructions.

Par communications écrites, il faut entendre ici les *articles* ; par communications verbales, les pourparlers engagés à leur sujet.

Stokoe avait signé un papier, qui était censé être un bulletin de la santé du général Buonaparte, et remis ce papier au général ou aux personnes de sa suite, contrairement aux dites instructions et à son devoir d'officier anglais.

Encore une communication par écrit avec les prisonniers de Longwood, cette fois habilement déguisée, et qui a pris la forme d'un rapport médical !

Il s'agit du bulletin du dimanche 17 janvier.

Stokoe avait, dans ce bulletin, énoncé relâchement à la santé du général Buonaparte des faits qu'il n'avait pu observer lui-même, et qui, suivant un aveu postérieur, lui avaient été

dictes ou suggérés par le général ou les personnes de sa suite.

Aucune trace d'un aveu de cette espèce dans les interrogatoires subis par Stokoe à l'occasion de ses visites à Longwood. Sans doute le docteur n'avait connu que par les Français les vertiges et la syncope survenus dans la nuit du 16 au 17 janvier. Mais en réponse aux insinuations de sir Robert Plàmpin, il avait formellement déclaré ne s'être inspiré de personne pour rédiger son bulletin.

Stokoe ayant, dans un second bulletin, inséré le paragraphe suivant : « Les symptômes les plus alarmants sont ceux qui se sont montrés l'avant-dernière nuit. Leur retour peut être fatal, si les secours tardent » Déclaration dont le but, contraire à l'honneur et au devoir d'un officier anglais, était de créer une fausse impression, de faire supposer que le général Buonaparte se trouvait dans un sérieux et imminent danger, et que tout secours lui manquait, alors que personnellement M. Stokoe

n'avait été témoin de symptômes d'aucune sorte; qu'ayant attendu quatre heures à Longwood avant d'être reçu, il ne pouvait croire à un cas pressant, et que du reste, le Dr Verling était sur les lieux, prêt à offrir ses services, s'il était besoin.

Ce chef d'accusation se comprend de lui-même, mais à défaut de commentaire, il appelle une remarque.

En énumérant, dans son livre, les charges relevées contre Stokoe, Forsyth en oublie trois. Celle-ci est du nombre. Comment l'avocat d'Hudson Lowe aurait-il osé la mettre sous les yeux de ses lecteurs ? A l'époque où il écrit, en 1853, on sait la nature du terrible mal qui emporta Napoléon au début de l'année 1821, et l'on ne peut plus douter, ce mal étant toujours d'évolution lente, que l'Empereur n'ait été gravement malade dès 1819.

Stokoe avait, contrairement à son devoir, qui était de donner seulement les conseils de son art, communiqué au général Buonaparte ou

aux personnes de sa suite des informations relatives a certains livres, certaines lettres et certains papiers envoyees pour eux d'Europe et interceptés par le gouverneur

Ceci a trait à la correspondance Holmes

Stohoe, manquant encore en cela à son devoir et à son honneur d'officier anglais, avait aussi communiqué au général Buonaparte ou aux personnes de sa suite une infâme calomnie imaginée par Barry O Meara ex chirurgien de la marine royale, pour faire croire que sir Hudson Lowe avait eu la pensée de mettre un terme à l'existence du général Buonaparte

O Meara passait pour avoir dit, lors de son renvoi de Sainte Hélène « Si j'en ai consulté que le désir du gouverneur, Napoléon ne serait plus aujourd'hui en vie » Stohoe ayant simplement expliqué, un jour qu'il en était question devant lui, à Longwood, comment il interprétait ce propos comme une allusion à l'attitude générale d'Hudson Lowe, et non, selon l'opinion courante comme une accusation déterminée

Le 21 janvier 1819, sans motif plausible, Stokoe avait désobéi aux ordres positifs de son chef, n'en revenant pas de Longwood à l'heure fixée par le contre-amiral.

On sait dans quelles conditions s'était produite cette désobéissance.

Forsyth s'évertue à démontrer qu'Hudson Lowe eut toujours le souci de la santé de Napoléon, comme de son bien être. Il omet naturellement cette charge. N'est-elle pas la preuve qu'on marchandait tout à l'Empereur, même le temps que lui consacrait un médecin ?

Stokoe avait, maligement et à dessein, dans son premier bulletin, désigné le général Buonaparte autrement qu'il étoit prescrit par l'acte du parlement qui assurait sa détention, et d'une manière différente de celle adoptée par le gouvernement de Sa Majesté britannique, le gouverneur de l'île et le contre-amiral. Et cela, à la demande et sur les instances dudit général Buonaparte ou des personnes de sa suite, alors que M. Stokoe savait

tres bien que le mode de designation était précisément un objet de dispute entre le général et le gouverneur, et qu'en accédant au dessu dudit général, il se mettait en opposition avec ses chefs et manquait à la déférence qu'il leur devait

« Le malade », tel fut le terme subversif dont on fusil un crimé à Stokoe. Forsyth juge le reproche trop sot, décidemment, il passe encore.

Le docteur s'était ainsi montré dans l'ensemble de ses actes, disposé à contrecarrer les intentions et les prescriptions du gouverneur et de l'amiral, et à favoriser les rues des prisonniers français en leur fourniissant de spécieux prétextes de plainte

Ce dernier chef d'accusation n'est que le résumé de tous ceux qui précédent et semble n'avoir eu d'autre objet que d'en grossir le nombre.

Les débats du procès furent fixés au 26 tout 1819 mais Stokoe les retarda de quelques jours par son insistance à reclamer

la comparution des comtes Bertrand et Montholon. Hudson Lowe s'opposait à l'audition de ces témoins. Toutefois, après avoir argué contre eux d'une vague incapacité à déposer, fondée sur leur triple qualité d'étrangers, de prisonniers et de serviteurs de Napoléon, on se décida tout à coup à les assigner. On venait d'apprendre que le comte Bertrand, atteint d'un commencement de dysenterie, ne pouvait quitter Longwood, et l'on comptait bien que le comte de Montholon, resté seul de service auprès de l'Empereur toujours souffrant, ne se présenterait pas davantage.

L'instant paraissant favorable au gouverneur, le conseil de guerre se réunit le 30 août à bord du *Conqueror*.

Il était composé comme il suit :

Président : le capitaine Francis Stansell, commandant en second des forces navales stationnées à Sainte-Hélène.

Juges : le capitaine Robert Wanchope, de la frégate *Eurydice* ;

le capitaine Georges Rennie, de la frégate *Tees*,

le commandeur sir William Wiseman, du brick *Sophie*,

le commander James Plumridge, du brick *Sapho*

Le commissaire du *Congueror*, William Davies remplit les fonctions de greffier

Le premier témoin entendu fut sir Robert Plumpin

Il déposa en accusateur, avec passion il tenait à plaire à Hudson Lowe, d'abord, puis il avait contre Stokoe un motif d'animosité personnel. Il homme sans caractère, comme le représente Balmun, l'ami il était *ennemi des histoires*, voulait vivre tranquille dans le concubinage et se lever doucement aux plus hauts grades. Or le docteur avait troublé sa quietude, aurait pu, sans sa souplesse, le mettre en conflit avec le gouverneur il ne lui pardonnerait pas quelques courtes émotions

Il commença par verser aux débats une correspondance dont on connaît déjà les

principales pièces, ses interrogatoires et les bulletins. Ensuite, il prétendit n'avoir donné aucun ordre à Stokoe, le matin du 17 janvier. Il avait pourtant, on se le rappelle, fait écrire par son secrétaire au capitaine Stanfell, en transmettant à celui-ci la lettre dans laquelle le comte Bertrand réclamait des secours pour Napoléon : « L'amiral désire que vous commandiez à M. Stokoe, chirurgien du *Conqueror*, de se transporter immédiatement à Longwood et de s'y concerter avec le Dr Verling. Buonaparte est très malade (1). » Dans le premier émoi causé par une nouvelle qui s'annonçait grave, cette note avait été laissée aux mains de Stokoe. L'amiral l'avait ensuite redemandée. Mais le docteur, justement méfiant, s'était arrangé pour la conserver. Il l'avait emportée avec lui en Angleterre. Elle y était malheureusement restée, avec d'autres papiers. Il lui fut donc impossible de la produire, et sir Robert Plampin en contesta les termes, soutint qu'elle ne

(1) On trouvera le fac-simile de cette lettre aux pièces justificatives.

contenait qu'une autorisation.. Néanmoins, ses explications parurent si embarrassées, si peu concluantes, que le conseil décida de changer le premier chef d'accusation. Au lieu de *l'amirall lui ayant permis de se rendre à Longwood*, il fut convenu que l'on mettrait dans la minute du jugement : *permis ou ordonné.....* Cette rédaction a paru singulière à Forsyth, et de nature à provoquer de fâcheuses réflexions sur l'exactitude de la mémoire de Sir Robert Plampin. En conséquence, l'auteur anglais a senti à son tour la nécessité d'une petite modification; il a mis simplement *ordonné*.

Rendu plus circonspect par un mauvais début, Sir Robert Plampin avoua que Stokoe lui avait, le 17, aussitôt son retour de Longwood, communiqué les articles dictés par Napoléon et fait cette déclaration : « J'ai cru pouvoir donner mon approbation, sous réserve de la vôtre ». Mais, selon l'amiral, même pour un engagement purement conditionnel, le docteur aurait dû venir prendre à l'instant l'avis de ses chefs, au lieu de demeurer quatre heures inactif devant la

porte d'un malade qui ne se pressait pas de le recevoir.

Sir Robert Plampin parla ensuite de l'affaire Holmes. La participation de Stokoe à la correspondance clandestine découverte l'année précédente n'indiquait-elle pas que le docteur était depuis longtemps disposé à servir d'instrument aux Français? Il l'était devenu, aussitôt appelé à Longwood.

Pour finir, dans son ardeur à démontrer la culpabilité d'un homme qui avait dédaigné « ses avis paternels » l'amiral se laissa aller contre Stokoe à de telles violences de langage, que le conseil, pris de pudeur, crut devoir le rappeler à la modération et suspendre un moment l'audience.

Après sir Robert Plampin, on entendit son secrétaire, qui confirma sa déposition.

Le capitaine Stanfell déclara que la lettre par laquelle on l'avait prié d'envoyer Stokoe à Longwood ne contenait pas le mot *ordre*.

L'officier d'ordonnance Georges Nicholls et le Dr Verling racontèrent ce qu'ils savaient des relations de Stokoe avec les Français.

La liste des témoins a charge étant épuisée, et les témoins à décharge, suivant la coutume anglaise, ne devant être entendus qu'à la fin des débats, la parole fut donnée à Stokoe pour présenter sa défense. Il avait vainement cherché un avocat parmi ses camarades. Aucun d'eux n'avait voulu assumer une tâche aussi périlleuse, se compromettre vis-à-vis d'Hudson Lowe et de sir Robert Plampin, considérés comme parties au procès. Le docteur plaida donc lui-même sa cause, en ces termes :

« Monsieur le président et messieurs les membres du conseil.

« Je suis depuis vingt-cinq ans dans la marine royale. Je crois y avoir toujours mérité l'estime et l'approbation de mes chefs. Encore quelques mois, et vingt ans de services comme chirurgien me donneront droit à la retraite. Il m'est particulièrement pénible, dans ces conditions, d'avoir à défendre mon honneur contre des imputations qui viennent de haut. Mais n'ayant rien à me reprocher, je me sens le courage qui accom-

pagne toujours une conscience tranquille.

« Les faits relevés contre moi sont nombreux. J'espère cependant répondre victorieusement à tous. Vous n'avez qu'un désir, j'en suis sûr: celui d'acquitter, si possible, un officier qui s'est trouvé placé dans une situation bien difficile.

« Avant de passer en revue les différents chefs d'accusation, je prie le conseil de réfléchir au peu de valeur des preuves qu'on lui apporte. On a mis huit jours à les préparer, et elles sont principalement tirées de mes réponses aux questions que me posait l'amiral, après chacune de mes visites à Longwood. Les minutes de ces interrogatoires ont été prises en présence d'un tiers, dont le rôle, fixé dès ce moment, était de témoigner plus tard contre moi. J'espère donc que le conseil accueillera avec beaucoup de réserve certaines contradictions qu'on m'attribue. Au besoin, elles paraîtraient bien naturelles et bien excusables, dans l'état d'irritation où me mettaient les procédés extraordinaires dont on usait à mon égard.

« On a refusé d'appeler ici les personnes avec qui j'ai eu des rapports à Longwood »

A cet endroit de son plaidoyer, Stokoe fut interrompu par le capitaine Stansell, qui lui fit observer que les comtes Bertrand et Montholon étaient à la cité. Le docteur ne jugea pas à propos d'engager une discussion sur le moment choisi pour lancer la citation. Il continua :

« Il m'est donc impossible de montrer aussi clairement que je le voudrais la vérité de quelques-unes des allégations produites contre moi. Mais je le décline de la façon la plus formelle, et je le jure, deux considérations ont réglé toute ma conduite : je me suis efforcé, d'une part, de me conformer scrupuleusement aux instructions de mes supérieurs, et j'ai voulu, de l'autre, faire mon devoir vis à vis d'un malad

« Il est assez prouvé, par mon peu d'empressement à entrer en relation avec les habitants de Longwood, que je n'ambitionnais nullement le poste qu'ils m'ont

offert, et par mon désir d'être accompagné du Dr Verling, dont on a témoigné tout à l'heure, que je ne visais aucunement à leur fournir de spécieux prétextes de plainte.

« L'amiral s'est beaucoup étendu sur les articles et le moment précis où j'aurais dû les soumettre à son examen. Il me reproche un manque intentionnel de déférence. Ai-je mis du retard à lui présenter, tel que je l'avais reçu, un acte qui me concernait personnellement, en somme ? Pouvais-je m'attendre à l'interprétation donnée à cet acte ?

« L'amiral a versé aux débats une partie de la correspondance clandestine mentionnée dans le sixième chef d'accusation. On voudrait sans doute vous persuader d'un rôle volontaire et actif de ma part dans cette correspondance. J'espère établir que l'amiral a entre les mains une lettre qui montre l'affaire sous un autre jour et me disculpe entièrement.

« Ce préambule était nécessaire. Je vais maintenant, si vous le permettez, discuter les charges une à une. Je serai bref.

« En ce qui concerne la première, j'en appelle au conseil pour dire s'il m'est possible de borner ma convalescence à des avis médicaux, dans la société de gens qui n'en avaient pas besoin.

« La seconde a trait aux articles sur lesquels j'ai conditionnellement consenti à devenir le chirurgien du général Bonaparte. Il me faut à ce sujet m'expliquer franchement avec le conseil. Le précédent médecin du général Bonaparte m'avait confié que la cause de sa disgrâce était son refus de rapporter au gouverneur les conversations tenues devant lui par les Français. J'estimais moi-même un devoir de garder strictement la discréction professionnelle. En conséquence, lorsque M. de Montholon me fit son offre, je la déclinai. Le comte me quitta alors, et revint quelques instants après avec un papier, qui contenait les articles placés sous vos yeux. Je n'y découvris rien d'incompatible avec l'honneur d'un officier et d'un gentleman, et j'y donnai mon approbation, sous réserve de celle du gouverneur et de l'amiral.

« Touchant la troisième accusation, je ne crois pas que nulle part au monde on ait jamais interdit à un médecin de remettre une consultation écrite à un malade, et, vraiment, l'idée ne m'est pas venue qu'on pût faire à un bulletin de santé l'application des instructions qui défendent d'entretenir des correspondances avec les habitants de Longwood.

« Le quatrième chef d'accusation n'est pas plus sérieux. Dans tous les cas soumis à son examen, le médecin interroge son malade et se guide sur les indications qu'il en reçoit. J'ai décrit des symptômes apparus à une heure où je n'étais pas là ; il est naturel que je m'en sois rapporté à des tiers pour les connaître. Je nie énergiquement qu'on m'ait rien dicté ou suggéré ; j'ai simplement enregistré le résultat de mon enquête.

« Il suffit de lire la première partie du document incriminé dans le cinquième chef pour voir que je n'ai nullement essayé de créer une fausse impression et de faire croire que le général Bonaparte se trou-

vait en imminent danger Ce que j'appréhendais, c'était le retour des symptômes dont on m'avait parlé, et en me servant de cette expression « si les secours tardent » il est bien évident que j'entendais les seuls secours dont voulut le malade. Le Dr Verling était sur les lieux, cela est vrai, mais on ne l'ignore pas, le général Bonaparte refusa de le recevoir

« L'indiscrétion qu'on me reproche dans le sixième chef d'accusation se rapporte à un sujet dont tout le monde s'entretenait dans l'île. C'est une affaire où ma réputation avait souffert. On m'a questionné au cours d'une conversation, j'ai dit ce que j'en savais.

« Tout le monde également s'entretenait dans l'île de cet autre sujet auquel a trait le septième chef d'accusation. Il se peut que j'y aie fait allusion de la manière rapportée par l'amiral dans la minute de ses interrogatoires.

« J'arrive au huitième chef. Il est infinitéimement regrettable que le comte Bertrand et le comte de Montholon ne soient pas pré-

sents. Ils attesterait mon vif désir de me rendre aux Briars à l'heure fixée par l'amiral. Le général Bonaparte avait demandé à me voir avant mon départ. Je m'attendais de minute en minute à être introduit auprès de lui, et c'est ainsi que je me laissai aller à demeurer à Longwood plus longtemps que je ne le voulais. Aussitôt libre, je fis diligence. Une chute de cheval me retarda encore.

« C'est un sentiment de délicatesse qui m'a fait consulter le comte Bertrand sur le terme précédemment employé dans les bulletins pour désigner le général Bonaparte. En me servant de ce mot « le malade » qui est d'un usage courant dans notre profession et toujours décent, quel que soit celui auquel il s'applique, j'ai simplement cherché à ne blesser personne.

« Telles sont les observations que je soumets à la considération du conseil. Les accusations portées contre moi forment un ensemble imposant. Pour atteindre le but poursuivi en haut lieu, on les a colorées avec beaucoup d'art, on a eu recours à des

subtilités de juristes Je vous prie de persévérer dans la bienveillance que vous m'avez montrée jusqu'ici et d'examiner avec beaucoup d'indulgence les apprences de fautes ou je puis être tombe, au cours d'un service qui m'était entièrement nouveau et qui n'a dure que quelques jours L'amiral n'ayant ni approuvé, ni déapprouvé l'acte présenté à son examen et qui seul pouvait déchiffrer ma situation, il m'a fallu, en face d'évenements imprévus et dans des circonstances singulièrement délicates et embûchées m'en rapporter à mon propre jugement Réfléchissez combien un officier placé dans une pareille situation est sujet à l'erreur, si soucieux soit-il de ne pas désobéir à ses supérieurs Verez si l'y a trace dans ma conduite de mystère et de mensonge, et si vous y découvrez l'ombre d'une mauvaise intention

« Je terminerai en attirant votre attention sur quelques points particulièrement importants

« Je le répète les comtes Bertrand et Montholon devraient assister à ce procès

juge. Vous êtes investis aujourd'hui d'un pouvoir redoutable. Vous n'en userez, j'en suis sûr, que d'accord avec votre conscience et sans vous laisser influencer par aucune considération étrangère à la justice.

« Je remets donc entre vos mains ma réputation, mon honneur, tout ce qui m'est cher. J'attends sans inquiétude votre verdict (1) ».

Après ce plaidoyer, sir Robert Plampin fut rappelé à la barre, à la demande de Stokoe.

Le docteur contestant l'exactitude des interrogatoires relatifs à ses visites, tels qu'ils étaient produits aux débats, le conseil voulut savoir si ces interrogatoires avaient été transcrits sur l'heure, au moment où ils avaient eu lieu, ou postérieurement, de n'importe.

Sur ce point, il fut impossible d'obtenir une réponse précise de l'amiral ; il éclata à question en se lançant dans d'interminables digressions.

Mais au sujet de la correspondance interceptée, il confessa que l'agent Holmes lui avait écrit et prétendait s'être servi sans autorisation du nom de Stokoe.

Interrogés de nouveau à leur tour, le Dr Verling et le capitaine Nicholls durent convenir qu'il leur paraissait difficile, pour un médecin reçu à Longwood, de borner sa conversation à des avis médicaux. Eux-mêmes causaient de toutes sortes de choses avec les Français, lorsqu'ils les rencontraient.

Le capitaine Stanfell fit une déclaration non moins importante : le 17 janvier, il eût considéré comme un acte de désobéissance le refus, de la part de Stokoe, de se rendre auprès du général Bonaparte.

Tous ces aveux furent arrachés avec beaucoup de difficulté par le docteur à des témoins de mauvaise volonté.

Deux seulement déposèrent franchement, sans réticences : le lieutenant James Hay, à qui Stokoe s'était plaint, le 21 janvier, d'être tombé de cheval en se pressant de revenir de Longwood aux Briars, et

juge. Vous êtes investis aujourd'hui d'un pouvoir redoutable. Vous n'en userez, j'en suis sûr, que d'accord avec votre conscience et sans vous laisser influencer par aucune considération étrangère à la justice.

« Je remets donc entre vos mains ma réputation, mon honneur, tout ce qui m'est cher. J'attends sans inquiétude votre verdict (1) ».

Après ce plaidoyer, sir Robert Plampin fut rappelé à la barre, à la demande de Stokoe.

Le docteur contestant l'exactitude des interrogatoires relatifs à ses visites, tels qu'ils étaient produits aux débats, le conseil voulut savoir si ces interrogatoires avaient été transcrits sur l'heure, au moment où ils avaient eu lieu, ou postérieurement, de mémoire.

Sur ce point, il fut impossible d'obtenir une réponse précise de l'amiral ; il éclata la question en se lançant dans d'interminables digressions.

(1) Traduit du texte donné dans l'expédition du *Journal* rendu contre Stokoe.

« Personne, malgré ses vives instances, n'a voulu être son avocat. Il s'est défendu lui-même avec assez d'adresse et de présence d'esprit ; il a avoué des fautes d'insubordination et a fait entrevoir qu'il avait pu être la dupé, mais non le complice des ennemis de Plantation House. Il a ému de compassion ses juges et l'auditoire et n'est aujourd'hui qu'un homme faible, imprudent et malheureux. Ainsi la montagne a accouché d'une souris. »

L'attitude de Stokoe avait été fort différente de celle que lui prête le comte Balmain. Le fier plaidoyer du docteur n'est pas d'un homme qui a larmoyé devant un tribunal. L'erreur du commissaire russe se comprend; du reste, lorsqu'on sait la source de ses renseignements : « C'est l'amiral Plampin, ajoute-t-il, qui m'a communiqué l'acte d'accusation. J'ai cru devoir encourager cette disposition heureuse, nouvelle, extraordinaire à la confiance. »

Le comte Balmain aurait mieux fait de se méfier. On ne le renseignait que pour le

William Clark, aide-chirurgien, qui avait constaté une forte contusion à l'épaule, à la suite de l'accident.

Il ne subsistait rien des charges imaginées par Hudson Lowe et sir Robert Plampin. Mais les officiers composant le conseil de guerre savaient que le gouverneur et l'amiral voulaient une condamnation, ils dépendaient d'eux pour leur avancement et leur tranquillité. Ils consultèrent leur intérêt, plutôt que leur conscience. Stokoe les entendit, avec stupeur, prononcer sa radiation des rôles de la marine anglaise.

Les débats avaient duré quatre jours, du 30 août au 2 septembre.

« Les autorités de l'île, dit un rapport du comte Balmain, ont fait grand bruit de cette affaire pour effrayer les habitants qui seraient tentés d'imiter M. Stokoe. Nous étions intimement persuadés que l'accusé révélait tous les secrets de Longwood et serait pendu, ou tout au moins déporté à Botany Bay.

« Personne, malgré ses vives instances, n'a voulu être son avocat. Il s'est défendu lui-même avec assez d'adresse et de présence d'esprit ; il a avoué des fautes d'insubordination et a fait entrevoir qu'il avait pu être la dupé, mais non le complice des ennemis de Plantation House. Il a ému de compassion ses juges et l'auditoire et n'est aujourd'hui qu'un homme faible, imprudent et malheureux. Ainsi la montagne a accouché d'une souris. »

L'attitude de Stokoe avait été fort différente de celle que lui prête le comte Balmain. Le fier plaidoyer du docteur n'est pas d'un homme qui a larmoyé devant un tribunal. L'erreur du commissaire russe se comprend, du reste, lorsqu'on sait la source de ses renseignements : « C'est l'amiral Plampin, ajoute-t-il, qui m'a communiqué l'acte d'accusation. J'ai cru devoir encourager cette disposition heureuse, nouvelle, extraordinaire à la confiance. »

Le comte Balmain aurait mieux fait de se méfier. On ne le renseignait que pour le

tromper, et par lui, son gouvernement et l'opinion européenne.

Rarement, en effet, condamnation fut plus inique que celle prononcée contre Stokoe. Son procès fut irrégulier et illégal, d'un bout à l'autre.

En premier lieu, rentré en Angleterre pour raisons de santé, le docteur avait été renvoyé à Sainte-Hélène sur l'avis d'un seul médecin, le Dr Weir, alors qu'il n'appartenait qu'à une commission médicale d'inscrire son congé.

Pour lui faire laisser derrière lui ses papiers, on l'avait tenu dans l'ignorance de ce qui l'attendait à son retour sur le *Conqueror*, on avait presse son embarquement à bord de l'*Abundance*. On voulait, dans une île lointaine et fermée, le livrer sans défense à des accusateurs tout puissants. Par crainte du gouverneur et de l'amiral, personne n'avait osé plaider la cause du docteur. Et lui-même, réduit à être son propre avocat, n'avait pu la plaider qu'à moitié. N'aurait-il pas dû, en effet, pour la clarté complète de cette cause, dire publiquement

le pacte qui liait Hudson Lowe et sir Robert Plampin et les bas motifs de la haine que l'un et l'autre lui portaient. Sans doute. Mais n'était-ce pas aussi dangereux qu'inutile, dans un endroit sans écho, comme Sainte-Hélène, et devant un tribunal sans indépendance ?

L'ordre de mise en jugement avait été expédié par l'amirauté au capitaine Stansell. C'est donc lui qui représentait la poursuite au procès. Cependant, il dirigeait aussi les débats, et on le voit descendre de son siège de président à la barre pour jouer un troisième rôle, celui de témoin, alors qu'on supprimait le témoignage des comtes Bertrand et Montholon.

Enfin Stokoe se plaindra plus loin d'un véritable faux. Le docteur avait dénoncé au conseil la tentative de sir Robert Plampin pour lui reprendre l'ordre écrit, sur le vu duquel il s'était rendu à Longwood le 17 janvier. L'amiral avait nié le fait, mais son secrétaire avait déclaré : « J'ai entendu en effet redemander à M. Stokoe la note qui accompagnait la lettre du comte Bertrand. »

Pris en flagrant délit de mensonge et de parjure, sir Robert Plampin fit altérer les termes de cette deposition dans la minute du jugement, ou elle devint : « J'ai entendu en effet redemander à M. Stokoe la note qui accompagnait la lettre du comte Bertrand, *ou une copie de cette note.* »

Tant d'irregularités n'empêchèrent pas Hudson Lowe d'écrire à lord Bathurst, le 15 septembre 1819 : « Un des membres du conseil de guerre était le commandant sir William Wiseman. Il m'a dit, l'affaire terminée, que jamais tribunal n'avait été plus impartial, ni débats plus complets. Les juges ont tout fait pour s'éclairer, n'ont voulu consulter que leur conscience. Il n'était à Sainte Hélène que depuis peu de temps. Il m'exprimait son étonnement des mensonges infâmes, comme il les appelait, qui couraient en Angleterre sur le système suivi ici » (1).

(1) *London, History of the captivity*

CHAPITRE V

LA FIN DU DRAME

Mort de Napoléon (9 mai 1821). — La disgrâce d'Hudson Lowe. — Un trait qui achève de peindre l'amiral Plampin, — Fin de l'histoire de Stokoe.

Pour les accusateurs et les juges de Stokoe, Napoléon n'était pas malade. Il l'était si peu, en effet, qu'il devait mourir vingt mois plus tard.

Le troisième médecin de l'Empereur fut le Docteur Antommarchi. En arrivant à Sainte-Hélène, le 20 septembre 1819, il trouva Napoléon miné par la fièvre, et toujours en proie aux mêmes malaises. Vers le milieu d'octobre, une amélioration se produisit. Elle persista jusqu'en août 1820, où le mal reprit soudain plus violent.

« Depuis plusieurs jours, écrit à cette époque le comte de Montholon, l'Empereur a été fort souffrant et n'a pas travaillé ; à peine s'il a quitté son canapé. C'est encore son coup de canif dont il se plaint. Antom-

Marchi rit quand je lui demande l'explication de cette douleur interne, semblable à l'incision que ferait un coup de canif à une profondeur de deux pouces au-dessous du sein gauche (1).

Le cardinal Fesch avait eu la main malheureuse : le successeur de Stokoe, envoyé par lui, était jeune, léger et presomptueux. Il professait l'optimisme, ne se rendait pas compte de l'importance de sa mission. Il fit souvent regretter à l'Empereur le chirurgien du *Conqueror*.

Le 2 septembre 1820, le comte Bertrand résolut d'aviser le premier ministre anglais, lord Liverpool, que Napoléon, atteint depuis deux ans d'hépatite chronique, se trouvait hors d'état de supporter plus longtemps le climat de Sainte-Hélène : un changement de résidence et des eaux minérales pouvaient seuls le sauver. La lettre, remise au gouverneur, fut retournée à Longwood, « parce qu'il y était fait usage du titre impérial ».

(1) Récit de la captivité

En novembre et décembre, des symptômes graves apparurent : crises violentes de l'estomac, vomissements, refroidissement des extrémités. Parfois, Napoléon gardait le lit pendant plusieurs jours, pris d'une somnolence invincible. Toujours possédé du désir de mettre auprès de l'Empereur un médecin de son choix, Hudson Lowe jugea l'heure opportune pour renouveler la tentative qui avait si mal réussi avec Verling. Il proposa aux comtes Bertrand et Montholon d'ajouter à Antonmarchi le Dr Arnott, chirurgien du 20^e régiment d'infanterie. Napoléon repoussa l'offre : « Puisqu'on n'avait pas transmis son appel à lord Liverpool, fit-il répondre, il ne croyait pas à l'intérêt que le gouverneur semblait prendre à sa santé ».

1821 s'ouvrit tristement. L'Empereur avait sans doute conscience que cette année serait sa dernière et qu'il ne la verrait pas finir. Il montrait une indifférence tranquille et douce : « Chaque jour, dit le comte de Montholon, il se sentait moins porté aux mouvements de l'esprit et du corps ; une fatigue générale le dominait ; il restait assis

nonchalamment dans une bergère, lui qui, naguère encoûte, passait la plus grande partie de sa journée et de sa nuit à rassembler les matériaux de son travail. Souvent je demeurais des heures debout près de lui, attendant la fin d'une phrase, ou qu'il se décidât à mettre un terme à une espèce de torpeur, autrement que par ces mots : « Eh bien ! mon fils, que dites-vous de nouveau ? que ferons-nous ? (1) »

En février les douleurs d'estomac redoublèrent la circulation du sang se ralentit encore. L'Empereur avait continuellement les extrémités glacées, à peine si des serviettes et des flanelles qui brûlent les mains de ses serviteurs parvenaient à le réchauffer. Il ne pouvait plus absorber que de la gelée de vinde. Souvent, il perdait la mémoire et divagait.

A la fin de mars, il se mit à vomir des caillots de sang et s'alita, pour ne plus se relever. A ce moment même, lord Bathurst écrivit à Hudson Lowe de redoubler d'vigilance : il avait, disait-il, de sortes d'utiles

(1) *Récits de la captivité*

de croire que le général Bonaparte commençait à nourrir sérieusement la pensée de s'échapper de Sainte-Hélène ; plus que jamais, il recommandait à la marine de faire bonne garde autour de l'île. L'heure libératrice allait en effet sonner pour le prisonnier de l'Angleterre, mais autrement que ne l'imaginait le secrétaire d'état aux colonies.

Au début d'avril, la situation paraissait désespérée. Le comte de Montholon parvint à vaincre les répugnances de l'Empereur et le décida à recevoir le Dr Arnott. La première impression du chirurgien anglais est consignée dans la lettre suivante, de sir Thomas Reade au gouverneur : « Le Dr Arnott m'informe qu'il n'a nullement trouvé le général Bonaparte dans l'état décrit par Antommarchi. Il ne croit pas à une maladie sérieuse ; il pense que le mal est plutôt moral que physique. Le comte Bertrand lui a demandé son opinion ; il a répondu qu'il ne voyait aucun danger. Ce matin, il a conseillé au général Bonaparte de se lever et de se raser. Le général a dit qu'il était trop

faible à présent, qu'il se raserait lorsqu'il se sentirait un peu plus fort. Sa barbe est longue, et le Dr Arnott raconte qu'elle lui donne un air affreux..... (1) ».

Voilà à quels papotages on se livrait sur le compte d'un moribond. Peut-être le Dr Arnott s'était-il laissé gagner par le scepticisme dont on faisait montre depuis si longtemps à Plantation House. Peut-être, intumide par le sort de Stokoe, jugeait-il prudent de ne pas se prononcer trop vite et d'attendre jusqu'à l'évidence indiscutable pour déclarer Napoléon *en péril imminent*. Qu'Hudson Lowe fut toujours dans les mêmes dispositions d'incrédulité hostile, et capable, à l'occasion, d'incriminer la conduite du chirurgien du 20^e, comme précédemment celle de Stokoe, un incident survenu le 14 avril le prouve.

Le Dr Arnott ayant, ce jour-là, pressé un peu brusquement Napoléon de prendre une médecine, l'Empereur observa avec bonne humeur qu'il ne fallait pas le traiter tout

à fait comme un simple grenadier. Cette boutade l'amena à parler des soldats anglais. Il loua leur bravoure et leur solidité et dit qu'il enverrait aux officiers du 20^e, en témoignage de son estime, la vie de Marlborough, par Coxe, dont l'écrivain Robert Spencer lui avait fait hommage.

Les volumes furent en effet portés chez l'officier d'ordonnance Lutyens, successeur du capitaine Nicholls, qui les transmit au major Jackson, chef du corps auquel ils étaient destinés.

Dans l'après-midi, l'Empereur demanda comment son cadeau avait été accueilli. Mais une circonstance quelconque détourna la conversation.

Le lendemain, Hudson Lowe écrivait au Docteur Arnott : « Le capitaine Lutyens m'a dit qu'on vous avait de nouveau entretenu des livres, mais que, grâce à une interruption opportune, vous aviez pu éviter de répondre. Je vous en félicite, car cette tentative pour faire de vous un canal de communication en pareille matière va contre les devoirs de votre profession. *Ils le savent*

bien, et sans doute, ils n'agissent pas sans une arrière-pensée. »

De l'aven de Forsyth lui-même, « le présent de Napoléon, fait dans une intention toute bienveillante, devait être accepté ; ce n'était pas l'addition de quelques volumes donnes par l'ex-Empereur à la bibliothèque d'un régiment anglais qui pouvait ébranler la fidélité de ce régiment. »

Combien le Dr Arnott était exposé à recommencer l'expérience de Stokoe, à se trouver en butte aux mêmes suspicions, à devenir la victime des mêmes accusations, on le voit par cette lettre ridicule. Et l'affaire n'en resta pas là. Le major Jackson, renchérissant par zèle sur la mauvaise humeur du gouverneur, reprocha en termes blessants au capitaine Lutyens d'avoir été, dans la circonstance, « le canal de communication » dont parlait Hudson Lowe en son jargon. L'officier d'ordonnance apportait dans ses fonctions à Longwood une correction parfaite, il s'offensa justement, protesta de façon un peu vive, et se vit remplacer.

Tel était l'esprit qui régnait encore à

Sainte-Hélène, à la veille de l'agonie de l'Empereur.

Le 16 avril, le Dr Arnott jugea la catastrophe assez proche et suffisamment certaine pour l'annoncer à Hudson Lowe. Averti que la mort du général Bonaparte n'était plus qu'une question de jours, d'heures peut-être, le gouverneur devint enfin conscient des responsabilités qu'il avait encourues et prit peur. Il mit tous les médecins de l'île à la disposition de Napoléon, leva toutes les consignes qui pouvaient les empêcher de communiquer librement avec les comtes Bertrand et Montholon. Mais les secours étaient désormais inutiles, de quelque côté qu'ils vinssent. L'Empereur le savait. Le 18, comme le Dr Arnott prônait devant lui un nouveau remède : « Non, répondit-il, l'Angleterre réclame mon cadavre ; je ne veux pas la faire attendre et mourrai bien sans drogues. Votre ministère a choisi cet affreux rocher où se consume en moins de trois ans la vie des Européens pour y achever la mienne par un assassinat. Et comment m'avez-vous traité depuis que je suis sur

cet écueil? Il n'y a pas une indignité, pas une horreur dont vous ne vous soyez fut une joie de m'abreuver. Les plus simples communications de famille, celles même qu'on n'a jamais interdites à personne, vous me les avez refusées. Vous n'avez laissé parvenir jusqu'à moi aucune nouvelle, aucun papier d'Europe. Ma femme, mon fils n'ont plus veu pour moi. Vous m'avez tenu ici dans la torture du secret. Dans cette île inhospitalière, vous m'avez donné pour demeure l'endroit le moins fut pour être habité, celui où le climat meurtrier des tropiques se fait le plus sentir. Il m'a fallu me renfermer entre quatre cloisons, dans un air malsoin, moi qui parcourrais à cheval toute l'Europe¹. Vous m'avez assassiné longuement en détel, avec préméditation, et l'infâme Hudson Lowe a été l'exécuteur des huites œuvres de vos ministres » (1).

Trois semaines plus tard, le samedi 3 mai 1821, un orage éclata sur Sainte-Hélène, d'une violence inouïe dans une île

1. *Mémoires du docteur E. de Marcelli, ou les derniers moments de Napoléon*

où « les alizés soufflent sans interruption, mais d'une haleine toujours égale (1), » où des générations passent sans entendre le tonnerre. Au coucher du soleil, pendant qu'un vent effroyable abattait et dispersait les tentes du camp qui surveillait Longwood, et rendant la rade de Jamestown intenable, forçait l'escadre de garde à s'enfuir au large, Napoléon rendit le dernier soupir.

Dans l'intérêt de son fils, et pour le pré-munir contre une maladie peut-être héréditaire, l'Empereur avait recommandé qu'on fit son autopsie. Elle eut lieu le lendemain, à deux heures de l'après midi :

« Extérieurement, le corps paraissait très gras. Une première incision montra que le sternum était recouvert d'un pouce de graisse au moins.

« En explorant la région thoracique, on découvrit une légère adhérence entre les deux feuillets de la plèvre gauche ; on trouva trois onces d'un liquide rougeâtre dans celle-ci, et près de huit dans la plèvre droite.

(1) MASSELIN, *Sainte-Hélène.*

« Les poumons étaient absolument sains.

« Le péricarde, normal, contenait une once de liquide environ

« Le cœur avait le volume ordinaire, les ventricules et les oreillettes ne présentaient rien de particulier, mais la partie musculeuse semblait un peu plus pâle que d'habitude.

« On ouvrit l'abdomen, et l'on examina l'estomac. On s'aperçut alors que ce dernier était le siège d'une lésion fort étendue. Il adhérait par toute sa partie supérieure à la concavité du lobe gauche du foie. On le détacha et l'on découvrit, à un pouce du pylore, et assez grand pour laisser passer le petit doigt, un ulcère qui avait percé les parois. La surface interne du viscère n'était plus qu'un amas de matières concrètes ou de squames en évolution. L'extrémité cardiaque, sur un petit espace dans le voisinage de l'osophage, demeurait la seule portion indemne.

« Une matrice fluide abondante, semblable à du marc de café, remplissait en outre l'estomac.

« En dehors de ses adhérences avec celui-ci, le foie ne présentait rien de malsain. Mais il était aussi uni par sa partie convexe au diaphragme.

« Le reste des viscères abdominaux était en bon état. »

Il semble bien résulter de ce rapport, rédigé par le Dr Arnott et trois autres médecins anglais, que Napoléon est mort d'un cancer. Stokoe s'était-il donc trompé, en diagnostiquant dans ses bulletins une hépatite chronique.

Cette maladie et la dysenterie passaient, au commencement du siècle, pour être endémiques à Sainte-Hélène. L'une et l'autre faisaient d'épouvantables ravages parmi les Européens nouvellement débarqués, les soldats de la garnison et les marins de l'escadre. Pour ne citer qu'un exemple, elles causèrent en moins de dix-huit mois, de juillet 1817 à décembre 1818, une centaine de décès à bord du *Conqueror*, qui comptait six cents hommes d'équipage.

Naturellement, le gouvernement britannique cachait les faits de cet ordre. Ne don-

naient-ils pas raison à ceux qui l'accusaient d'avoir déporté Napoléon sur un rocher insalubre ?

La troisième année de son séjour à Longwood, l'Empereur se crut atteint d'inflammation. Le climat de l'île lui devint odieux. À maintes reprises, il reclama une résidence moins meurtrière. On repoussa sa demande, on ne la discuta même pas. Il succomba.

On comprend l'intérêt de ses geôliers à démontrer, après sa mort, l'inexistence de la maladie qui avait motivé ses plaintes.

Il fallut cependant, à l'autopsie, où les Français étaient représentés par Antoni Marchi, constater dans le procès-verbal des adhérences anormales du foie avec le dia-phragme et l'estomac. Même, un des médecins anglais conclut à l'hypertrophie. Le foie, raconte Forsyth, fut particulièrement examiné. Au moment où l'opérateur le prit et le montra, le Dr Schorlt dit qu'il le trouva volumineux. Tous ses collègues se récrièrent. Le Dr Arnott déclara que l'organe ne présentait rien d'extraordinaire. Il l'ouvrit et trouva plus que celles de tout

autre sujet de même âge et de même taille..... » Qu'on remarque en passant les termes contradictoires de cette dernière phrase. Le Dr Schortt persistant dans son opinion, sir Thomas Reade, lieutenant du gouverneur, intervint pour obtenir un avis unanime. « Les chirurgiens recommandèrent leur examen ; chacun reproduisit son premier sentiment ».

Il n'est donc nullement prouvé que Stokoe se soit trompé dans son diagnostic. Il ne constata qu'une hépatite, cela est vrai ; une autre affection plus grave lui échappa. Mais à l'époque, le cancer de l'estomac était peu connu. O'Meara et Antommarchi ne le soupçonnèrent pas davantage chez Napoléon. C'est pour une maladie de foie qu'ils traitèrent également l'Empereur. Quant au Dr Arnott, il ne vit clair dans le cas pour lequel il fut consulté le dernier qu'à l'autopsie.

Il serait injuste aussi d'oublier que le chirurgien du *Conqueror* alla seulement pendant cinq jours à Longwood, et dans des conditions qui ne lui laissaient peut-être

pas toute la liberté d'esprit nécessaire pour asseoir solidement son jugement.

Au surplus, ce qu'il importe de faire ressortir dans ce livre, ce n'est pas la science de Stokoe, mais son honnêteté professionnelle. A son grand risque personnel, et contre l'opinion prévalente en haut lieu, le docteur avait proclamé que Napoléon était sérieusement malade et qu'on le traitait, en lui refusant, sous couleur de sûreté, les soins qui lui plaissaient. On sait quelle large influence peut avoir sur un traitement la confiance dans un médecin. Que Stokoe inspira cette confiance à Napoléon, la chose n'est pas douteuse. Il lui avait été sympathique dès leur première entrevue et les regrets qu'il laissa à Longwood sont attestés par deux faits. Lorsqu'il revint d'Angleterre à Sainte-Hélène pour être juge, pour trois fois, dans des lettres pressantes qui figuraient au dossier du conseil de guerre, l'Empereur réclama « son chirurgien Stokoe ». Et dans le délire de son agonie, c'est encore Stokoe qu'appelait Napoléon : il donnait ce nom au D'Arnott, qu'il ne reconnaissait pas¹.

A en croire quelques historiens, Hudson Lowe se serait écrié, en apprenant que son prisonnier venait de rendre le dernier soupir : « Sa mort sera ma ruine ! » Le propos n'est guère vraisemblable. Mais s'il fut tenu en effet, son auteur ne fit que pressentir le sort qui l'attendait.

Tout d'abord, il put se figurer que ses bons et loyaux services allaient être récompensés. Lord Bathurst lui écrivit :

« Je suis heureux de pouvoir vous assurer que votre conduite, telle qu'elle est détaillée dans vos dépêches, a reçu l'entièbre approbation de Sa Majesté. Le roi a constaté avec satisfaction que vous n'aviez rien négligé pour procurer au général Bonaparte les meilleurs conseils médicaux et tous les soins capables d'alléger ses souffrances dans la dernière période de son existence....

« Sa Majesté m'a en outre ordonné de vous réitérer ses éloges pour l'ensemble de votre administration à Sainte-Hélène. Placé, comme vous l'avez été, dans une situation qui vous imposait une lourde res-

ponsabilité, et que des circonstances spéciales ont encore rendue plus difficile et plus sujette à la critique, vous avez rempli votre tâche avec la plus stricte fidélité, avec humanité, vous avez su, double devoir concilier la garde du général Bonaparte objet particulièrement signalé à votre attention, avec la considération que vos instructions vous permettaient et l'indulgence qui est dans votre caractère (1) ».

Hudson Lowe rentra en Lutèce. Il fut reçu par le roi. Comme il s'inclina pour baisser la main du Souverain, celle-ci anglaise, la serrra cordialement et lui dit : « Je vous le chéris sincèrement de votre retour, après l'épreuve la plus ardue peut-être à laquelle jamais homme n'entre. » « J'ai pris part à vos difficultés. » Et Borthurst vous dira combien de fois je l'ai parlé de vous.

À la suite de cette entrevue, le préfet de police fut nommé au premier rang d'un colonel qui se trouva vite au commandement. C'était, remarqua Forsyth, un « my or f it »

appréciable, dans l'attente de plus éclatantes. « Mais, ajoute mélancoliquement le même écrivain, les mauvais jours allaient commencer aussitôt ».

L'Empereur avait annoncé que sa mort serait suivie d'un revirement de l'opinion anglaise, qui le vengerait. Cette prédiction se réalisa. Les attaques se firent incessantes contre le système suivi à Sainte-Hélène et le représentant de ce système. O'Meara publia son *Napoléon en exil*. L'affront d'un accueil glacial au cercle militaire et des coups de cravache, que lui appliqua dans une rue de Londres le jeune Emmanuel Las Cases, fils de l'auteur du *Mémorial*, achevèrent de ruiner Hudson Lowe dans l'estime publique, lui enlevèrent ses derniers défenseurs. Un homme si impopulaire devenait gênant pour le ministère. On lui offrit, très loin, un poste subalterne, le commandement militaire de Ceylan. Il accepta et partit, sur la promesse d'être à bref délai promu gouverneur de cette île.

Il ne l'était pas encore au bout de trois ans, en 1828, lorsque parut la *Vie de Napo-*

l'éon Bonaparte, par Walter Scott. Cet ouvrage contenait des pages défavorables à Hudson Lowe : « Sans manifester aux exactions de ses ennemis, disait l'auteur, je erois découvert dans sa conduite la preuve d'un tempérament irritable et d'un esprit violent qui l'ont fait souvent manquer d'ingénierie et de mesure. Il semble parfois avoir oublié qu'avec un prisonnier d'un caractère si spécial, aucun acte, aucune provocation ne pouvait l'autoriser à des mouvements de fureur et à des répressions ».

Sorti de la bouche d'un écrivain illustre, ce jugement était plus décisif dans sa forme modérée, et devait avoir une portée plus large que les accusations virulentes d'O'Meara. Hudson Lowe le comprit. Il sentit le besoin de se défendre, demanda un congé et revint de Ceylan en Angleterre.

En route, il toucha à Sainte-Hélène et monta à Longwood, « le point, dit son biographe, où s'était concentrée pendant cinq ans l'attention de toute l'Europe. Quels spectacles offrit à ses yeux l'île ! L'île avait été

livrée aux plus vils usages. Près de la principale approche, des porcs occupaient le logement réservé jadis aux officiers. A travers les carreaux cassés de l'ancienne salle de billard, on apercevait des bottes de foin. Une machine à battre le blé était remisée dans le cabinet attenant à la chambre àoucher. Et cette chambre elle-même, la chambre où Napoléon avait rendu le dernier soupir, on l'avait convertie en étable ! (1) »

Peut-être cette scène de désolation et de vandalisme impressionna-t-elle Hudson Lowe, comme l'assure Forsyth. Mais ce qui, sûrement, l'attrista davantage, ce furent les réflexions et le retour qu'il put faire sur lui-même, en un lieu où il avait eu de telles bouffées d'orgueil, une telle illusion de puissance à tenir sous sa loi le plus grand homme des temps modernes. Il croyait alors à la reconnaissance de son gouvernement, et que son pays récompenserait son zèle et son impitoyable vigilance par une pluie d'or, de distinctions et de faveurs. Mais après les

(1) FORSYTH, *History of the captivity*.

félicitations royales, on lui avait refusé la pension de quinze cents livres sterling accordée sans difficulté, pour des services plus ordinaires, à son prédécesseur à Sainte Hélène, le colonel Wilkes. On l'avait exilé aux Indes et on l'y laissait dans une situation effacée, inférieure à l'ancienne. Et voilà maintenant qu'il se voyait forcé de se rendre à Londres, pour combattre des attaques sans cesse renaissantes, pour lutter contre une impopularité toujours plus formidable.

Lorsqu'il débarqua en Angleterre, Lord Bathurst était à la tête du cabinet, le duc de Wellington en faisait partie. Cette double circonstance paraissait favorable à ses intérêts. Il rendit d'abord visite au premier ministre et lui dit son désir de répondre par une publication à l'ouvrage de Walter Scott. Très froid, lord Bathurst lui conseilla de ne pas s'engager dans une polémique dont l'issue semblait pour le moins douteuse et de retourner sur le champ à Ceylan, pour être sûr d'y reueillir la succession du gouverneur, si elle venait à s'ouvrir.

L'accueil du duc de Wellington fut encore plus glacial. Hudson Lowe le suppliant de porter la question de sa pension devant le Parlement, il déclara sèchement que c'était inutile: il savait la Chambre des Communes unanimement hostile.

L'homme de Sainte-Hélène reprit donc le chemin de l'Inde. Trois nouvelles années s'écoulèrent, durant lesquelles on parut l'oublier. En 1831, il donna sa démission, après avoir vu le poste qu'il ambitionnait, devenu libre, lui échapper, et passer aux mains d'un rival obscur.

Il n'exerça plus de fonctions publiques.

Dans un mémoire adressé à la reine Victoria, en 1843, il disait, énumérant toutes ses déceptions:

« Le gouvernement de Ceylan s'est trouvé trois fois sans titulaire, quatre fois celui des Iles Ioniennes. Pour ce dernier, particulièrement, je me croyais désigné par mes services sur les lieux à l'époque de l'affranchissement. De nombreuses vacances se sont produites ailleurs. Jamais on n'a fait

appel à mon dévouement, comme j'étais en droit de l'espérer.

« De même, pour les divers commandements de l'Inde. Beaucoup ont été disponibles, à maintes reprises. Aucun ne m'a été offert et mon nom a toujours inutilement figuré sur la liste des candidats. »

Il mourut pauvre et découragé, en 1855.

Ainsi s'était encore réalisée, à son égard, cette autre parole de Napoléon : « Il y a des hommes que les gouvernements emploient à certaines besognes, et qu'ils desvouent ensuite. »

Sir Robert Plampin eut un sort plus heureux. Son rôle de second plan, presque ignoré, ne le signala pas à l'attention publique. Il devint vice-amiral, fut mis à la tête de l'escadre stationnée dans la mer d'Irlande, et prit ensuite tranquillement sa retraite. On a vu qu'il était turide, d'après Balmain. Cela ne l'empêchait pas d'être capable, à l'occasion, d'une bonne dose d'impudence. À son retour de Sainte-Hélène, il se jugea digne d'entrer dans le

plus envié des ordres anglais, celui du Bain, et contre tous les usages, confiant dans l'excellence des notes que lui avait données Hudson Lowe, il fit personnellement, directement sa demande. La réponse du secrétaire d'Etat à la marine, Lord Melville, est curieuse à citer: on y sent, sous une politesse de grand seigneur, l'ironie de quelqu'un qui sait à quoi s'en tenir sur le compte du postulant, sur sa vie privée et sur la nature des exploits dont il se réclame. La voici, datée du 14 février 1821:

« J'ai lu la lettre que vous avez bien voulu m'adresser le cinq de ce mois. Vous vous êtes conduit à Sainte-Hélène d'une manière qui vous fait certainement honneur. Le gouvernement de Sa Majesté a été très satisfait de vous, comme aussi, j'ai tout lieu de le croire, votre collaborateur sir Hudson Lowe. Ceci constaté, il me faut malheureusement ajouter que, seuls, les services devant l'ennemi peuvent m'autoriser à proposer un officier de mon département pour la distinction dont vous m'entretenez, la chevalerie du Bain.

« Vous jouissez parmi vos subordonnés, vos pairs et vos supérieurs, d'une réputation irréprochable; mais, chef d'escadre ou capitaine, les hasards de votre carrière ne vous ont pas permis de vous signaler dans une action. L'occasion vous a manqué pour gagner au feu ces déisations que d'autres ont obtenues, grâce, non pas à plus de mérite, mais à plus de bonheur (1). »

Lord Melville devait sourire, en tournant ces phrases à double entente.

Quelque temps auparavant, publiquement, sur les quais de Portsmouth, Stoker s'était donné la satisfaction de dire en termes moins couverts à sir Robert Plampin ce qu'il pensait de lui.

Aussitôt condamné, le docteur avait été renvoyé en Angleterre. « En considération de ses longs services » ses juges l'avaient recommandé à l'indulgence de l'Amirauté pour la demi-solde. Mais sa situation différant de celle d'un officier en retraite, le conseil du roi estima plus régulier de lui accorder une pension civile de

(1) *Half a social biography.*

cent livres (1) par an. Il fut aussi l'objet d'une faveur précédemment refusée au chirurgien de l'amiral Malcolm ; il toucha trois cents livres de paie additionnelle pour la durée de son séjour à Sainte-Hélène. « Cette générosité spontanée, dit Stokoe, prit à mes yeux une signification consolante. Elle montrait qu'on ne me regardait pas comme un coupable ; elle indiquait de meilleures dispositions à mon égard et me permettait d'espérer pour plus tard une réparation complète : la restitution de mon grade ».

Le docteur se faisait illusion.

Il avait rapporté de Sainte-Hélène une copie des notes d'audience prises à son procès par le greffier Davies. En leur comparant l'expédition du jugement, qu'il n'obtint qu'au bout de douze mois, il découvrit le faux commis à l'instigation de sir Robert Plampin. Il crut devoir écrire cette lettre au secrétaire de l'amirauté, John Barrow :

(1) Deux mille cinq cents francs.

« Rochester, le 4 novembre 1820.

« Monsieur,

« J'ai reçu l'expédition du jugement prononcé contre moi à Sainte-Hélène. J'y découvre une erreur. Au procès, j'ai posé cette question à M. Georges Elliott : « N'avez-vous pas entendu sir Robert Plampin me redemander la note qui accompagnait la première lettre du comte Bertrand ? » La réponse fut affirmative et catégorique ; elle est mal rapportée. Leurs Seigneuries les lords de l'Amitauté pourront s'en convaincre par la lecture du plimisif d'audience, qui est entre mes mains. Permettez-moi de vous en envoyer un exemplaire ; j'en ai fait imprimer plusieurs, dès mon retour en Angleterre, dans l'intention de les publier. Jusqu'ici, les prières de mes amis m'ont empêché de donner suite à ce projet. Mais je ne puis souffrir qu'on trompe audacieusement leurs Seigneuries sur un point de grande importance ; je sollicite d'elles une enquête. Il me paraît nécessaire d'interroger le président et les membres du

conseil de guerre, pour savoir si c'est par leur ordre que ces mots « ou une copie » ont été ajoutés à la réponse de l'amiral. Mes juges devraient bien s'expliquer aussi sur la teneur du papier que leur a remis sir Robert Plampin au moment où les débats clôtraient, pour rectifier — ce fut sa propre expression — sa déposition de la veille.

« Je veux m'abstenir ici de tout commentaire sur les raisons qui ont pu motiver le faux dont je me plains, comme sur la nature des preuves produites par l'accusation, en général, et le texte arrangé de mes conversations avec l'amiral, en particulier. Je réclame seulement le droit de démontrer, par le témoignage des plus respectables d'entre les personnes présentes à mon procès, qu'une déposition de haut intérêt a été modifiée, de la manière que j'affirme.

« Peut-être néanmoins n'aurais-je pas importuné leurs Seigneuries, s'il ne m'était revenu, il y a quelques jours, que sir Robert Plampin s'est plaint à l'une d'elles de mon attitude vis-à-vis de lui, lors de sa rentrée en Angleterre. Je serais menacé de

perdre ma pension, si je fais un pas de plus

« Pour le cas où le renseignement se trouverait exact, je tiens à déclarer tout de suite ceci à leurs Seigneuries : Lamiré s'est montré bien ingrat à mon égard, je l'avais toujours défendu, tâche parfois difficile, contre les attaques dont sa vie privée était l'objet à Sainte-Hélène. Mais je ne lui ai pas parlé de son manque de reconnaissance. C'est autre chose que je lui ai reproché de s'être conduit vis à vis d'un inférieur d'une façon indigne d'un officier et d'un gentleman, de m'avoir bassement insulté, soufflé des noms de menteur et de traître.

« Venant d'un homme à qui je m'étais recommandé par toutes sortes d'attentions, sur l'amitié et la protection duquel je crois pouvoir compter, un pareil trahison me rvolte. Et je suis sûr que mon attitude a pu être bien naturelle et bien excusable, si mes griefs étaient rendus publics, et si l'on savait comment les lois et le règlement, dont la prétendue violation m'avaient tant dé-

peines et d'ennuis, ont été observés par ceux-là même qui furent les principaux artisans de mon procès et qui m'ont privé de mon grade, après vingt-cinq ans de service ».

La missive était osée. La réponse fut relativement anodine :

« Monsieur,

« J'ai soumis aux Lords de l'Amirauté votre lettre et la pièce incluse. Leurs Seigneuries m'ordonnent de vous dire que votre requête n'est pas recevable. Il ne leur paraît pas possible d'interroger les membres du conseil de guerre au sujet de l'erreur que vous prétendez avoir découverte.

« En ce qui concerne le second point dont vous les entretenez, leurs Seigneuries n'ont été saisies d'aucune plainte. Mais s'il s'en produisait, elles prendraient certainement les mesures les plus sévères pour protéger l'amiral Plampin contre toute insulte qui aurait pour origine les actes de son dernier commandement.

« Votre dévoué,

« Jn. BARROW ».

L'amiral avait-il réellement gardé le silence sur l'affront de Portsmouth ? C'est possible : il ne se sentait pas la conscience à l'aise vis-à-vis de Stokoe. Toutefois, le docteur persista à croire que sir Robert Plampin avait porté l'incident devant l'Amiraute, mais que là, où l'on n'ignorait rien des choses de Sainte-Hélène, on lui avait donné l'avis de ne pas pousser plus loin l'affaire, par crainte de bruit et de scandale. De toute façon, il est évident que Stokoe paraissait homme à ménager ; ses récriminations étaient justes.

Il conserva donc sa pension. Des libéralités de la famille Bonaparte vinrent s'y ajouter.

Le comte de Las Cases ayant parlé de lui à Madame Mère, au roi Louis et au cardinal Fesch, tous trois firent à lui envoyer un témoignage de leur gratitude, « pour les services qu'il avait rendus à l'Empereur ».

Il trouva un quatrième bienfaiteur dans le roi Joseph. Le frère aîné de Napoléon vivait alors à Philadelphie. La reine Julie

restée en Europe, habitait de son côté Bruxelles avec ses deux filles. A la fin de 1821, la cadette, qui avait dix-neuf ans, voulut rejoindre son père en Amérique ; Stokoe fut choisi pour l'accompagner dans son voyage. On s'embarqua à Anvers, sur un petit brick spécialement affrété, le *Ruth and Mary*. La traversée dura deux mois. Le navire était nonchalamment commandé. Plusieurs fois, Stokoe dut attirer l'attention du capitaine sur des négligences et des imprudences impardonables. Par les nuits calmes, l'officier et les hommes de quart abandonnaient leur poste pour se livrer au sommeil, et le cuisinier du bord, un ivrogne fiescé, manquait à chaque instant de mettre le feu à la cale, où il descendait se gorger d'alcool. La mer fut généralement mauvaise ; l'ex-chirurgien du *Conqueror* ne se rappelait pas avoir vu pareilles tempêtes, durant ses vingt cinq ans de navigation antérieure. Sans ses soins, et surtout sans sa vigilance, la princesse Charlotte ne serait sans doute pas arrivée à bon port. Le roi Joseph se montra profondément reconnaiss-

sant; il ne se contenta pas d'être généreux avec Stokoe, il lui donna son amitié.

Le docteur ne repassa l'Atlantique qu'en 1823, pour chercher la princesse Zénaïde, qui venait à son tour rejoindre son père, avec son mari le prince de Canino. En 1825, il fut chargé d'une nouvelle et dernière mission : il regagna définitivement l'Europe avec Charlotte, fiancée à son cousin, le prince Napoléon Louis Bonaparte.

Des lors, il ne revit plus Joseph qu'à de longs intervalles, en Angleterre d'abord, puis en Italie, à Florence, vers 1840. Mais la mort seule de l'ex-roi d'Espagne, en 1854, interrompit une correspondance toujours affectueuse, qu'il ne serait pas sans intérêt de donner ici, si elle n'était étrangère au sujet.

Stokoe lui-même succomba à une attaque d'apoplexie, le 18 septembre 1857. Il n'était marié, et les dernières années de sa vie avaient été attristées par la perte de sa femme et de ses deux enfants, un fils et une fille.

En parcourant les papiers qu'il a laissés,

il est facile devoir que sa constante préoccupation, après sa condamnation, fut d'être admis à se justifier devant de nouveaux juges, ou, faute d'y réussir, de saisir le public anglais de sa cause.

A peine rentré de Sainte-Hélène, il demande l'avis d'un de ses anciens chefs, Alexandre Skene, capitaine du *Bulwark*, qui lui écrit : « Apprécier la sentence d'un conseil de guerre peut être dangereux. Mais je ne croirai jamais que vous ayez, à aucun moment, cessé d'être un bon officier et un parfait gentleman. Je conserve donc sans y rien changer mon opinion sur mon vieil ami. »

A la fin de 1820, Stokoe fait la tentative mentionnée plus haut pour obtenir une enquête sur le faux qui a changé le sens d'une des dépositions reçues à son procès.

Vers 1829, il soumet le jugement de Sainte-Hélène à l'examen d'un juriste éminent. Celui-ci y découvre sans peine nombre d'illégalités. Sa conclusion est néanmoins décourageante : en matière militaire, la

legislation britannique ne semble avoir prévu ni l'appel ni la révision.

En 1842 sir George Cockburn qui a sa place dans l'injustice commise contre Stokoe, devient premier lord de l'Amirauté. Le docteur s'adresse à lui pour obtenir sa réintégration sur la liste des chirurgiens de la marine anglaise. Il reçoit cette réponse :

« Leamington Warwicks, 15 octobre 1842

« Monsieur,

« Votre Lettre du 10me parvient à Londres. Je suis fâché d'avoir été aussi mal que vous le dites à vos infortunes.

« Il est inutile je crois, de vous assurer que jamais je n'ai entretenu la moindre animosité personnelle à votre égard. La jalousie a joué un grand rôle dans les affaires de Sainte-Hélène et vous pourrez l'avoir cruellement éprouvée. Mais je n'ai jamais pensé aussi que les fautes qui y étaient attribuées à vous et à O'Meara avaient leur origine dans une situation de

ticulièremenr difficile et délicate, plutôt que dans une intention quelconque de désobéir aux ordres du gouvernement et de vos chefs immédiats. Je ne me rappelle pas le motif qui vous a fait déférer à un conseil de guerre quand vous avez regagné Sainte-Hélène, non plus que la plainte, si elle existe, relative au regrettable incident de Portsmouth. Les moyens me manquent pour me renseigner ici. Patientez, je vous prie, jusqu'à mon retour à Londres, et soyez assuré de ma disposition à voir les choses aussi favorablement que les pièces officielles le permettront.

« En attendant, et quoiqu'il arrive, je ne puis que compatir vivement à vos malheurs. »

Il n'y a pas trace, dans les papiers de Stokoe, que sir George Cockburn ait tenu sa promesse, et qu'il ait davantage songé à l'affaire. Peut-être cependant s'en occupait-il, mais pour se laisser finalement arrêter par le respect de la chose jugée. Amnistier le docteur, n'était-ce pas condamner les

officiers qui l'avaient si complaisamment déclaré coupable, sur le désir de Plimpin et d'Hudson Lowe? Le premier lord de l'Amirauté n'osa pas. Si cette lettre n'en est pas moins intéressante à retenir, Elle montre que dans les sphères officielles, l'irritation de certaines accusations fut bien connue, et qu'on y considérait Stokoe et O'Meara comme des victimes de la politique étroite adoptée par le ministère anglais vis-à-vis de Napoléon captif.

En 1846 les deux chirurgiens furent vivement pris à partie dans un article publié par l'*United Service magazine*. Un certain anonyme essayait de rejeter sur eux la responsabilité de la mort de l'Empereur en l'attribuant au traitement suivi pour combattre une hépatite ignorante. Cette attaque semble avoir profondément affecté Stokoe. C'est alors qu'il se mit, pour sa défense, à rassembler ses notes, en forme de mémoires. Mais ce travail l'occupa une dizaine de mois, et lorsqu'il fut terminé, la foudre réflexion et des cons de plus à d'ordre privé l'empêchèrent de le lancer à

l'impression. La situation du docteur était devenue singulièrement précaire : à la tête d'une famille, il ne vivait plus que de la maigre pension que lui faisait le gouvernement. Il craignit de la perdre, en dévoilant les infâmes dont il avait souffert, et cette fois encore, il se résigna au silence.

Il venait de mourir, lorsque parut, en 1853, le livrè de Forsyth. Comme une multitude de faits, le rôle du chirurgien du *Conqueror* à Sainte-Hélène s'y trouvait odieusement dénaturé. Un vieil ami du docteur, qui s'en indignait, pressa le neveu aux mains duquel étaient passés les mémoires de les publier : « Ils contiennent certainement, lui écrivait-il, tous les documents nécessaires pour repousser des calomnies. J'ai entendu dire à votre oncle, au sujet de son procès, que le principal témoin à charge était descendu jusqu'au parjure : Rien de ce qu'il affirmait ne peut être mis en doute, car c'était le plus honnête homme du monde, et le plus digne de foi ».

Malgré cet avis, les précieux papiers furent négligemment laissés dans un tiroir, et il a fallu qu'un étranger passât par hasard par Londres, presqu'un demi siècle plus tard, pour, les tirant de la poussière où ils dormaient, entreprendre la justification du docteur John Stokoe. Mais si celle-ci fut tardive, on ose, à la dernière ligne de ce livre, exprimer l'espoir qu'elle est complète.

FIN.

PIÈCES JUSTIFICATIVES



ÉTATS DE SERVICES

*du Dr Stokoe, tels qu'ils lui furent délivrés à sa
demande par l'Amirauté, en 1822.*



NOTA. — Cet état donne seulement dix-neuf ans quatre mois et deux semaines de services au Docteur. Il ne comprend pas les périodes de débarquement passées sans affectation à un navire, mais elles comptaient aussi pour la retraite.

La première colonne contient les noms des navires, la seconde la date de l'affectation à chacun, la troisième le grade, la quatrième le retrait d'emploi et le cinquième la durée de l'emploi en années, mois, semaines et jours

EXPLICATIONS

RELATIVES A LA CORRESPONDANCE CLANDESTINE HOLMES.

En même temps qu'il écrivait à l'amiral Plampin pour disculper Stokoe, l'agent Holmes s'excusait auprès du docteur par les lignes suivantes :

Londres, 23 nov. 1818.

Monsieur,

*J'ai été extrêmement peiné d'apprendre les
ennuis et les soupçons auxquels je vous avais
exposé en mettant sous votre couvert une cor-
respondance destinée au Dr O'Meara, votre ami.
Je ne puis mieux vous montrer la sincérité de
mes regrets à ce sujet qu'en vous envoyant la
copie de deux lettres adressées par moi à lord
Bathurst et aux lords de l'Amirauté*

Croyez-moi, Monsieur,

Votre dévoué

W^m HOLMES

Sauf une formule d'envoi, les deux lettres en question étaient identiques. Il suffit de donner ici le texte de celle adressée à lord Bathurst.

Londres, 14 Nov. 1818

My lord,

Voulez-vous me permettre de vous expliquer pourquoi j'ai écrit à Mr O'Meara sous un faux nom et sous le couvert du Dr Stokoe et de M. Fowler?

Je ne suis pas seulement l'agent de M. O'Meara; je suis aussi depuis nombre d'années, son ami et son confident. Je n'ignorais ni les mesures hostiles prises à son égard, ni les obstacles illégaux qui s'opposaient à une correspondance directe avec lui. Il est tout naturel, dans ces conditions, que j'aie choisi une voie détournée pour nos communications.

Apprenant que le Dr Stokoe et M. Fowler étaient liés avec M. O'Meara, je pensai qu'ils

ne seraient aucune difficulté pour nous servir d'intermédiaires. Mais j'affirme à Votre Seigneurie, et c'est la pure vérité, que je n'ai jamais entretenu de relations soit avec le Dr Stokoe, soit avec M. Fowler ; je ne les connais pas, je ne les ai jamais vus, et c'est sans autorisation de leur part que je me suis servi de leurs noms.

Pour ce qui est de ma justification personnelle, je suis prêt à l'entreprendre devant vous, sitôt que vous le jugerez utile. Il me sera facile de vous prouver que je n'ai commis, ni voulu commettre un acte criminel, quelle que soit l'opinion de sir Hudson Lowe sur cette affaire, et la façon dont il a pu la qualifier.

Je n'ai rien à me reprocher qu'envers le Dr Stokoe et M. Fowler, et c'est à eux seuls que je dois des excuses.

*J'ai l'honneur d'être, my lord,
Votre très humble et très obéissant serviteur,*

W^m HOLMES.

Lord Bathurst lui ayant obstinément refusé une audience, Holmes envoya les explications qu'il offrait au sous-secrétaire d'état Goulburn. Le 26 janvier 1819, il écrivait à ce dernier:

Il m'est impossible, Monsieur, de ne pas comprendre ce qu'on entend par « correspondance clandestine ». Et puisque lord Bathurst, par ces mots, n'en fournit enfin l'occasion, je vais vous dire comment cette correspondance clandestine devint inévitable, en conséquence de l'ouverture illégale et malhonnête, par certaine personne, d'une de mes lettres au Dr O'Meara.

Le 8 Avril 1817, j'ai fait savoir à lord Bathurst qu'ayant adressé plusieurs lettres à M. O'Meara, elles étaient toutes restées sans réponse. J'avais reçu un peu plus tard des nouvelles du docteur, sans un seul mot de lui au sujet des affaires dont je l'entretenais. J'en conclus que mes lettres s'étaient égarées. Je priais donc Sa Seigneurie d'avoir la bonté de les faire parvenir désormais, et je lui demandais

en même temps s'il ne convenait pas de les laisser décachetées.

Vous eutes la complaisance de répondre le 11 du même mois. Lord Bathurst, me disiez-vous, ne pouvait s'expliquer pourquoi M. O'Meara n'avait pas reçu mes lettres, mais il tenait à m'assurer qu'elles arriveraient toutes à l'avenir, si je les lui envoyais. Il n'était pas nécessaire de les laisser décachetées.

Confiant dans la parole de lord Bathurst et l'inviolabilité de ma correspondance, j'écrivis le 14 Août 1817 à M. O'Meara sur des matières d'ordre privé.

Jugez de ma surprise, Monsieur, et de mon indignation, lorsqu'un avis du docteur, du 27 février 1818, m'apprit que ma lettre du 14 août 1817 lui était parvenue ouverte de Plantation House, avec une note du colonel Wynyard disant qu'elle avait été reçue en cet état d'Angleterre.

Je ne ferai ni à lord Bathurst, ni à qui que ce soit de son département, l'injure de croire que mes lettres ont été décachetées dans ce pays,

après avoir reçu de vous l'invitation de les sceller. Non, Monsieur, l'auteur d'un acte si vil et si illégal ne peut être qu'un homme dont la conduite bien connue JUSTIFIE TOUS LES SOUPÇONS.

J'en appelle à vous et à lord Bathurst, de tels procédés ne m'autorisaient-ils pas à chercher une voie plus sûre pour communiquer avec le D' O'Meara ? L'acte du Parlement qui a trait à la détention du général Bonaparte n'interdit pas les correspondances privées ; j'ignorais les règlements en vigueur à Sainte-Hélène. Quel mal pouvait bien causer le moyen employé par moi ? En est-il résulté aucun ? Quelle faute si lourde ai-je donc commise, pour que lord Bathurst se permette de porter un jugement sur mes capacités professionnelles et me déclare inapte au rôle d'agent ? Nul doute qu' Sa Seigneurie n'ait été trompée par de faux rapports, sinon, elle ne m'aurait pas condamné sans m'entendre. C'est dans cette pensée que je veux lui donner des explications complètes ; elle va voir que ma correspondance n'avait rien de coupable.

Il est presqu'impossible que lord Bathurst ne

le saché pas : depuis longtemps, le comte Bertrand était obligé de dépenser de quatre à cinq cents livres par an, tant pour l'achat des premières nécessités de la vie, dont sir Hudson Lowe refusait une quantité suffisante, que pour procurer aux différentes familles enfermées à Longwood un peu de confort et d'aisance. A cet effet, la vaisselle d'argent de Napoléon a été mise en pièces et vendue ; quatre mille livres ont été prêtées par le comte de Las Cases, et neuf à dix mille autres ont été fournies par le comte Bertrand lui-même, qui les avait en compte chez Baring frères et Cie. Il a fallu ensuite tirer des lettres de change sur une maison respectable de Londres. Elles ont été protestées

· Les Français s'adressèrent alors à moi et me prièrent de vérifier l'état de certains fonds qu'ils supposaient exister. Si cela m'était impossible, je devais rechercher si, parmi leurs proches, quelques-uns ne seraient pas disposés à leur venir en aide jusqu'à concurrence de cinq cents livres par mois, somme jugée suffisante, avec l'allocation du gouvernement anglais. On me demanda

après avoir reçu de vous l'invitation de les sceller. Non, Monsieur, l'auteur d'un acte si vil et si illégal ne peut être qu'un homme dont la conduite bien connue justifie tous les soupçons.

J'en appelle à vous et à lord Bathurst, de tels procédés ne m'autorisaient-ils pas à chercher une voie plus sûre pour communiquer avec le D^r O'Meara ? L'acte du Parlement qui a trait à la détention du général Bonaparte n'interdit pas les correspondances privées ; j'ignorais les règl'ments en vigueur à Sainte-Hélène. Quel mal pouvait bien causer le moyen employé par moi ? En est-il résulté aucun ? Quelle faute si lourde ai-je donc commise, pour que lord Bathurst se permette de porter un jugement sur mes capacités professionnelles et me déclare inapte au rôle d'agent ? Nul doute que Sa Seigneurie n'ait été trompée par de faux rapports, sinon, elle ne m'aurait pas condamné sans m'entendre. C'est dans cette pensée que je veux lui donner des explications complètes ; elle va voir que ma correspondance n'avait rien de coupable.

Il est presqu'impossible que lord Bathurst ne

le sache pas : depuis longtemps, le comte Bertrand était obligé de dépenser de quatre à cinq cents livres par an, tant pour l'achat des premières nécessités de la vie, dont sir Hudson Lowe refusait une quantité suffisante, que pour procurer aux différentes familles enfermées à Longwood un peu de confort et d'aisance. A cet effet, la vaisselle d'argent de Napoléon a été mise en pièces et vendue ; quatre mille livres ont été prêtées par le comte de Las Cases, et neuf à dix mille autres ont été fournies par le comte Bertrand lui-même, qui les avait en compte chez Baring frères et Cie. Il a fallu ensuite tirer des lettres de change sur une maison respectable de Londres. Elles ont été protestées.

Les Français s'adressèrent alors à moi et me prièrent de vérifier l'état de certains fonds qu'ils supposaient exister. Si cela m'était impossible, je devais rechercher si, parmi leurs proches, quelques-uns ne seraient pas disposés à leur venir en aide jusqu'à concurrence de cinq cents livres par mois, somme jugée suffisante, avec l'allocation du gouvernement anglais. On me demanda

aussi d'accepter les lettres de change du comte Bertrand jusqu'à concurrence de dix-huit cents livres et à raison de deux cents livres par mois, et d'envoyer de temps en temps des volumes, des brochures et des journaux.

Ayant reçu des indications qui me permirent de m'assurer que trois mille livres seraient versées entre mes mains pour me garantir de toute perte, je consentis avec plaisir, dans l'espoir d'alléger les souffrances des Français, à me charger d'affaires qui étaient d'ordre privé, et non politique, et j'écrivis aussitôt ces lettres auxquelles on a donné tant d'importance. Telle est l'histoire de ma correspondance. Si j'ai commis un crime, je le regarde comme si honorable que je n'hésiterais pas un seul instant, dans des circonstances semblables, à le commettre de nouveau.

Si, après ma lettre du 14 novembre dernier, lord Bathurst avait eu la bonté de m'accorder quelques minutes d'entretien, je l'aurais facilement convaincu que mon seul objet a été de procurer aux Français ce qu'ils ne pouyaient

trouver à Sainte-Hélène, faute d'argent ou par suite de l'isolement de l'île et de la mauvaise volonté de Sir Hudson Lowe.

Le comte de Las Cases s'est plaint à différentes reprises de ce qu'on n'expédiait ni livres, ni brochures à Napoléon. Il a été peiné d'apprendre, du comte Bertrand, que depuis deux ans on n'avait reçu à Longwood que vingt-cinq volumes d'ouvrages nouveaux, avec quinze livraisons des LETTRES NORMANDES ET CHAMPEENOISES ; même quelques-unes de ces dernières dataient du règne de Napoléon. Je sais aussi que les livres, brochures et journaux que vous déclariez, dans votre lettre du 1^{er} avril 1818, devoir envoyer à Napoléon, ne lui étaient pas encore arrivés à la mi-août, et qu'il ne reçoit jamais aucun journal français, bien que vous ayez assuré aussi, dans la même lettre, que le Journal du Commerce et d'autres lui seraient régulièrement transmis. Vous voyez donc que mon intervention n'a été ni inutile, ni inconvenante, comme on l'a dit.

Je suis prêt à soumettre à l'examen de telle

personne que lord Bathurst voudra bien désigner, les livres dont j'ai parlé dans mes lettres précédentes. Sa Seigneurie pourra les expédier par qui elle voudra. J'engage ma parole qu'ils ne contiennent aucune lettre, aucun papier, aucune information clandestine. Je fournirai telle caution qu'il plaira à Sa Seigneurie de fixer, comme garantie de ma véracité.

Si lord Bathurst préfère m'indiquer un libraire, mon rôle se bornera désormais à lui donner des ordres et à solder les factures.

Croyez-moi, Monsieur, votre bien obéissant serviteur.

W. HOLMES.

*FAC-SIMILE DE LA LETTRE
par laquelle le comte Bertrand réclama les
de Stokoe.*

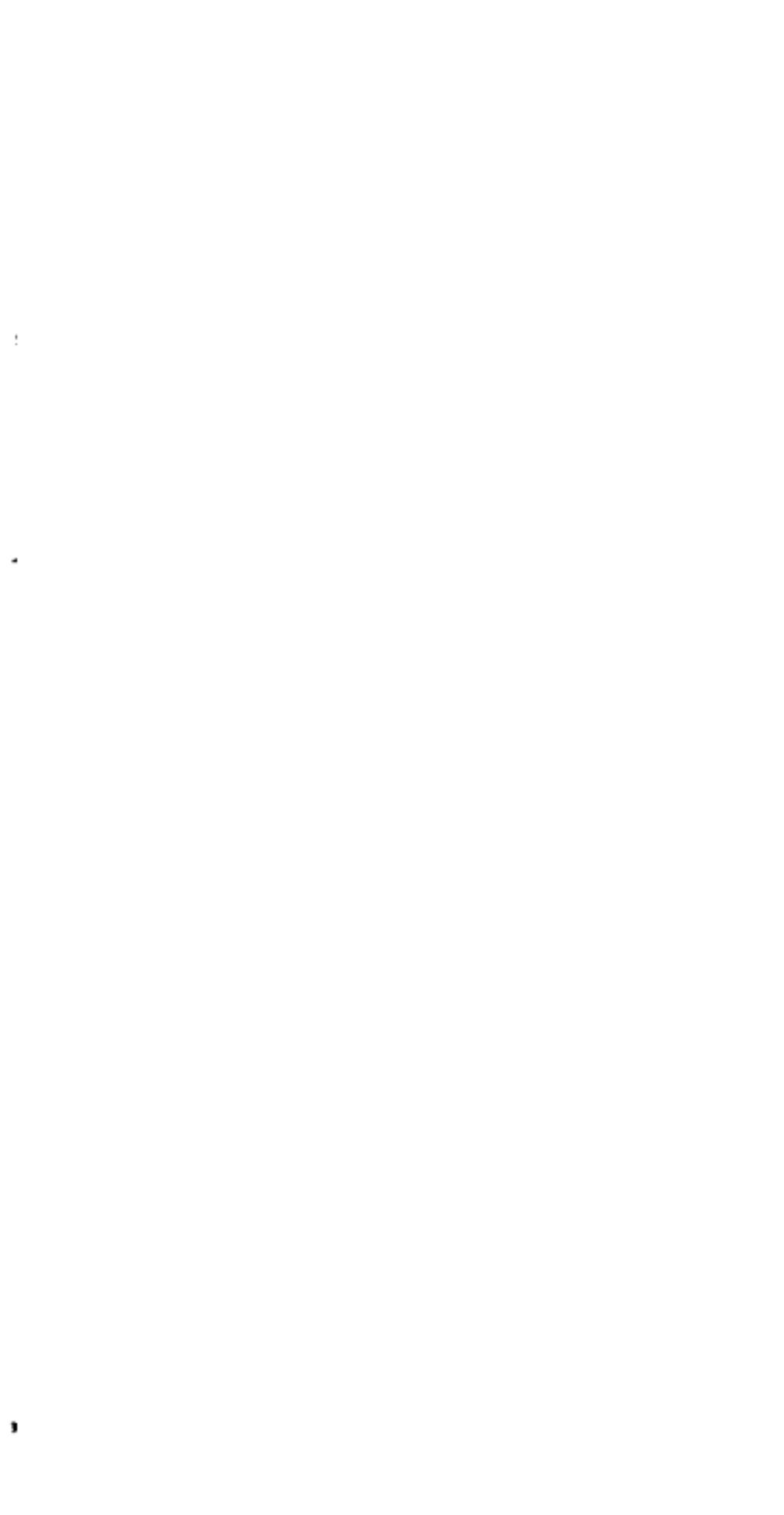
*LES ARTICLES
de l'écriture du comte de Montholon
Très réduit*

LETTRE DE SIR ROBERT PLAMPIN
à la suite de laquelle le Docteur cessa ses visites
à Longwood
— *Réduit* —

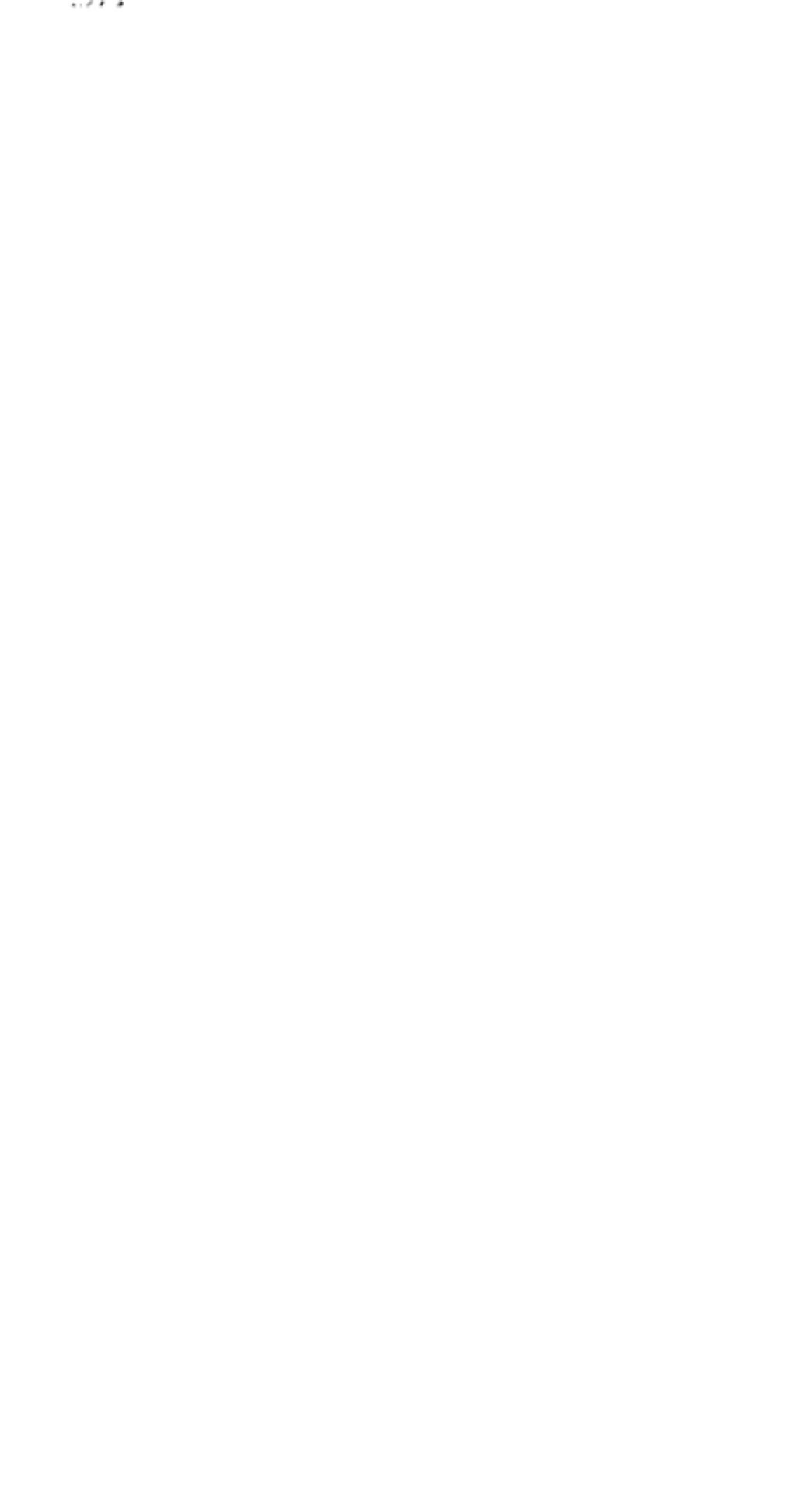


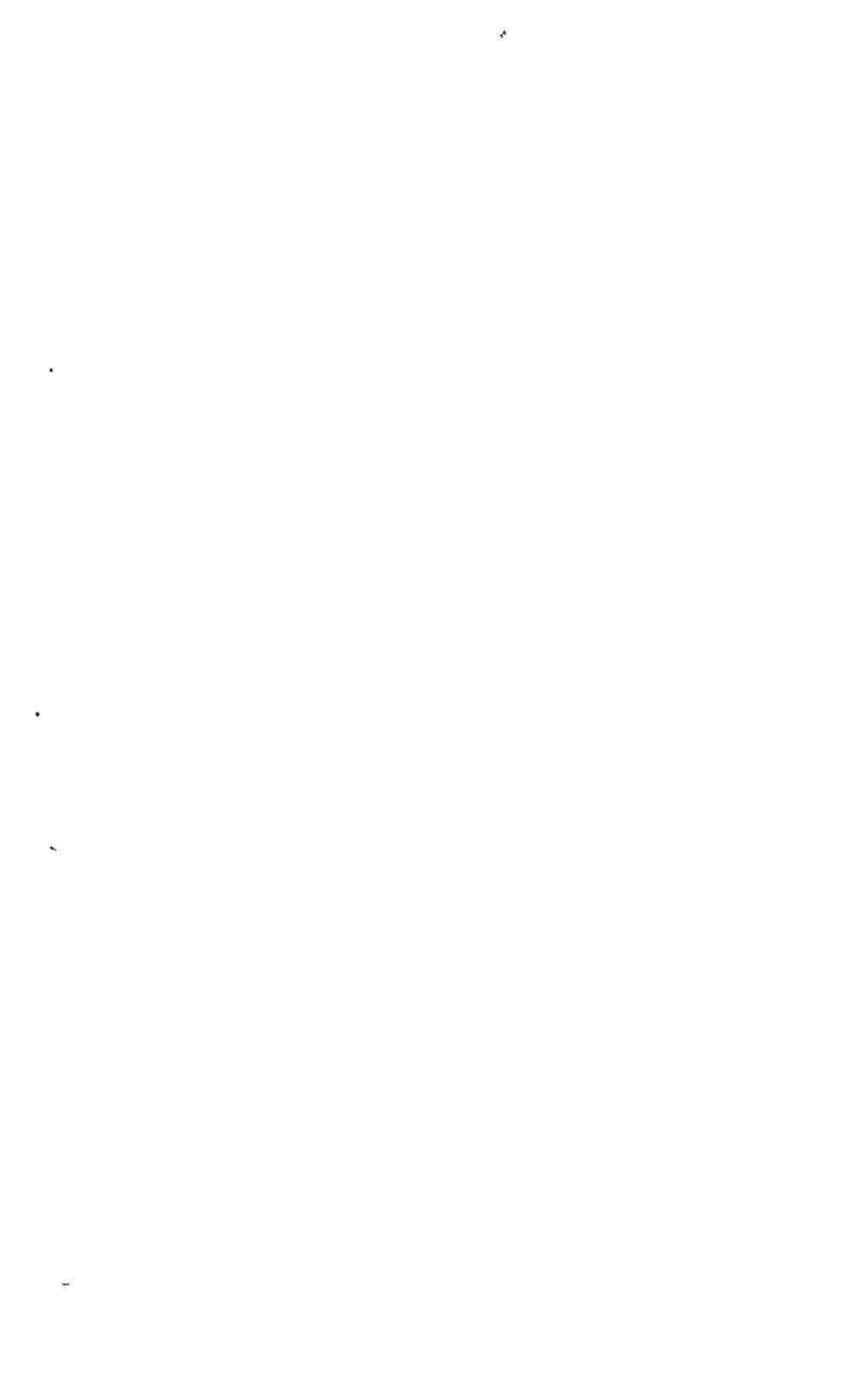
LETTRE DE LAS CASES A STOKOE





LETTRE DE LA REINE JULIE A STOKOE







*LETTRE DE L'AMIRAL COCKBURN
A STOKOE*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	x
CHAPITRE I.	1
Stokoe est nommé chirurgien du vaisseau amiral le <i>Conqueror</i> . — Il part sur ce navire pour Sainte-Hélène, le 17 mars 1817. — Ignorance où l'on est alors en Europe sur ce qui se passe dans l'île d'exil. — Situation qu'y trouve Stokoe à son arrivée (29 juin 1817).	
CHAPITRE II	89
La maîtresse de l'amiral Plampin. — Entrevue de Stokoe avec Napoléon. — Renvoi en Angleterre, par le gouverneur Hudson Lowe, du premier médecin de l'Empereur, O'Meara. — Le nom de Stokoe est mêlé à une affaire de correspondance clandestine : il devient suspect.	

CHAPITRE III

Napoléon est gravement malade et demande Stokoe (Janvier 1819) — Les cinq journées du docteur à Longwood — Manœuvres d'Hudson Lowe et de l'amiral Flampin pour le compromettre et l'obliger à ce ses vœux. Il sollicite un congé et retourne en Angleterre.

CHAPITRE IV 133

A peine d'barque Stokoe reçoit l'ordre de regagner Sainte-Hélène — Sa mise en jugement — Conseil de guerre irrégulier condamnation inique

CHAPITRE V 173

Mort de Napoléon (5 mai 1821) — La disgrâce d'Hudson Lowe — Un trait qui achève de peindre l'amiral Flampin — Fin de l'histoire de Stokoe.

PIÈCES JUSTIFICATIVES 217

Etats de services du Dr Stokoe, tels qu'ils lui furent délivrés à sa demande par l'Amirauté en 1822 — Explications relatives à la correspondance clas-

destiné Holmes. — Fac-simile de la lettre par laquelle le comte Bertrand réclama les secours de Stokoe. — Ordre d'aller à Longwood, nié par l'amiral au Conseil de guerre. — Les articles, de l'écriture du comte de Montholon — Lettre de sir Robert Plampin, à la suite de laquelle le docteur cessa ses visites à Longwood. — Lettre de Las Cases à Stokoe. — Lettre de la reine Julie. — Lettre de l'ex-roi Joseph, comte de Sury-villiers, — Lettre de l'amiral Cockburn.